

# LA FINANCIARISATION : CAPITAL CONTRE TRAVAIL

Les traders au service des bandits des temps modernes



Elie Sadigh

# LA FINANCIARISATION : CAPITAL CONTRE TRAVAIL

Les traders au service des bandits des temps modernes

L'Harmattan

**© L'Harmattan, 2010**  
**5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris**

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-11243-8  
EAN : 9782296112438

A mes étudiants

Du même auteur :

MONETA E PRODUZIONE (1988) ; ouvrage collectif. Giulio Einaudi Editore. Collection Scientifica Einaudi.

LA RENTE FONCIERE (1990) ; ouvrage collectif. Ed. adef (Association des Etudes Foncières).

CRISE ET DEPENSE DU PROFIT (1994) ; préfacé par Augusto GRAZIANI, professeur à l'Université de Rome La Sapienza ; Ed. LATEC. Centre national de la recherche scientifique, Université de Bourgogne.

LA THEORIE ECONOMIQUE DOMINANTE : UN SIECLE D'IMPOSTURE (1998) ; Ed. L'Harmattan

PRINCIPES DE L'ECONOMIE SALARIALE (1999) ; Ed. L'Harmattan

DU LIBERALISME OU DE LA LOI DU PLUS FORT A L'ECONOMIE POLITIQUE (2001) ; Ed. L'Harmattan

VALEUR, PRIX ET CAPITAL (2002) ; Ed. L'Harmattan

ETUDE ECONOMIQUE ET GEOPOLITIQUE DU DEVELOPPEMENT (2003) ; Ed. L'Harmattan

PLEIN-EMPLOI, CHÔMAGE : Synthèses critiques et propositions (2003) ; Ed. L'Harmattan

LA PROPRIETE : LE PROPRE, L'APPROPRIATION (2004) ; ouvrage collectif. Ed. Ellipses

THE MONETARY THEORY OF PRODUCTION Tradition and perspectives (2005) ; ouvrage collectif. Ed. Palgrave Macmillan

METHODOLOGIES ECONOMIQUES ET ETHIQUE SCIENTIFIQUE (2006) ; Ed. L'Harmattan

DELOCALISATIONS, CHÔMAGE : *Les remèdes* (2006) ; Ed. L'Harmattan

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE : *La supercherie* (2007) ; Ed. L'Harmattan

DES INEGALITES ECONOMIQUES AUX INEGALITES SOCIALES : *Propositions pour un monde plus juste.* (2008) ; Ed. L'Harmattan

LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET EQUITABLE ; (2008) ; Ed. L'Harmattan

ECONOMIE POLITIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE : *Pour une économie sans crise* ; (2009) ; Ed. L'Harmattan

AFRIQUE, LE CONTINENT PILLE : Atouts, handicaps, perspectives et propositions ; (2009) ; Ed. L'Harmattan

## Avant-propos

Dans une première série de mes ouvrages, j'ai marqué les limites de la théorie actuellement dominante et dénoncé les conséquences néfastes de l'application des propositions des auteurs de ce courant de pensée, j'ai mis en valeur les apports des analyses classiques et keynésiennes, tout en démontrant leurs insuffisances. Grâce à une analyse rationnelle j'ai établi les principes de l'économie artisanale, de l'économie salariale et de l'économie internationale et j'ai démontré que de ces principes découlent des règles dont le respect garantit le fonctionnement normal, harmonieux, de ces trois types d'économies.

Il m'a semblé cependant qu'il était également nécessaire de mettre en application, à travers des ouvrages plus courts et plus concrets, les résultats établis et les propositions avancées dans la première série, ce que j'ai fait dans une deuxième série de mes d'ouvrages<sup>1</sup>.

Et maintenant, il me semble que le temps est venu de dénoncer, à travers une troisième série, l'hypocrisie presque généralisée qui fait croire que le système politico-économique actuel est le meilleur. Je livre donc ici le premier ouvrage de cette nouvelle série.

---

<sup>1</sup> Le premier étant : « *Délocalisations, chômage : les remèdes* », le deuxième : « *Organisation Mondiale du Commerce : la supercherie* », le troisième : « *Des inégalités économiques aux inégalités sociales : Propositions pour un monde plus juste* », le quatrième : « *Le Développement durable et équitable* », le cinquième « *Economie politique et politique économique* », le sixième : « *Afrique, le continent pillé* ».



## **Introduction générale**

Il existe une seule façon d'obtenir un revenu (par la participation à la réalisation de la production) mais deux façons de gagner de l'argent (par la force ou par la ruse). Participer à la réalisation de la production est la seule façon d'obtenir un revenu légitime, car la production seule est la source du revenu. Gagner de l'argent par la force est condamné par les lois de la société. Mais gagner de l'argent par la ruse est actuellement accepté : c'est faire de l'argent avec de l'argent. Ces trois cas ne sont pas nouveaux. Mais la propagation du troisième cas aux économies nationales et à l'économie internationale est récente, elle résulte de la financiarisation, qui trouve son origine dans l'idée selon laquelle l'épargne est une nécessité absolue pour financer les investissements. Cette idée a été imposée et généralisée par ceux à qui elle profite (essentiellement les capitalistes), par certaines théories partisans, en particulier par la théorie néoclassique, et grâce à la propagande amplifiée par les médias sous l'influence des lobbies financiers. Elle se trouve donc être à l'origine d'une sorte de vol. En effet, c'est le profit qui permet aux entreprises de payer les dividendes et intérêts, or le profit représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. Ce vol est légitimé par une règle arbitraire, établie par des théories partisans, donc dans le non-respect de l'éthique scientifique, mais aussi par certains dirigeants politiques et économiques du fait, d'une part qu'ils l'acceptent, d'autre part qu'ils passent sous silence ses conséquences néfastes. L'application de cette règle fait apparaître une division de la société en classes sociales : ceux qui vivent du revenu de leur travail, ceux qui vivent du revenu de leur travail et de leurs placements et ceux qui vivent uniquement du revenu de leurs placements.

Or, nous verrons qu'il n'est nul besoin d'épargne pour financer les investissements et que le profit des entreprises est maximum lorsque l'épargne prêtée aux entreprises est nulle. Dans ce cas, les

entreprises considérées dans leur ensemble deviennent indépendantes du marché financier, ce qui signifie que la financiarisation n'est nullement une nécessité. En fait, c'est l'épargne prêtée aux entreprises qui diminue leur profit, qui les rend dépendantes du marché financier et qui est donc à l'origine de la financiarisation de l'économie.

Ce sont les organismes d'intermédiation financière qui tentent de favoriser l'épargne par tous les moyens et ils y parviennent. Ils la favorisent par la propagande et en offrant toutes sortes de placements financiers. Ils la favorisent par leurs interventions auprès de certains dirigeants politiques et économiques qu'ils pressent de prendre des décisions, par exemple, en faveur de la retraite par capitalisation ou pour qu'ils offrent des avantages fiscaux aux épargnants, etc. Or, nous verrons que la financiarisation est vicieuse, et cela essentiellement pour deux raisons. Premièrement, l'épargne destinée aux entreprises peut annuler leur profit et, de ce fait, les rendre de plus en plus dépendantes des marchés financiers, car sans profit les entreprises ne peuvent pas honorer leurs dettes. Deuxièmement, l'épargne porte en elle les germes de la spéculation et des crises financières qui peuvent faire perdre à certains épargnants et à certaines entreprises une partie ou la totalité de leurs placements.

Les spéculations de toutes sortes (sur les marchés financiers, sur les marchés des produits, sur les marchés des matières premières, sur les marchés immobiliers, etc.) et les délocalisations sont inhérentes aux économies financiarisées, cela essentiellement pour trois raisons. Premièrement, dans une économie où il est possible de gagner de l'argent avec de l'argent, certains tentent de faire fructifier leurs placements par tous les moyens, entre autres par la spéculation. Deuxièmement, lorsque les entreprises se trouvent dans l'impossibilité de payer par leurs propres moyens, par le profit réalisé dans leur pays, les dividendes des actionnaires et les intérêts de leurs emprunts, elles sont obligées de délocaliser ou de spéculer. Troisièmement, elles agissent de même lorsque les financiers se trouvent dans l'impossibilité d'assurer la rentabilité des placements promise aux épargnants. Les spéculations et les délocalisations offrent des occasions, réussies ou avortées, de faire face à toutes ces situations. Toutefois, les spéculations et les délocalisations font

apparaître des gagnants et des perdants. En outre, nous verrons que les délocalisations ont des conséquences économiques et sociales néfastes. Mais ceux qui défendent la financiarisation et qui en profitent, ceux qui cultivent la cupidité et l'individualisme ne se préoccupent pas de ses conséquences néfastes.

Si les financiers n'ont aucune utilité économique ni sociale, en revanche, ils peuvent influencer les dirigeants politiques et, par conséquent, leurs politiques économiques, monétaires, financières, sociales, etc., cela de deux façons. Premièrement, les financiers, qui ont des moyens considérables, peuvent financer les campagnes électorales et donc favoriser l'élection des candidats qui leur seront favorables et qui de ce fait leur deviendront redevables. Les candidats ainsi élus devront satisfaire les exigences des financiers et seront soutenus par eux, ou alors ils tenteront de prendre leur indépendance et dans ce cas ils seront combattus par les financiers qui les auront soutenus. Cette possibilité leur est offerte car les financiers dominent une grande partie des moyens de communication, la presse, les radios, les télévisions, etc. mettant ainsi en danger le fonctionnement normal de la démocratie. Deuxièmement, dans une économie financiarisée les financiers font croire à la majorité des responsables politico-économiques que la Bourse est un indicateur de la santé de l'économie, qui doit donc servir à guider leurs décisions dans les domaines économiques, monétaires, financiers et sociaux. Or, nous verrons que les variations de cet indicateur sont essentiellement dues aux agissements des financiers. Nous verrons aussi et surtout que l'existence de la Bourse n'est pas une nécessité. Par conséquent, ce soi-disant indicateur de santé de l'économie n'a aucune rationalité.

On est en droit de se demander pourquoi, dans les pays dits riches, existent des travailleurs pauvres et des travailleurs miséreux sans emploi. Cette situation a essentiellement deux causes : premièrement, la financiarisation qui, d'une part engendre des prélèvements indus réalisés sur le revenu des travailleurs, d'autre part facilite et favorise les délocalisations qui sont l'une des principales causes de l'augmentation du chômage dans ces pays ; deuxièmement, le fonctionnement du système bancaire actuel qui confond monnaie et revenu monétaire. Cette confusion engendre à

la fois les prélèvements illégitimes et le dysfonctionnement de l'économie, dont l'aggravation de la situation de l'emploi n'est que l'une des manifestations.

Deux exemples permettent de constater que même les partisans du capitalisme se sentent mal à l'aise du fait des conséquences néfastes engendrées par le fonctionnement de l'économie capitaliste.

1° Certains auteurs et hommes politiques, dont le président de la République Française, M. Sarkozy, proposent de réhabiliter la valeur-travail. Ils font croire que cette réhabilitation passe par la proposition suivante : travailler plus pour gagner plus. Nous devons savoir si l'application de cette proposition peut permettre de réhabiliter la valeur-travail dans une économie capitaliste et pour cela il faut répondre aux questions suivantes.

*Que signifie l'association valeur-travail ?* Cela signifie que le travail est la cause de la production qui est elle-même la source du revenu. Il découle de cette relation que, dans une économie salariale, le revenu est formé à la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Cela signifie que le revenu ainsi formé représente la valeur monétaire de la production, autrement dit, que le montant du revenu ainsi formé est un montant nécessaire et suffisant pour écouler la totalité du produit de chaque période considérée. Cela signifie aussi et surtout que, pour avoir un revenu légitime, il faut participer à la réalisation de la production. Cela signifie que la terre et le capital ne doivent pas être considérés comme des facteurs ou causes de la production. Cela signifie, enfin, que tout revenu obtenu, mais qui ne résulte pas de la participation à la réalisation de la production, est un revenu indu ou illégitime.

*Peut-on réhabiliter la valeur-travail lorsque l'on considère le capital comme un facteur de production et donc comme une source de revenu ?* Nous venons de le voir, la valeur-travail signifie que le travail seul est la cause de la production. Par conséquent, la valeur-travail n'est pas compatible avec le fait que le capital soit considéré comme un facteur de production. Il apparaît clairement que l'on ne peut pas réhabiliter la valeur-travail lorsque l'on considère ou que l'on admet qu'il y a plusieurs facteurs de production.

*Pourquoi a-t-on été amené à diminuer le temps de travail ?* La diminution du temps de travail est une conséquence de l'industrialisation qui a permis d'améliorer de façon considérable la productivité du travail. Un exemple : avant l'industrialisation, les produits d'un cultivateur permettaient de nourrir deux personnes. Actuellement, dans certains pays industrialisés, les produits d'un cultivateur permettent de nourrir 100 personnes.

*Pourquoi doit-on diminuer le temps de travail ?* La diminution du temps de travail permettrait aux travailleurs de se régénérer, de se cultiver, de s'occuper de leur famille, d'avoir des vacances, des loisirs, etc. En fait, avant l'industrialisation, on vivait pour travailler. L'industrialisation donne la possibilité de travailler pour vivre.

*Doit-on exiger de ceux qui ont un travail qu'ils travaillent davantage, lorsqu'il existe un chômage de masse, lorsque le temps de travail partiel, non souhaité, se développe et a tendance à se généraliser ?* On est en droit de se demander pour quelles raisons, dans cette situation, les gouvernants sont amenés à formuler une telle exigence. En fait, cette exigence est due au fait que les heures supplémentaires coûtent moins cher aux entreprises. Les gouvernants pensent qu'une diminution du coût de production permettrait aux entreprises du pays de mieux faire face à la concurrence des produits importés dont le prix, pour le même produit, est beaucoup plus bas que le coût de production des entreprises françaises. Or, nous verrons au cours de cet ouvrage que cette différence est due au fait que les taux de change ne sont pas établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Tant qu'il en est ainsi, la baisse des coûts ne permet nullement de faire face à la concurrence. En revanche, l'exonération des charges sociales met en danger l'avenir de la protection sociale.

*Doit-on exiger de travailler plus pour gagner plus, par exemple en France, lorsque les entrepreneurs délocalisent leur production ou leurs entreprises et donc licencient massivement ?* Cette exigence renforce l'individualisme et fait reculer la solidarité entre les travailleurs. Elle est aussi révélatrice de l'impuissance, voire de l'indifférence des dirigeants face aux problèmes posés par les délocalisations. En effet, l'application de cette exigence bénéficie surtout à ceux qui ont un travail. Dans les pays dits industrialisés, les délocalisations sont la principale cause du passage d'une

situation de plein-emploi, voire de suremplei, à une situation de sous-emploi, donc de la baisse du taux de croissance. Or, dans un pays, le pouvoir d'achat réel augmente lorsque la production augmente. Les dirigeants doivent s'intéresser à l'amélioration du pouvoir d'achat de l'ensemble de la population, ce qui passe inévitablement par l'amélioration de la situation de l'emploi. Travailler plus pour gagner plus ne règle rien. En fait, les dirigeants, au lieu de s'attaquer à la racine du mal, dans ce cas, les délocalisations<sup>2</sup>, proposent des remèdes boiteux.

2° Certains auteurs et certains hommes politiques proposent de moraliser le capitalisme. Ils veulent ainsi faire croire qu'il existe deux capitalismes : moral et immoral. La science économique en tant que science est neutre, elle ne se préoccupe pas des problèmes de l'éthique ou de la morale. Toutefois, ceux qui établissent les théories économiques pour en tirer les principes et règles doivent respecter l'éthique scientifique. Les théories ainsi établies ne sont pas partisans, elles ne défendent ni les situations établies, ni les intérêts catégoriels. En effet, l'un des principaux critères permettant de savoir si les règles du fonctionnement de l'économie sont établis dans le respect de l'éthique scientifique est le suivant : lorsque ces règles sont appliquées, n'apparaissent ni gagnants, ni perdants. Dans ce cas, chacun obtient une part du produit selon sa participation à la réalisation de la production. En fait, le problème de la morale se pose lorsque l'éthique scientifique n'a pas été respectée dans l'établissement des règles. De telles règles sont alors arbitraires, elles ont pour objectif de défendre les intérêts de certaines catégories au détriment d'autres catégories, elles sont donc partisans. Il en est ainsi des défenseurs du capitalisme qui exigent que soit appliquée la règle selon laquelle être propriétaire des moyens de production, être épargnant, donne un droit sur une partie du produit. Pour établir que cette règle est arbitraire et partisane et qu'elle défend les intérêts d'une seule catégorie, les capitalistes, il faut savoir que ce sont les dividendes et les intérêts versés aux capitalistes qui leur donnent un droit sur une partie du produit. Or, les dividendes et les intérêts ont leur source dans le profit qui

---

<sup>2</sup> Cf. Elie Sadigh, *Délocalisations, chômage : Les remèdes* (2006) ; Ed. L'Harmattan.

représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises, ce qui signifie que les capitalistes s'approprient une partie du revenu des travailleurs. Le revenu ainsi obtenu est indu. En fait, tant que cette règle arbitraire sera appliquée, elle fera apparaître des gagnants (les capitalistes) et des perdants (les travailleurs). Par conséquent, prétendre moraliser le capitalisme qui impose une règle arbitraire permettant à une catégorie de s'emparer d'une partie du revenu des travailleurs est impossible. Il apparaît clairement que morale et capitalisme sont antinomiques. Vouloir moraliser le capitalisme est une illusion, si ce n'est une tromperie.

D'aucuns pourraient prétendre que ceux qui proposent de moraliser le capitalisme pensent pouvoir le faire en écartant ses excès qui aboutissent aux crises financières. Or, ils ne voient pas que la financiarisation, la spéculation, les délocalisations, etc. sont inhérentes au capitalisme. Dès lors que l'on accepte qu'il soit possible de gagner de l'argent avec de l'argent, on ouvre la voie à la financiarisation, à la spéculation, aux délocalisations, etc. afin de gagner le maximum d'argent.

Tout au long de cet ouvrage nous verrons que la financiarisation n'est favorable ni à l'économie, ni aux travailleurs, ni à la paix sociale, elle n'est favorable qu'aux financiers. Nous verrons aussi que toutes les crises, dont les crises financières, représentent pour les capitalistes des occasions de prendre des décisions et de proposer, d'imposer, des réformes en leur faveur.

L'objectif de l'économie est la satisfaction des besoins économiques des individus, selon la participation de chacun à la réalisation de la production et selon les possibilités de chaque pays. Or, la financiarisation tente de légitimer le fait que certains puissent gagner de l'argent avec de l'argent, que la réussite matérielle, même lorsqu'elle ne résulte pas de la participation à la réalisation de la production, soit considérée comme symbole de la réussite sociale. Elle tente de redonner une place de choix au veau d'or et de le légitimer. La financiarisation dévoie l'objectif de l'économie.

Dans cet ouvrage, j'établirai que les systèmes bancaires nationaux ne distinguent pas clairement monnaie et revenu monétaire, qu'ils sont à l'origine des prélèvements illégitimes et que leur fonctionnement actuel est susceptible d'engendrer le

dysfonctionnement des économies nationales. J'établirai que la monnaie d'un pays ne doit pas être considérée comme monnaie internationale, que le système monétaire et financier international actuel fait apparaître de faux paiements qui sont à l'origine de l'apparition de la liquidité internationale, qu'il est à l'origine de la financiarisation dite mondialisée, qu'il facilite et favorise les délocalisations et leurs conséquences néfastes. Ainsi, après avoir établi la nécessité de réformer les systèmes bancaires nationaux et le système monétaire et financier international, je proposerai les réformes des deux systèmes et l'articulation entre ces deux systèmes. Ces réformes seront fondées sur les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement<sup>3</sup>. J'établirai que l'application de ces réformes écarterait les maux, d'origine monétaire et financière, qui frappent actuellement les économies nationales et l'économie internationale.

---

<sup>3</sup> Cf. Elie Sadigh, *Méthodologies économiques et éthique scientifique* (2006) ; Ed. L'Harmattan.

# **CHAPITRE I**

## **LE CAPITALISME**

### **I. Introduction**

Dans toutes les sociétés, certaines catégories et leurs partisans ont tenté de justifier le revenu, le gain, qui ne résultait pas de la participation à la réalisation de la production. Leur démarche a été facilitée par certains dirigeants et par certaines théories économiques. Il en est ainsi des capitalistes qui tentent de justifier le revenu qu'ils tirent de leurs placements. En fait, la grande victoire du capitalisme a été de faire croire qu'il favorise l'évolution économique. Les partisans du capitalisme ont réussi à faire croire que l'épargne est indispensable dans une économie de croissance et que, à terme, l'enrichissement de certaines catégories, les capitalistes, profite à tous.

Ils ont tenté de fonder ces affirmations sur une démonstration qui découle logiquement d'une hypothèse selon laquelle l'épargne constitue la source du financement des investissements additionnels. L'épargne finance les investissements qui favorisent la croissance économique et donc le pouvoir d'achat réel dans un pays. L'augmentation des investissements est proportionnelle à l'évolution de l'épargne. Il faut donc favoriser les catégories les plus riches car elles ont une capacité d'épargne plus importante. Or, ce raisonnement se révèle être faux dès lors que l'on démontre que ce n'est pas l'épargne mais le profit qui constitue la source du financement du capital. En outre, les partisans du capitalisme passent sous silence la question de savoir si le revenu des catégories les plus riches résulte ou non de leur participation à la réalisation de la production.

Dans ce chapitre, après avoir établi la distinction entre systèmes politiques et systèmes économiques, nous établirons que les différents systèmes politico-économiques sont les conséquences de l'application de règles économiques arbitraires et que ceux qui ont établi ces règles ont un objectif partisan.

## **II. Systèmes politiques et systèmes économiques**

Certains auteurs et hommes politiques confondent systèmes politiques et systèmes économiques. Cette confusion leur permet soit de mettre en valeur, soit de critiquer le capitalisme, le socialisme, le communisme, etc. Or, ce sont là des critiques envers des systèmes politiques ou des mises en valeur en faveur de ces systèmes et non de véritables critiques ou mises en valeur des théories économiques. C'est pourquoi il est nécessaire de les distinguer afin de connaître la portée et les limites des critiques adressées aux systèmes politiques et aux systèmes économiques ou des mises en valeur dont ils font l'objet.

### **II.1. Les systèmes économiques**

L'artisanat et le salariat correspondent à des systèmes économiques. Les principes ou lois des systèmes économiques établis rationnellement sont immuables, ils sont vrais dans le temps et dans l'espace (cf. Elie Sadigh, *Méthodologies économiques et éthique scientifique* (2006) ; Ed. L'Harmattan). Toutefois, il existe deux sortes de règles qui régissent le fonctionnement des systèmes économiques. Les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement et les règles arbitraires. L'application des règles qui découlent des principes de l'économie doit assurer le fonctionnement normal, harmonieux, de l'économie et ne fait apparaître ni gagnants, ni perdants. Autrement dit, lorsque ces règles sont appliquées, le féodalisme, le capitalisme, le socialisme, etc. n'apparaissent plus. Dans ce cas on parlera de système artisanal ou de système salarial. En revanche, l'application de règles

arbitraires n'assure pas le fonctionnement normal, harmonieux, de l'économie, elle fait donc apparaître des gagnants et des perdants. C'est l'application de telles règles qui fait apparaître, par exemple, des classes sociales. Elle fait apparaître différents systèmes politico-économiques.

## **II.2. Les systèmes politico-économiques**

L'esclavagisme, le féodalisme, le mercantilisme, le socialisme, le communisme, le capitalisme, la démocratie-sociale ou social-démocratie, etc. correspondent à des systèmes politiques. Le fonctionnement de l'économie dans les systèmes politiques où apparaissent des gagnants et des perdants, des dominants et des dominés est régi par des règles établies soit par la coutume, soit par des autorités dites morales, soit par des dirigeants politiques, soit par des théories sans fondement rationnel, soit par la combinaison de deux ou de plusieurs de ces règles. En revanche, le fonctionnement de l'économie dans les systèmes politiques où n'apparaissent ni gagnants ni perdants, ni dominants ni dominés, est régi par des règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement. Seule une étude des théories économiques permet de savoir si lesdites règles ont ou n'ont pas de fondement rationnel. Seule une étude critique permet de savoir si les systèmes politico-économiques appliquent ou non les règles qui découlent des principes de l'économie établis par des analyses qui reposent sur des fondements rationnels. Seule une étude critique permet de savoir si les systèmes politico-économiques appliquent des règles qui ont ou qui n'ont pas comme objectif soit de défendre des situations établies, soit de privilégier certaines catégories au détriment des autres.

Quant aux règles ou lois qui régissent le fonctionnement d'une société dans ces systèmes politiques, elles sont établies soit par la coutume, soit par les autorités dites morales, soit par les dirigeants politiques qui exercent un pouvoir absolu, soit par les représentants, vrais ou faux, du peuple, soit par la combinaison de deux ou de plusieurs de ces règles ou lois. C'est l'application des

règles ou lois régissant le fonctionnement d'une société dans ces systèmes politiques qui assure ou n'assure pas la liberté des consciences, les libertés individuelles, l'égalité de tous devant les lois, etc. Ce sont les lois qu'il faut défendre lorsque leur application permet d'assurer ces libertés et égalités. Ce sont les lois qu'il faut dénoncer lorsque leur application ne permet pas d'assurer ces libertés et égalités.

Les systèmes politiques n'ont pas d'effet sur les principes de l'économie établis rationnellement, car ces principes sont immuables. Si une économie, quel que soit son système politique, ne fonctionne pas harmonieusement, cette situation est due au fait que les règles qui régissent le fonctionnement de ladite économie ne sont pas déduites des principes de l'économie établis rationnellement. Dans ce cas, sont en cause soit la coutume, soit les autorités dites morales, soit les dirigeants politiques, soit les théories économiques dénuées de fondement rationnel, soit les auteurs qui défendent l'un de ces systèmes politico-économiques, soit la combinaison de deux ou de plusieurs de ces éléments.

En d'autres termes, le système politique d'un pays peut être considéré, par exemple, comme démocratique alors que le fonctionnement de son économie est régi par des règles arbitraires, tout comme le système politique d'un pays peut être considéré comme non démocratique alors que le fonctionnement de son économie est régi par des règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement. Toutefois, nous sommes en droit de nous poser la question de savoir si l'on peut considérer un système comme véritablement démocratique lorsque le fonctionnement de son économie engendre des gagnants et des perdants, des dominants et des dominés, des inégalités économiques et donc des inégalités sociales.

### **III. Les systèmes politico-économiques se différencient par les règles arbitraires qui régissent le fonctionnement de leur économie**

Pour mettre en évidence les relations entre les systèmes politico-économiques et les règles de fonctionnement de l'économie, nous allons voir que les différents systèmes politiques se distinguent en fonction des règles arbitraires établies pour défendre les catégories à qui profite leur application.

1° Le système esclavagiste s'applique dans des sociétés ou pays où une règle arbitraire rend possibles l'achat et la vente d'hommes et de femmes. Dans de tels pays et sociétés les dirigeants acceptent ou tolèrent que des hommes et des femmes soient considérés comme des marchandises. Le système esclavagiste n'est favorable qu'aux propriétaires des esclaves. Il est favorable le plus souvent aux plus riches, au détriment des plus pauvres. Dans ce système, la loi du plus fort est imposée par les plus riches. Dans ce système, l'esclave représente un capital pour son propriétaire. L'esclave n'obtient pas le produit de son travail. Le produit réalisé par l'esclave est approprié par son maître qui soit le consomme, soit le vend sur le marché. La responsabilité de l'existence d'un système esclavagiste incombe aux autorités morales, religieuses et essentiellement aux autorités politiques.

2° Le système mercantiliste fait croire que'un pays est d'autant plus riche que la quantité d'or et d'argent qui y circule est plus importante. Autrement dit, les mercantilistes font croire que la richesse d'un pays est proportionnelle à la quantité d'or et d'argent qui y circule. Les mercantilistes fixent donc, dans le domaine de l'économie, la règle de conduite des dirigeants des pays concernés, pays essentiellement européens, qui est de réaliser une balance commerciale excédentaire pour faire entrer dans le pays un maximum d'or et d'argent et d'aller en chercher dans d'autres pays en les colonisant.

En fait, les mercantilistes partent d'un constat : plus un individu a d'or et d'argent, plus il a de monnaie, plus il peut exercer de pouvoir d'achat. Autrement dit, ils constatent qu'un individu est

d'autant plus riche qu'il possède plus d'or et d'argent et ils généralisent ce constat à un pays. Or, les mercantilistes ne voient pas que le niveau de pouvoir d'achat réel dans un pays est limité par le niveau de la production réalisée dans ce même pays. Ils ne savent pas ou ils ne veulent pas savoir que la monnaie est un symbole. Ils ne voient pas ou ils ne veulent pas voir que sans la production la monnaie ne peut exercer aucun pouvoir d'achat. Ils ne voient pas ou ils ne veulent pas voir que les exportations nettes diminuent, dans le pays qui les réalise, le pouvoir d'achat réel proportionnellement aux exportations nettes. Ils ne voient pas ou ils ne veulent pas voir que l'entrée d'or et d'argent dans un pays y exerce un pouvoir d'achat illégitime.

En réalité la règle de conduite dictée par les mercantilistes n'est pas dénuée d'arrière-pensées. Les exportations nettes profitent à ceux qui les réalisent et l'entrée d'or et d'argent profite à ceux qui obtiennent cet or et cet argent (les entrepreneurs, les commerçants et les financiers), dans les deux cas, au détriment du pouvoir d'achat réel des travailleurs qui ont participé à la réalisation de la production.

3° Le système féodal impose la règle arbitraire et partisane selon laquelle être propriétaire des terres cultivables donne droit à une partie du produit de la terre réalisé par les travailleurs qui la cultivent. Les auteurs physiocrates, dont François Quesnay, tentent de légitimer cette règle. Ils tentent même de déterminer la quantité de produit de la terre qui doit échoir aux propriétaires des terres cultivées. C'est le produit net qui est considéré par les auteurs de cette école de pensée comme un don gratuit de la terre. Par conséquent, ils en déduisent que le produit net appartient, doit échoir, aux propriétaires des terres. Mais pour déterminer le produit net, les physiocrates sont amenés à supposer que la consommation des travailleurs qui cultivent des terres qui ne leur appartiennent pas entre dans les avances (les semences, les engrais, l'entretien des animaux, l'amortissement du capital, etc.), ce qui signifie que la consommation de ces cultivateurs est assimilée à l'entretien des animaux, à l'amortissement du capital, etc. Une économie dans laquelle les travailleurs n'obtiennent pas leur produit ou son équivalent, un revenu monétaire, peut être assimilée à un système esclavagiste. Toutefois, les physiocrates ne peuvent

pas expliquer le produit net lorsque la terre appartient aux cultivateurs, aux travailleurs, qui la cultivent. En fait, dans ce cas, le produit net n'apparaît pas. Or, une théorie économique qui n'a pas de portée générale n'a pas de valeur scientifique, c'est ce qui marque sa limite absolue. En réalité les physiocrates défendent les propriétaires qui ne cultivent pas eux-mêmes les terres qui leur appartiennent, cela pour justifier le revenu des propriétaires au détriment de celui des cultivateurs. Il apparaît clairement que la théorie des physiocrates, dans ce domaine, est une théorie partisane.

4° Le système capitaliste impose la règle arbitraire et partisane selon laquelle être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit. L'apparition de cette règle correspond à l'ère de l'industrialisation. Cette règle est défendue par les classiques et "justifiée" par les néoclassiques. Elle est défendue par pragmatisme par les classiques qui veulent récompenser les épargnants dont l'épargne, pense-t-on, est nécessaire pour financer une partie des investissements. Pour connaître la portée et la limite de ces arguments, nous devons répondre à deux questions : cette règle est-elle compatible avec le principal élément qui fonde la théorie de la valeur des classiques ? L'épargne constitue-t-elle une nécessité absolue pour financer les investissements ? 1° Cette règle n'est pas compatible avec leur théorie de la valeur. En effet, les classiques ne peuvent pas, sans tomber dans la contradiction, d'une part fonder la valeur ou la cause de la production sur le travail, d'autre part, exiger qu'une partie du produit soit attribuée aux propriétaires des moyens de production, aux épargnants. Le travail étant la cause de la production, tout le produit appartient aux travailleurs qui participent à la réalisation de la production. 2° L'épargne n'est pas une nécessité absolue pour financer les investissements. C'est le profit qui constitue la véritable source du financement des investissements. L'épargne prêtée aux entreprises doit être considérée comme un profit avancé puisqu'elle est susceptible d'être remboursée, et c'est le profit qui permet aux entreprises de rembourser leurs dettes. En fait, le profit est maximum lorsque l'épargne des ménages est nulle. Le profit maximum est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des biens d'équipement réalisés dans chaque pays considéré,

ce qui signifie que l'épargne n'est pas une nécessité absolue pour financer les investissements additionnels.

Quant à la justification des néoclassiques, justification concernant la rémunération des propriétaires des moyens de production, elle est fondée sur une hypothèse partisane selon laquelle il existe plusieurs facteurs ou causes de la production. En outre, l'existence du profit n'est pas compatible avec l'équilibre du système d'analyse néoclassique, c'est pourquoi cette analyse est obligée de fonder sur l'épargne des ménages la source du financement des investissements. C'est cette hypothèse qui leur permet de justifier la rémunération du capital (donc la rémunération des capitalistes, les épargnants). En fait, les néoclassiques, en considérant le capital comme l'une des causes de la production, exigent, de ce fait, que le capital soit rémunéré. En réalité, ils confondent la cause de la production, qui est le travail, et les éléments techniques, dont le capital, qui interviennent dans la réalisation de la production. Le profit nul dans le système d'analyse néoclassique résulte d'une autre hypothèse, selon laquelle l'économie salariale peut être étudiée comme une économie d'échange artisanale, ce qui est une vaste tromperie. Le profit étant incompatible avec l'analyse néoclassique, les auteurs de cette école de pensée sont obligés de fonder la source du financement des investissements sur l'épargne des particuliers. Ils rendent ainsi les épargnants, les capitalistes et donc les marchés financiers indispensables dans une économie de croissance. D'après cette hypothèse, même dans une économie salariale, le revenu n'est pas déterminé à la production, il est déterminé au moment des échanges. Or, on ne voit pas comment, dans une économie salariale, il est possible d'exercer une demande sur le marché des produits si le revenu n'est pas déterminé dès la production. L'indétermination du revenu à la production dans une économie salariale marque la limite absolue de l'analyse néoclassique. Il apparaît clairement que l'hypothèse selon laquelle l'économie salariale peut être étudiée comme une économie d'échange artisanale n'est qu'une fiction.

Et pourtant, c'est bien la théorie néoclassique qui domine actuellement l'enseignement et la recherche dans la plupart des pays, domination qui a commencé il y a environ un siècle, et c'est cette théorie qui constitue plus que jamais actuellement la théorie

de référence pour la majorité des dirigeants politiques et économiques dans le monde. On est en droit de se demander comment cette théorie, qui n'a pas de fondement rationnel ni réel, a pu ainsi s'imposer. En fait, cette théorie s'est imposée pour plusieurs raisons liées : d'une part, du fait qu'elle défend les intérêts d'une catégorie puissante à qui profite le flou qu'elle a engendré ; d'autre part, du fait que cette catégorie est proche du pouvoir politique et économique, ce qui lui permet d'influencer nombre de décisions dans le domaine de l'économie (en effet, la théorie néoclassique n'ayant pas de fondement rationnel, elle est compatible avec toutes sortes de règles arbitraires), enfin, du fait que cette catégorie avait et a de plus en plus les moyens financiers lui permettant de financer, directement ou indirectement, différents champs. Premièrement, elle peut financer toutes les recherches qui font sa promotion. C'est ainsi que les revues qui défendent les hypothèses et propositions de cette théorie sont devenues dominantes et c'est donc dans ces revues qu'il faut publier des articles pour pouvoir accéder aux promotions. Ces revues devenant dominantes, la plupart des enseignants et des chercheurs ne se posent plus ou ne veulent pas se poser la question de savoir si la théorie néoclassique a ou n'a pas de fondements rationnels<sup>4</sup>. Seuls quelques enseignants et chercheurs travaillent sur les fondements de cette théorie. Deuxièmement, les partisans de cette théorie financent la propagande orchestrée par la plupart des médias, la presse, la radio, la télévision, etc. Troisièmement, ils financent les élections des candidats politiques qui défendent et promettent d'appliquer les idées économiques en faveur de cette catégorie ou des candidats qui ne remettraient pas en cause les privilèges de cette catégorie.

---

<sup>4</sup> Les chercheurs et les enseignants qui défendent la théorie néoclassique ne se posent pas la question de savoir, par exemple, si le travail et la monnaie peuvent être considérés comme des marchandises et étudiés comme telles, si le marché permet de distinguer la dépense du revenu de la dépense de la monnaie sur le marché des produits, si l'hypothèse selon laquelle les facteurs de production sont substituables a un fondement rationnel.

5° Les auteurs qui défendent le système communiste s'élèvent contre l'esclavagisme, le mercantilisme, le féodalisme et le capitalisme. Mais jusqu'à présent les pays qui se disent communistes n'ont pas réussi à assurer la liberté des consciences, les libertés individuelles, l'égalité de tous devant les lois, etc. Ils ont imposé la mainmise d'un parti, le plus souvent unique. Ils ont créé des catégories privilégiées, telles que la classe politique, l'armée, la police, etc. Ils n'ont donc pas non plus respecté les règles du fonctionnement normal de l'économie.

6° Les auteurs qui défendent le système socialiste s'élèvent contre les injustices économiques. Une grande partie de ces auteurs font croire que ces injustices peuvent être corrigées, par exemple, par le revenu de transfert. Mais ils ne s'attaquent pas à la racine du mal. En fait, les injustices économiques sont essentiellement les conséquences des prélèvements indus et illégitimes. Autrement dit, les règles du fonctionnement normal de l'économie leur échappent, règles dont l'application écarterait les causes de l'apparition de ces injustices. Ils acceptent donc les règles arbitraires de fonctionnement de l'économie, règles appliquées dans différents systèmes politiques.

#### **IV. Promotion d'un système par comparaison**

Certains comparent par exemple, sur une période donnée, l'évolution économique dans certains pays dits capitalistes (propriété privée des moyens de production) et l'évolution économique dans certains pays dits communistes (propriété publique ou étatique des moyens de production). Ils constatent que le taux de croissance économique est plus élevé durant cette période dans les premiers pays que dans les seconds et ils en tirent la conclusion suivante : le système capitalisme est plus favorable à l'évolution économique que le système communiste. Ce constat les amène à dire aussi que le financement privé des moyens de production est plus favorable à l'évolution économique dans les pays dits capitalistes que le financement public ou étatique dans les pays dits communistes. Ils en concluent, par conséquent, que la

propriété privée des moyens de production est plus favorable à l'évolution économique que la propriété publique ou étatique des moyens de production. Ce constat conforte les auteurs et hommes politiques qui justifient le fait qu'une part du produit doive échoir aux propriétaires privés des moyens de production.

Mais dans cet exemple cette comparaison aussi concerne un certain système politique capitaliste et un certain système politique communiste dans la période d'observation donnée. Elle permettrait de dire que, durant cette période, l'évolution économique a été plus performante dans ce système politique capitaliste que dans un certain système politique communiste. Toutefois, elle n'est pas apte à dire que, sur le plan économique, le système politique capitaliste de propriété privée des moyens de production est plus ou moins performant que le système politique communiste de propriété publique ou étatique des moyens de production. En effet, nous l'avons vu, les règles de fonctionnement des systèmes politiques, quels qu'ils soient, sont distinctes des règles du fonctionnement normal de l'économie. Par conséquent, ce ne sont pas les systèmes politiques, en tant que tels, qui influencent l'évolution de l'économie, mais ce sont les applications, d'une part des règles en vigueur dans un pays, des règles qui régissent le fonctionnement de l'économie, d'autre part des décisions concernant les politiques économiques et enfin des décisions des dirigeants des entreprises dans le système capitaliste, des décisions des autorités politico-économiques dans le système communiste, décisions qui favorisent ou ne favorisent pas l'évolution économique. En outre, il est vrai que l'application de toutes sortes de décisions, publiques et privées, peut être facilitée ou entravée par le système politique en vigueur dans chaque pays et donc y favoriser ou non les conditions de la réalisation de l'évolution économique.

Toutefois, il ne suffit pas de se contenter de comparer les taux de croissance économique dans les deux systèmes politiques, capitaliste et communiste. Encore faut-il savoir si l'évolution économique profite essentiellement à quelques catégories ou si elle profite à tous selon la participation de chacun à la réalisation de la production. Par définition, dans le système capitaliste l'évolution économique ne profite pas à tous selon la participation de chacun à la réalisation de la production. Ce résultat est la conséquence, par

exemple, de l'application de la règle arbitraire selon laquelle être propriétaire des moyens de production (ou d'une façon générale être épargnant) donne droit à une partie du produit. Et il est non moins certain que jusqu'à présent la plupart des systèmes dits communistes ont établi des règles arbitraires dont l'application a créé des classes privilégiées, proches du pouvoir, proches de l'armée, etc.

Mais il faut encore répondre aux questions suivantes. (i) L'éducation et la formation sont-elles prises en charge par la collectivité, en totalité, en partie ou sont-elles à la charge des familles ? La réponse à cette question permet de savoir si l'égalité des chances, au moins au départ pour entrer dans la vie, est offerte ou non à tous. (ii) Les dépenses pour faire face aux aléas de la vie (maladie, retraite, handicap, etc.) sont-elles prises en charge totalement, partiellement ou pas du tout par les organismes de la protection sociale ? La réponse à cette question permet de savoir si l'égalité des chances face aux aléas de la vie est offerte ou non à tous. (iii) Les ressources de l'Etat sont-elles ou ne sont-elles pas utilisées, gaspillées, par exemple, dans le financement de courses à l'armement ?

## **V. La capacité d'adaptation du capitalisme aux différentes formes politiques**

Le capitalisme de propriété privée des moyens de production peut être présenté sous différentes formes telles que, par exemple, les différentes sortes de systèmes politiques dits libéraux, les différentes sortes de systèmes politiques dits socio-démocrates et même certains systèmes politiques dits socialistes. Ces systèmes politiques soit imposent, soit acceptent, de gré ou de force (du fait qu'ils acceptent de gérer une situation établie), qu'être propriétaire donne droit à une partie de la production. Ce qui différencie ces systèmes politiques capitalistes, c'est le degré des mesures plus ou moins sociales appliquées à travers des politiques de transfert des revenus, des politiques de l'éducation, de la formation, de la santé et des politiques de la protection sociale.

En fait, chacun de ces systèmes politiques peut comporter plusieurs sous-systèmes. Il en est ainsi, par exemple, des systèmes politiques capitalistes dits libéraux. Dans certains pays qui appliquent une sorte de politique libérale, l'éducation et la formation ne sont pas prises en charge par l'Etat, la protection de la santé n'est pas mutualisée, la protection sociale n'existe pas, ce qui signifie que chacun ou que chaque famille doit prendre en charge l'ensemble de ces dépenses selon ses possibilités, selon son revenu. Dans ce système politique capitaliste, certains vivent du revenu de leur travail, d'autres vivent du revenu de leur travail et du "revenu" de leur capital financier, d'autres encore vivent seulement du "revenu" de leur capital financier sans jamais participer à la réalisation de la production. Non seulement un tel système politique n'assure pas l'égalité des chances, au moins au départ, ni l'égalité devant la maladie, devant le chômage, devant la retraite, de façon générale devant les aléas de la vie, mais il fait apparaître des classes sociales. Ce système politique, bien qu'il existe encore dans les temps modernes fonctionne de façon archaïque car c'est la loi du plus fort qui s'impose. Les autres formes de libéralismes se distinguent ou s'imposent par le fait qu'elles prennent en charge une partie plus ou moins importante du financement, par exemple, de l'éducation, de la formation, de la santé, etc.

Le système politique capitaliste de propriété privée des moyens de production dirigé par des gouvernements dits socio-démocrates ou socialistes tente de corriger les inégalités sociales engendrées par les inégalités économiques, grâce à la protection sociale, à l'enseignement généralisé, etc. Or, ces gouvernements ne s'attaquent pas à la racine du mal principal qui engendre l'inégalité économique et donc les inégalités sociales. En fait, aucun gouvernement ni aucune mesure ne permettent de corriger véritablement ces inégalités engendrées par le système politique capitaliste de propriété privée des moyens de production. Il est vrai que les gouvernements socio-démocrates, socialistes et certains autres gouvernements, en appliquant des politiques sociales, atténuent certaines conséquences néfastes d'un système politique qui considère qu'être propriétaire donne droit à une partie de la production, mais il est vrai aussi que ces gouvernements, en

agissant de la sorte dans le cadre d'une telle économie, la légitimité, consciemment ou inconsciemment.

Actuellement et depuis un certain temps, la grande majorité des dirigeants politiques et économiques et leurs conseillers, quelle que soit leur appartenance politique, sont formés dans le cadre de la théorie économique néoclassique, qui défend le système politico-économique capitaliste, et cela du fait qu'elle est devenue la théorie dominante dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. Par conséquent, la théorie néoclassique étant devenue la théorie de référence de ces dirigeants, même ceux qui affichent leur appartenance politique aux partis socio-démocrates et socialistes, ne peuvent que se placer et agir dans le cadre de cette théorie et donc défendre le système politico-économique capitaliste.

## **VI. Max Weber et le capitalisme**

Depuis toujours la plupart des religions, certaines autorités morales, certains philosophes, certains auteurs, etc. ont condamné le fait que l'on puisse gagner de l'argent avec de l'argent, les condamnations les plus dures contre les capitalistes ayant été celles des religions et des autorités morales. Néanmoins, beaucoup ont tenté de démontrer que le capitalisme constituait le meilleur moyen de favoriser le développement économique. Ils ont fondé la défense du capitalisme sur l'idée que l'enrichissement d'une catégorie, les capitalistes, finirait par profiter à tous. D'autres ont tenté de rendre compatibles le capitalisme et l'éthique religieuse.

Max Weber est l'auteur qui a tenté de montrer comment l'éthique d'une religion, le protestantisme, avait pu légitimer le développement de l'esprit du capitalisme. En effet, le principal objectif de l'auteur de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* est de démontrer que le développement du capitalisme qu'il appelle rationnel a été favorisé par l'éthique protestante qui a introduit un changement des mentalités dans le rapport à l'argent et à la fortune :

"Max Weber décrit le grand bouleversement des Temps modernes, la transformation dans les mentalités du rapport à l'argent et à la fortune. Aux consciences médiévales marquées par

la parole évangélique selon laquelle "il est plus aisé pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille que pour un riche d'entrer dans le royaume de Dieu" ( Marc, X, 25), le protestantisme affirme que l'homme est sur terre pour se livrer à des œuvres terrestres, et que le succès de ses entreprises est le signe de la grâce divine. L'essor du capitalisme se fonde sur cette révolution des esprits, engendrée par la tourmente luthérienne." (Quatrième de couverture de l'ouvrage de Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1964, Ed. Plon, (AGORA)).

La richesse est relative. Le problème est donc de savoir quelle est la source de l'enrichissement de certaines catégories par rapport à d'autres. En fait, dans l'économie salariale, la richesse des capitalistes est essentiellement due à l'appropriation, par les propriétaires des moyens de production, du profit qui, dans cette sorte d'économie, représente une partie du revenu des travailleurs. Si l'on parvient à démontrer que l'appropriation du profit par les propriétaires des moyens de production (par les capitalistes) se fait dans le non-respect des règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement, c'est-à-dire au détriment des travailleurs, on sera parvenu à démontrer que l'accumulation des richesses ainsi obtenues est condamnable aussi bien scientifiquement que moralement, comme le pressentait la parole évangélique. En outre, un autre problème est de savoir si l'apparition du capitalisme industriel ou capitalisme rationnel résulte d'un changement dans les mentalités ou s'il est essentiellement l'un des résultats des découvertes scientifiques dans des économies où sont appliquées des règles arbitraires. Enfin il est pertinent de poser la question de savoir si Max Weber ne confond pas l'entrepreneur, dont le rôle principal est d'organiser rationnellement la production, et le capitaliste, dont l'objectif est de faire de l'argent avec de l'argent.

Weber précise sa démarche et son objectif de la façon suivante :  
 "Nous avons placé au début deux études assez anciennes. On y tente d'aborder le problème par un aspect important qui est en général l'un des plus difficiles à saisir : de quelle façon certaines croyances religieuses déterminent-elles l'apparition d'une "mentalité économique", autrement dit l'"éthos" d'une forme

d'économie ? Nous avons pris pour exemple les relations de l'esprit de la vie économique moderne avec l'éthique rationnelle du protestantisme ascétique." (Max Weber, opus cité, p.21)

Weber veut établir une relation entre la réussite matérielle des capitalistes et l'éthique religieuse. Or, est-il compatible de se réclamer de l'ascétisme et d'approuver la réussite matérielle du capitalisme ? Précisons qu'il ne s'agit pas, pour nous, de dénigrer la réussite matérielle d'une façon générale. Il s'agit de savoir si cette réussite dans le régime capitaliste se réalise ou non au détriment de certaines catégories et en faveur d'une catégorie représentée par les propriétaires des moyens de production.

Il semble que ce que Weber entend par "éthique" soit le respect des règles que chaque communauté ou chaque religion peut se fixer dans un cadre déterminé par elle, ainsi, par exemple, les défenseurs de certaines pratiques économiques pourraient fixer des règles qui seraient compatibles avec l'éthique d'une religion.

Il nous faut alors préciser notre analyse concernant le texte de Weber :

Celui-ci, en tant que sociologue et économiste (il occupa la chaire d'économie politique à l'Université de Fribourg), en tant que rationaliste déclaré (il veut établir une analyse rationnelle des faits sociaux et veut, notamment, passer par une approche objective des faits et des valeurs), revendique une approche rigoureuse, scientifique et donc objective du fait capitaliste.

Or, nous soutenons (ce sera notre thèse de lecture) qu'en réalité, la position de Weber n'est pas réellement objective et neutre, mais qu'elle consiste, consciemment ou non, à légitimer de manière continue le capitalisme en lui donnant une assise religieuse qui constitue une assise morale fondamentale.

En fait, Weber ne s'intéresse pas au problème de savoir si l'application des règles déterminées par le capitalisme fait ou ne fait pas apparaître des gagnants et des perdants, des dominants et des dominés. Or, l'apparition de gagnants et de perdants, des dominants et de dominés n'est compatible ni avec l'éthique, ni avec les règles du fonctionnement normal de l'économie, qui exigent que chacun reçoive une part du produit selon sa participation à la réalisation de la production. En réalité, le capitalisme se fixe des

règles arbitraires. L'une de ces règles exige qu'être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit.

En fait, nous pouvons constater que Max Weber confond entrepreneur et capitaliste, ce qui va nous permettre d'établir qu'il confond le revenu de l'entrepreneur et le revenu du capitaliste.

"En effet, le capitalisme d'entreprise rationnel nécessite la prévision calculée, non seulement en matière de techniques de production, mais aussi de droit, et également une administration aux règles formelles. Sans ces éléments les capitalismes aventurier, spéculatif, commercial, sont certes possibles, de même que toutes les sortes de capitalisme politiquement déterminé, mais non pas l'entreprise rationnelle conduite par initiative individuelle avec un capital fixe et des prévisions sûres. Seul l'Occident a disposé pour son activité économique d'un système juridique et d'une administration atteignant un tel degré de perfection légale et formelle." (Opus cité, p. 19). Il dit aussi : "Le système capitaliste a besoin de ce dévouement à la vocation [Beruf] de gagner de l'argent." (Opus cité, p. 74).

Max Weber distingue, d'une part les capitalismes aventurier, spéculatif, commercial et toutes les sortes de capitalisme politiquement déterminé, d'autre part le capitalisme industriel "l'entreprise rationnelle conduite par initiative individuelle avec un capital fixe et des prévisions sûres". L'entreprise rationnelle peut être conduite par un entrepreneur salarié ou par un entrepreneur propriétaire des moyens de production. Dans les deux cas, l'entrepreneur rationnel doit réaliser la meilleure combinaison de production et gérer au mieux le fonctionnement de son entreprise. Ces rôles que l'entrepreneur doit jouer sont des exigences lui permettant de pérenniser l'entreprise dans un cadre de concurrence qui se développe et se généralise, d'une part avec l'industrialisation de la production, d'autre part avec la généralisation des échanges facilités par le développement et l'amélioration des infrastructures.

Si c'est en Occident que le capitalisme industriel est apparu, cela est dû essentiellement au fait que les découvertes scientifiques, qui ont favorisé l'apparition de ce type de capitalisme, y sont apparues en premier. Autrement dit, l'industrialisation (fondant son étude sur l'observation, Weber ne voit que le capitalisme industriel) est plus une conséquence des découvertes scientifiques qu'une

conséquence de la transformation dans les mentalités du rapport à l'argent et à la fortune. L'industrialisation permet d'améliorer la productivité du travail et donc le bien-être matériel. En fait, l'économie industrialisée est dominée par le salariat. On voit donc la nécessité de l'entrepreneur industriel, mais on ne voit nullement la nécessité du capitalisme industriel. En réalité, que l'entreprise soit dirigée par un entrepreneur salarié ou qu'elle soit dirigée par un entrepreneur propriétaire des moyens de production, l'objectif du capitalisme ne change pas, quelle que soit sa forme, il est toujours de réaliser le maximum de profit pour mieux faire fructifier son capital financier, c'est-à-dire de faire de l'argent avec de l'argent.

Weber tente d'établir l'influence éthique d'une secte protestante sur l'évolution du capitalisme rationnel de la façon suivante :

"Pour pénétrer dans le cercle de la communauté, le membre d'une secte (ou d'un conventicule) devait révéler des *qualités* d'un certain ordre dont la possession -...- a été des plus importantes pour l'évolution du capitalisme rationnel moderne. Afin de *s'affirmer* dans ce cercle, il lui fallait sans cesse *prouver* l'existence de ces qualités. Jour après jour, il devait les cultiver en lui. Car de même que sa béatitude dans l'au-delà, toute son existence sociale d'ici-bas dépendait de cette "épreuve" de soi-même. Toute notre expérience le confirme, il n'existe pas de moyen d'éducation plus puissant que cette nécessité de s'affirmer socialement soi-même dans le cercle de ses compagnons. C'est pourquoi la discipline éthique des sectes, discipline continue et qui passe [pratiquement] inaperçue, se trouve, vis-à-vis de la discipline autoritaire de l'Eglise, dans le même rapport que l'éducation rationnelle et la sélection vis-à-vis des ordres et des interdits. A cet égard, comme à presque tous les autres, les sectes puritaines sont par excellence les porteurs de l'ascétisme séculier, lui-même l'antithèse la plus conséquente et en un certain sens l'unique antithèse conséquente, de l'Eglise catholique universaliste, institution en vue de la grâce." (Opus. cité, p.259-260, souligné par l'auteur).

Max Weber dit : "Pour pénétrer dans le cercle de la communauté, le membre d'une secte (ou d'un conventicule) devait révéler des *qualités* d'un certain ordre dont la possession -...- a été des plus importantes pour l'évolution du capitalisme rationnel moderne". Cela signifie que pour pénétrer dans une telle

communauté il fallait soit être déjà capitaliste financier ou industriel, soit avoir amassé des sommes d'argent. Ce dernier cas concerne le plus souvent les propriétaires terriens. En dernière analyse, le capitalisme existait avant l'avènement de cette secte, mais si l'on veut devenir membre d'une telle communauté, c'est afin de faciliter et de favoriser la réalisation de l'objectif du capitalisme.

Même si l'on accepte que la réussite sociale représentée, dans ce cas, par la réussite matérielle, constitue une affirmation sociale de soi-même, il est tout de même bon de savoir si cette réussite matérielle s'est réalisée ou non au détriment d'autres personnes.

Max Weber a tenté de démontrer que c'est une secte religieuse du protestantisme qui, en défendant les intérêts d'une catégorie, a favorisé le capitalisme qu'il appelle "rationnel". Par cette tentative, il a légitimé, consciemment ou inconsciemment, le fait que le capital soit considéré par une religion, par une secte du protestantisme, comme une source de revenu. Or, ce n'est pas parce qu'une secte partisane défend l'idée selon laquelle on peut gagner de l'argent avec de l'argent que cette idée est compatible avec les règles normales de l'économie ou avec l'éthique religieuse. En fait, toutes les religions monothéistes, en particulier le christianisme (le Christ, Luther, Calvin) l'ont dénoncée<sup>5</sup>. Par conséquent, ce ne sont ni ces religions, ni leurs fondateurs qui défendent une telle idée, en fait ils la dénoncent, c'est une secte qui la défend, qui plus est, une secte qualifiée d'ascétique. Comment une secte véritablement ascétique peut-elle défendre une telle idée ? Comment une secte ascétique qui défend, par exemple, la privation, peut-elle défendre la réussite matérielle qui dans le cas du capitalisme est réalisée aux

---

<sup>5</sup> "Le vieux protestantisme des Luther, des Calvin, des Knox, des Voet n'avait franchement rien à voir avec ce qu'aujourd'hui l'on appelle «progrès». Il était l'ennemi déclaré de toutes sortes d'aspects du mode de vie dont le sectaire le plus extrémiste ne pourrait aujourd'hui se passer. S'il fallait trouver une parenté entre certaines expressions du vieil esprit protestant et de la civilisation capitaliste moderne, force serait, bon gré mal gré, de la chercher dans leurs traits purement religieux et *non* dans cette prétendue «joie de vivre», plus ou moins matérialiste ou hostile à l'ascétisme. (Max Weber, opus. cité, p.41)

dépens des travailleurs qui participent, en tant que salariés, à la réalisation de la production ?

En réalité, l'intuition des fondateurs de ces religions est juste, le fait que le capital soit considéré comme une source de revenu n'est pas compatible avec l'analyse scientifique de l'économie qui établit que seule la production est source du revenu, que seul le travail est la cause de la production, par conséquent que seul le revenu obtenu du fait de la participation à la réalisation de la production est un revenu légitime. En fait, l'analyse scientifique de l'économie établit que le revenu des capitalistes, en tant que capitalistes, ne résulte pas de leur participation à la réalisation de la production, mais qu'on leur attribue une part du produit, du fait qu'ils sont propriétaires des moyens de production. Le revenu des capitalistes représente une partie du revenu des travailleurs appropriée par les capitalistes. En d'autres termes, l'enrichissement des capitalistes se fait au détriment du pouvoir d'achat réel des travailleurs qui participent à la réalisation de la production. Comment peut-on accepter de parler de l'influence d'une religion pour déterminer son effet sur le capitalisme qui exige que le revenu des capitalistes soit alimenté par une sorte de vol ?

Soit Max Weber accepte la véritable signification du mot ascétisme et, dans ce cas, il doit dénoncer l'incompatibilité existant entre une secte qui se qualifie d'ascétique et la réussite matérielle, surtout si elle se fait au détriment des travailleurs, soit il veut défendre le capitalisme mais, dans ce cas, il ne peut plus fonder sa défense sur une justification contradictoire, à savoir l'ascétisme et la réussite matérielle. En outre, le titre de son ouvrage, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, est fallacieux. En effet, il ne peut pas fonder sa démonstration sur les idées d'une secte protestante ascétique qui défend la réussite matérielle et dire, en généralisant, que l'éthique protestante est compatible avec l'esprit du capitalisme, c'est-à-dire avec le fait qu'on a le droit de faire de l'argent avec de l'argent, qu'on a le droit de gagner de l'argent sans participer à la réalisation de la production, qu'on a le droit de gagner de l'argent en le prélevant sur le revenu des travailleurs. Par sa démarche, qui paraît vouloir légitimer l'esprit du capitalisme et l'éthique d'une religion, le protestantisme, Max Weber ne respecte pas l'éthique scientifique et sa démonstration peut apparaître alors comme partisane.

## VII. Origine des capitaux qui ont financé l'industrialisation

Les découvertes scientifiques ont ouvert la voie à l'industrialisation. Les capitaux qui ont financé l'industrialisation, au départ, venaient en grande partie de la classe féodale, mais aussi des artisans qui, grâce à leur épargne, se sont transformés en entrepreneurs, des grands cultivateurs propriétaires des terres qu'ils cultivaient et qui pouvaient dégager une épargne et des commerçants qui voulaient faire fructifier leur argent soit en plaçant cet argent, soit en devenant entrepreneurs.

Si le financement de l'industrialisation par les artisans, les cultivateurs et les commerçants a sa source dans leur épargne, qui représente une partie de leur revenu obtenu grâce à leur participation à la production ou à leur commerce, en revanche, l'épargne des féodaux représente une partie du revenu des cultivateurs qui ne sont pas propriétaires des terres qu'ils cultivent.

La règle arbitraire de l'économie agricole selon laquelle être propriétaire de terres donne droit à une partie du produit de la terre a été appliquée à l'économie industrielle par les systèmes politiques en place. Elle fait croire qu'être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit représentée par le profit monétaire qui est toujours réalisé lors de la vente des produits. C'est cette règle arbitraire qui a permis à ces épargnants de faire fructifier leur épargne, grâce au profit réalisé dans leurs entreprises ou réalisé par les entreprises où ils avaient placé leur épargne. Or, le profit monétaire étant réalisé au moment de la vente, il représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. Naturellement, les entrepreneurs et les épargnants qui ont financé les investissements ont le droit de récupérer leur placement, mais le paiement des dividendes et intérêts résulte de l'application de règles arbitraires. En fait, en l'absence des règles du fonctionnement normal de l'économie, le profit peut être utilisé de trois façons : il peut être utilisé à financer les investissements additionnels, il peut être utilisé à payer les dividendes et les intérêts des placements, il peut être utilisé à rémunérer les travailleurs. Or, seule la première façon d'utiliser le profit respecte la règle normale qui dicte l'emploi du profit, ce qui n'est absolument pas le cas de

toutes les autres utilisations du profit qui ont donc des conséquences sociales et économiques néfastes, le profit utilisé à payer les dividendes et les intérêts devient une cause d'injustice sociale. Nous l'avons vu, le profit représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises, ce qui signifie que, dans ce cas, ce sont les épargnants qui s'approprient une partie du revenu des travailleurs ; le profit utilisé à rémunérer les travailleurs devient l'une des principales causes de l'insuffisance de la demande globale, de la faillite des entreprises qui, de ce fait, ne parviennent pas à récupérer une partie ou la totalité du montant qui leur a permis de monétiser la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs, et la faillite de ces entreprises provoque une augmentation du chômage (pour plus de précisions, cf. Elie Sadigh, 1994). Cette dernière façon d'utiliser le profit constitue l'une des causes de l'apparition des crises périodiques et récurrentes de l'économie capitaliste industrielle. Certains auteurs du XIX<sup>ème</sup> siècle, dont Malthus et Sismondi, présentaient l'insuffisance de la demande globale comme une crise de surproduction. Le premier pensait que l'épargne représentait la cause de la crise de surproduction, le second pensait que c'était l'insuffisance des rémunérations des travailleurs qui en était la cause. Or, seule l'épargne détournée vers la spéculation peut être considérée comme une non-demande, la rémunération des travailleurs représente la valeur du produit, ce qui signifie que le montant des rémunérations représente un montant nécessaire et suffisant pour écouler la totalité du produit. Néanmoins, nous devons savoir si l'épargne est une nécessité absolue pour financer les investissements.

### **VIII. L'épargne est-elle nécessaire pour financer les investissements ?**

Remarquons qu'à l'origine de l'industrialisation, la production des biens d'équipement était financée par l'épargne qui était réalisée essentiellement dans les secteurs agricole et commercial. Les biens d'équipement étaient appropriés par les industriels dès la production et cette appropriation était possible du fait que cette production était financée par la partie du revenu épargnée. Cette sorte de

monétisation de ce nouveau secteur (par la rémunération des travailleurs) était favorisée par le fonctionnement du système bancaire de l'époque. Mais avec l'évolution du système bancaire, les banques se sont mises à créer la monnaie nécessaire à la rémunération des travailleurs. Ainsi, dès que le secteur des biens d'équipement apparaît, apparaît le revenu qui permet de financer l'achat de ces biens. En effet, dans une économie salariale, lorsque l'épargne est nulle, le montant de profit réalisé par les entreprises, considérées dans leur ensemble, est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des biens d'équipement réalisés dans chaque pays considéré. Par conséquent, l'épargne n'est pas une nécessité absolue pour financer l'achat des biens d'équipement. Dès qu'apparaît le secteur des biens d'équipement, si l'épargne est nulle, l'achat des biens d'équipement peut être financé par le profit, qui représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. En fait, lorsque l'épargne est nulle, le profit des entreprises représente la valeur monétaire des produits du secteur de biens d'équipement. Cette relation entre le profit et l'investissement permet de tirer essentiellement deux enseignements. Premièrement, toute mesure prise en faveur de l'épargne diminue le profit des entreprises et les rend dépendantes des marchés financiers. Pire encore, l'épargne peut rendre le profit nul. Dans ce cas, les entreprises ne peuvent pas honorer leurs dettes, puisque c'est le profit qui permet aux entreprises de se désendetter. Deuxièmement, cette relation écarte la justification de certains auteurs qui font croire que l'épargne est une nécessité pour financer les investissements et qu'il faut donc récompenser les épargnants en leur donnant une part du produit à travers les dividendes et les intérêts.

## **IX. Confusion entre libéralisme et capitalisme**

Le libéralisme du XX<sup>ème</sup> siècle s'oppose à l'interventionnisme de l'Etat et surtout au collectivisme qui, pour ceux qui l'appliquent, s'inscrit en réaction contre le capitalisme de propriété privée des moyens de production considéré comme la principale cause des inégalités économiques et sociales.

Le libéralisme des classiques du XIX<sup>ème</sup> siècle préconise le "laisser-faire" et le "laisser-passer". La décision d'appliquer ou non ces préceptes concerne les dirigeants politico-économiques de chaque pays. En effet, par leurs décisions, ce sont ces dirigeants qui favorisent ou non, par exemple, la liberté d'entreprendre dans le cadre de l'application du laisser-faire, et la libre circulation des marchandises entre leur pays et d'autres pays dans le cadre de l'application du laisser-passer. Dans ces préceptes des classiques, le problème du partage du produit ne concerne pas le libéralisme économique, alors que, nous l'avons vu, l'une des principales préoccupations du capitalisme est de faire croire qu'être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit.

Les deux principaux objectifs du laisser-faire sont, d'une part de favoriser les initiatives individuelles, d'autre part d'améliorer la concurrence. Il est vrai qu'il faut défendre les initiatives individuelles, car elles sont susceptibles de favoriser l'émancipation personnelle et l'évolution économique. Mais il est vrai aussi que ces initiatives doivent s'exercer dans le cadre du respect des règles qui découlent des principes de l'économie. Cela afin d'écartier, par exemple, les causes de dysfonctionnement de l'économie, les causes des prélèvements indus et illégitimes, etc. Or, les capitalistes confondent le laisser-faire et le laisser-tout-faire. En outre, nous verrons dans la section XI que le capitalisme favorise l'établissement des monopoles.

Les deux principaux objectifs du laisser-passer sont, d'une part de réaliser l'enrichissement mutuel des pays qui participent aux échanges internationaux, d'autre part d'écartier le protectionnisme qui favorise les spéculateurs et les monopoles à l'intérieur d'un pays. Toutefois, l'enrichissement mutuel n'est réalisé que lorsque les deux conditions suivantes sont réunies : l'équilibre des balances commerciales (alors que les capitalistes prônent une balance commerciale excédentaire) et l'établissement des taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Mais en se plaçant dans le cadre de la théorie économique dominante qui, au nom du libéralisme, défend le capitalisme, les auteurs de cette école de pensée proposent de déterminer les taux de change de deux façons. Premièrement, certains de ces auteurs proposent de les déterminer

en tenant compte du résultat de la balance commerciale de chaque pays. Un pays qui réalise une balance commerciale excédentaire doit réévaluer sa monnaie. Un pays qui réalise une balance commerciale déficitaire doit dévaluer sa monnaie. L'application de cette proposition (de cette règle arbitraire) ne permet pas d'établir les taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Les taux de change ainsi établis sont arbitraires. De ce fait, la détermination des taux de change fondée sur le résultat des balances commerciales pénalise les pays qui ont une balance commerciale déficitaire de façon chronique, il en est ainsi, par exemple, de la plupart des pays en développement. Cette détermination des taux de change engendre la sous-évaluation, de plus en plus importante, des monnaies de ces pays. Cette situation constitue la principale cause du pillage des pays dont les monnaies sont sous-évaluées. La sous-évaluation des monnaies de certains pays (essentiellement les pays dits émergents) par rapport aux monnaies de certains autres pays (essentiellement les pays dits industrialisés) favorise les délocalisations de la production et des entreprises des pays industrialisés vers les pays émergents. Or, si ces délocalisations sont favorables aux capitalistes financiers, en revanche, elles ne sont favorables ni aux pays qui se trouvent être à l'origine de leur financement, ni aux pays où ces entreprises s'implantent. Deuxièmement, d'autres auteurs proposent de déterminer les taux de change en partant de la théorie néoclassique qui considère la monnaie comme un bien, ils proposent donc de déterminer le prix de la monnaie (taux de change) de chaque pays sur le marché par le jeu de l'offre et de la demande. L'application de cette proposition non plus ne permet pas d'établir les taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Les taux de change ainsi établis sont tout aussi arbitraires et leur application engendre donc les conséquences néfastes que nous avons évoquées dans le premierement. En fait, considérer la monnaie comme un bien pour déterminer son prix (taux de change) sur le marché par le jeu de l'offre et de la demande est un non-sens, cela pour une simple raison, la monnaie n'est pas un bien et ne peut pas être étudiée comme tel. Toutefois, cette façon de déterminer les taux de change est favorable aux capitalistes financiers spéculateurs.

En réalité les partisans du capitalisme reprennent les idées des libéraux classiques non pas pour réaliser les objectifs du

libéralisme au sens des classiques, mais pour réaliser leur principal objectif qui est de maximiser le profit destiné à payer les dividendes et intérêts des capitalistes. Le laisser-passer des classiques a offert aux capitalistes l'occasion de justifier, de façon fallacieuse, la mondialisation dite de la production et de la financiarisation. Les taux de change arbitraires permettent aux financiers de délocaliser leurs entreprises dans les pays où les monnaies sont sous-évaluées et de vendre le produit de ces entreprises dans les pays où les monnaies sont surévaluées. Ils réalisent ainsi des profits considérables. Les taux de change arbitraires et la libre circulation des capitaux financiers permettent aux spéculateurs de réaliser des plus-values considérables.

## X. Le libéralisme selon les idées néoclassiques

Walras défend les avantages du libéralisme en ces termes : « L'homme est un être doué de raison et de liberté, capable d'initiative et de progrès. En matière de production et de répartition de la richesse, comme généralement en toute matière d'organisation sociale, il a le choix entre le bien et le mal, et il va du mal au bien de plus en plus. C'est ainsi qu'il est venu du système des corporations, règlements et tarifs au système de la liberté de l'industrie et du commerce, et au système de *laisser-faire et laisser-passer*, de l'esclavage au servage, du servage au salariat. Les combinaisons plus récentes sont supérieures aux anciennes non pas précisément plus naturelles (...) mais comme plus conformes à l'intérêt et à la justice. » (1978, P. 9. Souligné par l'auteur). Ainsi, selon Walras, l'intérêt (on doit croire que l'intérêt individuel finira par la réalisation de l'intérêt général) et la justice représentent les principaux objectifs du libéralisme.

Selon Schumpeter, la théorie libérale du XIX<sup>ème</sup> siècle avait une exigence précise : « ... C'est-à-dire selon cette théorie (*libérale*), que le meilleur moyen de favoriser le développement économique et le bien-être général, c'est d'ôter ses entraves à l'économie

d'entreprise privée et de la laisser en paix. » (1983, P. 30. T.II). Si cette citation résume bien le principal objectif du libéralisme, d'autres auteurs ont essayé de dresser un cadre général qui détermine les exigences nécessaires à la réalisation de cet objectif. Un premier problème est de dresser la synthèse du cadre général. Un autre problème est de savoir s'il est vrai qu'en laissant les entreprises en paix, on fait en sorte que le développement économique qui passe par l'intérêt individuel profite au bien-être général, ou plus exactement de savoir si tous ceux qui participent à la réalisation de la production et de son évolution en profitent proportionnellement à leur participation à cette réalisation.

Ce cadre peut être présenté par cinq exigences caractérisant les fondements du libéralisme : l'intérêt individuel, la liberté d'entreprendre, la concurrence, la non-intervention de l'Etat dans le domaine économique et la propriété privée. Etudions les significations de ces cinq exigences et leurs limites.

1° Pour A. Smith, la recherche de l'intérêt individuel trouve son origine dans l'égoïsme. Pour l'auteur écossais, la passion de l'enrichissement illimité constitue la principale cause du progrès économique car les individus, en recherchant leur propre enrichissement, participent à l'enrichissement de la société en offrant toujours plus. Nous devons étudier la portée et les limites de l'application de cette idée dans le cadre d'une économie salariale. Comment la passion de l'enrichissement illimité peut-elle être satisfaite dans ce type d'économie ? Nous savons que la production est la source du revenu. A. Smith dit, avec raison, que le travail est la cause de la production, ce qui signifie que, pour avoir un revenu légitime, il faut participer à la réalisation de la production. Le revenu de chaque travailleur est limité par son salaire. L'entrepreneur étant un salarié, son revenu est donc limité par son salaire. Dans ce cas, le revenu, l'enrichissement, de chaque individu, de chaque salarié, est limité par son salaire dont le niveau est déterminé et limité par le niveau de la production. La production et donc le revenu apparaissent et disparaissent à chaque période de production, ce qui signifie qu'il ne peut y avoir d'enrichissement illimité des individus lorsque l'économie fonctionne normalement, harmonieusement. Autrement dit,

l'enrichissement illimité de certains individus ne devient possible que lorsque l'économie ne fonctionne pas normalement. En fait, c'est l'application de règles arbitraires qui est à l'origine de cette situation.

2° C'est la liberté d'entreprendre qui permet à l'individu d'atteindre son objectif, qui est l'enrichissement. En effet, dans une nation où règne la liberté d'entreprendre, l'intérêt des individus se confond avec l'intérêt général. Dans une économie salariale, il existe une interdépendance entre entrepreneurs et salariés. Les premiers organisent la production, les seconds la réalisent. Dans cette économie, si la liberté d'entreprendre est importante, l'entrepreneur a un besoin absolu des salariés pour réaliser la production. En outre, pour que l'intérêt individuel de l'entrepreneur se confonde avec l'intérêt général, il faut que soient appliquées les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement. Ce sont les dirigeants qui ont la responsabilité de veiller au respect de ces règles. Or, nous avons vu que le libéralisme envisagé par certains auteurs, dont Schumpeter, exige d'ôter ses entraves à l'économie d'entreprise privée et de la laisser en paix. En d'autres termes, il faut laisser établir et appliquer des règles arbitraires qui favorisent les entrepreneurs et les propriétaires des moyens de production. Toutefois, il est certain que, dans ce cas, l'intérêt général ne peut pas être réalisé.

3° Il existe dans le domaine économique une force naturelle qui fait tendre le système à l'équilibre. Certains assimilent cette force naturelle à la main invisible d'Adam Smith, d'autres la fondent sur le marché de la concurrence pure et parfaite chère aux néoclassiques et en particulier à Walras. En fait, pour que l'équilibre du marché se réalise, il faut laisser les individus libres d'agir en s'inspirant de leurs propres intérêts. Cette dernière exigence s'assimile aussi à l'égoïsme de Smith. En dernière analyse, cette force naturelle s'assimile à un marché libre et concurrentiel qui permet la réalisation de l'équilibre des échanges. Le marché libre et concurrentiel constitue l'élément essentiel de la régulation de l'économie nationale. Cette force naturelle (le marché libre et concurrentiel) est la meilleure garante de la prospérité non seulement de chaque individu mais aussi de chaque nation. Par conséquent, toute intervention qui a pour objet de

réglementer le marché doit être écartée. Or, dans une économie de marché sans règles ou avec des règles arbitraires, c'est la loi du plus fort qui s'impose. En outre, il est important de préciser que le marché se trouve dans l'impossibilité de distinguer la dépense du revenu de la dépense de la monnaie sur le marché des produits. Il se trouve donc dans l'impossibilité de distinguer les achats légitimes des achats illégitimes qui constituent la principale cause de la pauvreté relative ou absolue des travailleurs. Le marché ne peut pas distinguer la monétisation de la production par la monnaie de la monétisation de la production par le revenu. De ce fait, il se trouve dans l'impossibilité de détecter et donc d'écarter les causes de dysfonctionnement de l'économie. En réalité, le marché ne peut pas écarter le rôle néfaste joué par les spéculateurs. En fait, le marché a besoin de règles dont l'application lui assure un fonctionnement normal.

4° Toute activité économique doit être exercée par des individus dont le but est la recherche du bonheur individuel, (on devrait préciser enrichissement individuel), d'où l'individualisme. C'est là une autre raison d'exiger que l'Etat s'abstienne d'intervenir dans le domaine économique. La main invisible ou le marché étant un puissant régulateur de l'économie, l'individu étant le seul agent économique cherchant à s'enrichir sans limite, et l'intérêt de l'individu se confondant avec l'intérêt général, il faut accorder à l'individu la plus grande liberté possible, d'où le libéralisme. La liberté d'entreprendre favoriserait l'épanouissement individuel, et la recherche de l'enrichissement individuel pourrait conforter l'égo de l'individu. Mais pour que l'intérêt individuel se confonde avec l'intérêt général, il faut écarter les règles arbitraires régissant le fonctionnement de l'économie et les remplacer par des règles qui découlent des principes de l'économie. L'Etat, en tant que garant de l'intérêt général, est responsable du fonctionnement de l'économie. C'est le rôle de l'Etat dans le domaine de l'économie politique de faire respecter les règles dont l'application ne fait apparaître ni gagnants ni perdants et écarte les causes du dysfonctionnement de l'économie. Ces règles ne s'opposent pas à la liberté d'entreprendre, elles régissent le fonctionnement normal du marché. L'Etat doit donc assumer son rôle dans le domaine de l'économie politique. S'il ne l'assume pas, il est responsable, consciemment ou

inconsciemment, des conséquences néfastes dues à l'application de règles arbitraires.

5° Le libéralisme néoclassique exige l'appropriation privée des moyens de production, même par ceux qui ne les utilisent pas directement. Cette exigence peut trouver sa « justification » dans une recherche du bonheur individuel ou de l'enrichissement individuel par tous les moyens. De ce fait, les libéraux néoclassiques sont amenés à supposer l'existence de trois facteurs de production et par conséquent à établir une règle arbitraire de partage du produit entre les travailleurs et les propriétaires du capital et de la terre (sans jamais le justifier scientifiquement).

Cette dernière exigence constitue une défense des propriétaires des moyens de production à qui il faut remettre une partie du produit. Si la liberté d'entreprendre se justifie dans un système libéral, en revanche, on ne voit pas comment la rémunération du capital peut constituer l'une des exigences du libéralisme, ni comment le partage du produit entre travailleurs et propriétaires peut constituer la condition d'un meilleur fonctionnement de l'économie et d'une meilleure prospérité individuelle ! En effet, la satisfaction de cette exigence aboutit au fait que seront privés d'une partie du produit ceux qui ne sont pas propriétaires des moyens de production mais qui sont pourtant la cause de la production. Précisons que le problème n'est pas de mettre en cause la propriété privée. L'objectif est, d'une part de dénoncer le fait qu'être propriétaire donne droit à une partie du produit, d'autre part d'établir qu'en dernière analyse ce n'est pas l'épargne mais le profit qui est la source du financement du capital. L'application de l'exigence des néoclassiques, qu'ils tentent de légitimer par une règle arbitraire, engendre une société de classes. C'est le travail qui est la cause de la production et le capital n'est qu'un élément technique dont l'utilisation améliore la productivité du travail. Nous l'avons vu, en dernière analyse c'est le profit qui finance l'achat du capital et le profit représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. Il est donc destiné à financer les investissements et non à être distribué aux propriétaires des moyens de production. Cette distribution constitue l'une des principales causes qui engendrent une société de classes.

Nous avons vu que la recherche de l'intérêt individuel, de la liberté d'action, du marché concurrentiel, de la propriété privée des moyens de production et de la non-intervention de l'Etat dans le domaine économique constituent les fondements du libéralisme et, selon les partisans de ce libéralisme, assurent les meilleures garanties de la réalisation du bonheur individuel. Le problème est de savoir si la réalisation des exigences de ce libéralisme permet, d'une part, d'assurer la prospérité de tous les individus qui participent à la réalisation de la production, d'autre part, d'écarter les causes de dysfonctionnement économique et les causes de l'apparition de l'injustice sociale dans le domaine de la répartition du produit national.

Les exigences de ce libéralisme déterminent le cadre dans lequel doivent agir les individus. Mais ces exigences ne trouvent pas leur fondement dans une analyse rationnelle de l'économie, qui plus est, certaines de ces exigences sont impossibles à réaliser. Ainsi la concurrence pure et parfaite n'existe-t-elle que dans l'imagination des auteurs. Par conséquent l'équilibre walrasien, qui constitue le cadre de l'analyse de référence pour les Libéraux actuels, ne peut être réalisé que si la concurrence pure et parfaite existe. Mais la concurrence pure qui est nécessaire à l'analyse walrasienne pour que son équilibre soit réalisé ne découle pas d'une exigence des principes de l'économie.

Par définition le libéralisme, dont l'un des fondements réside dans l'individualisme, n'est pas incompatible avec l'existence de groupes puissants susceptibles de faire pression sur les hommes politiques. (La concentration du capital entre les mains d'un petit nombre et les entreprises multinationales sont des exemples flagrants de l'existence de groupes puissants). Mieux encore, le libéralisme ne peut pas les exclure du fait qu'il prône la non-intervention de l'Etat dans le domaine de l'économie, puisqu'il exige la liberté totale des entrepreneurs, le laisser-tout-faire. Mais, de fait, le libéralisme, qui prône le laisser-tout-faire, ne peut pas empêcher que se forment des groupes de pression et ces groupes ont les moyens d'agir sur le fonctionnement de l'économie pour défendre des intérêts particuliers sans que l'Etat intervienne, ou en empêchant que l'Etat joue son véritable rôle dans le domaine de

l'économie politique. Ainsi le principe fondé sur l'individualisme tombe de lui-même dès lors que le libéralisme ne parvient pas à empêcher l'apparition de groupes de pression. En outre, l'apparition de groupes de pression ne pouvant pas être écartée dans ce système libéral, dès que ces groupes se forment, ils influencent les gouvernants qui prennent alors des décisions en leur faveur et au détriment des intérêts du reste de la nation. En fait, dans une économie dont le fonctionnement est régi par des règles arbitraires, c'est la loi du plus fort qui s'impose.

Par ailleurs, la concentration du capital entre les mains d'un petit nombre, l'apparition et le développement d'entreprises dominatrices et/ou multinationales écartent la possibilité de la réalisation de l'une des exigences du libéralisme, qui est la concurrence pure. En effet, l'atomicité qui constitue l'une des exigences de la concurrence pure disparaît avec l'apparition des groupes de pression représentés par ceux qui détiennent le capital. C'est donc bien l'un des fondements du libéralisme néoclassique qui se trouve ainsi mis en cause. Enfin, comment peut-on exiger l'individualisme dans une économie salariale puisque la production à l'intérieur de chaque entreprise est réalisée grâce à la participation de l'ensemble des travailleurs ?

Ces remarques nous permettent de préciser l'importance de l'économie politique, qui est de faire appliquer les règles du fonctionnement normal de l'économie et dont le principal but est d'écarter toute entrave à la réalisation de l'objectif de l'économie, objectif qui est la satisfaction des besoins économiques selon la participation de chacun à la réalisation de la production. Pour que le libéralisme préconisé par les classiques atteigne l'objectif de l'économie, il faut appliquer les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement. Mais, nous l'avons vu, les capitalistes se réclament du libéralisme et voudraient remplacer le laisser-faire par le laisser-tout-faire. Autrement dit, ils privilégient une économie sans règles ou une économie dont le fonctionnement est régi par des règles arbitraires afin de pouvoir atteindre leur principal objectif. Ils défendent ainsi l'intérêt d'une catégorie minoritaire aux dépens de l'intérêt général.

## **XI. Le capitalisme financier favorise l'apparition de monopoles**

Les défenseurs du système politique capitaliste font croire que l'épargne des particuliers constitue la source du financement des investissements. Les épargnants acquièrent soit des actions, soit des obligations, soit les deux. C'est le profit qui permet de payer les dividendes des actions et les intérêts des obligations. Aussi chaque entreprise cherche-t-elle à réaliser le maximum de profit afin de mieux satisfaire la principale exigence de ses épargnants et afin d'attirer leur épargne. L'une des meilleures façons de faciliter la réalisation d'un maximum de profit est de créer une situation de monopole.

Les capitalistes sont à la recherche de tous les moyens leur permettant d'atteindre leur principal objectif qui est de réaliser le maximum de profit. Une situation de monopole leur offre l'occasion d'atteindre cet objectif. En effet, le monopole permet aux entreprises qui en font partie de fixer le prix de leurs produits et donc de réaliser des taux de profit supérieurs au taux de profit moyen.

Dans le capitalisme financier, l'apparition de monopoles peut être réalisée essentiellement de trois façons indépendantes ou grâce à la combinaison des trois : développement interne, fusions et acquisitions.

1° Les inventions et innovations peuvent être protégées par des brevets qui actuellement sont considérés comme des marchandises, de ce fait, elles peuvent être achetées ou vendues. Pour pouvoir utiliser ces inventions et innovations, soit l'entreprise qui a réalisé une découverte décide de l'utiliser elle-même exclusivement, soit toute entreprise dont les moyens financiers le lui permettent achète aux inventeurs l'utilisation exclusive d'une ou de plusieurs découvertes. L'utilisation des inventions et innovations par ces entreprises peut créer une situation de monopole. En effet, la concurrence élimine les entreprises du même secteur qui n'ont pas les moyens financiers ou pas le droit d'utiliser ces inventions et innovations. Dans ce cas, l'apparition d'un monopole est l'une des conséquences du fait que les brevets, qui résultent de la recherche, donc du savoir, sont considérés comme des marchandises.

2° La fusion des entreprises d'un même secteur permet aussi de créer une situation de monopole ou de quasi-monopole. La fusion peut être réalisée sans une véritable intervention du marché financier, lorsque certaines entreprises d'un même secteur échangent leurs actions et obligations. C'est ainsi que les entreprises qui ont fusionné, une fois devenues dominantes dans leur secteur, peuvent éliminer les entreprises concurrentes et créer une situation de monopole ou de quasi-monopole. En effet, les entreprises qui ont fusionné et sont ainsi devenues dominantes peuvent, par exemple, obtenir des fournisseurs ou leur imposer des prix d'achat inférieurs aux prix que ces mêmes fournisseurs appliquent aux entreprises du même secteur mais de taille inférieure.

3° La Bourse et la financiarisation favorisent l'apparition de monopoles par l'acquisition de certaines entreprises par d'autres entreprises du même secteur. L'éparpillement des actions détenues par les petits et moyens épargnants ou par les spéculateurs facilite l'acquisition de certaines entreprises par des financiers ou par d'autres entreprises, il facilite donc la création de monopoles ou de quasi-monopoles.

## **XII. Quel est le principal objectif de la règle des trois tiers du partage du profit ?**

Les auteurs et hommes politiques qui proposent cette règle ont soit une arrière-pensée partisane, soit un objectif social. L'arrière-pensée est de faire accepter par les salariés le système politico-économique du capitalisme. L'objectif social est, d'une part d'améliorer le pouvoir d'achat réel des travailleurs, afin de rétablir en partie la justice sociale, d'autre part de faire baisser les tensions sociales dues à l'injustice sociale engendrée par le capitalisme. En effet, la règle des trois tiers signifie que le profit est partagé en trois parties : une partie est destinée à financer les investissements, une partie est destinée à payer des dividendes et intérêts et une partie est destinée aux salariés des entreprises concernées. Les réponses aux questions suivantes permettent de connaître la portée et les limites de l'application de cette règle.

1° L'application de cette règle permet-elle d'écartier l'une des principales causes des inégalités économiques et donc des inégalités sociales ? En réalité, l'une des principales causes de ces inégalités trouve son origine dans le fait que le profit constitue une source de revenu pour les propriétaires des moyens de production (pour certains d'entre eux, elle est même leur unique source de revenu). Par conséquent, l'application de cette règle ne permet pas d'écartier la cause de ces inégalités, elle peut permettre tout au plus d'atténuer en partie les conséquences néfastes de l'application de la règle arbitraire du capitalisme selon laquelle être épargnant donne droit à une partie du produit. Toutefois, nous devons nuancer cette conséquence de l'application de la règle des trois tiers sur les inégalités économiques, cela pour plusieurs raisons.

(i) La règle des trois tiers ne concerne pas les intérêts des emprunts contractés par les entreprises. Les entreprises sont engagées, par le contrat prêt-emprunt, à les payer et les intègrent dans leur coût de production.

(ii) Proportionnellement, le nombre des travailleurs est beaucoup plus important que le nombre des actionnaires. Prenons l'exemple d'une entreprise qui emploie mille travailleurs et dont les actions sont détenues par dix actionnaires. Dans ce cas, un tiers du profit sera distribué à mille travailleurs et un tiers du profit sera distribué à dix actionnaires, ce qui signifie que chaque actionnaire, sans participer à la réalisation de la production, obtiendra cent fois plus que chaque travailleur ayant participé à la réalisation de la production.

(iii) Par définition le profit est réalisé au moment de la vente des produits. Ainsi le profit représente-t-il une partie du revenu des travailleurs captée par l'entreprise, dans ce cas, à moins d'appliquer une règle arbitraire selon laquelle être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit, on ne voit pas pourquoi une partie du revenu des travailleurs doit échoir aux actionnaires.

(iv) En restant dans le cadre de la règle des trois tiers, on ne voit pas pourquoi les entreprises captent une partie du revenu des travailleurs, pour ne leur rendre qu'un tiers de leur revenu qu'elles ont capté.

(v) Il apparaît clairement qu'on ajoute une nouvelle règle arbitraire (les trois tiers) pour tenter d'atténuer les conséquences

néfastes de l'application d'une autre règle arbitraire, règle selon laquelle être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit.

(vi) Lorsque l'on considère que la distribution du profit va à l'encontre de la justice sociale, en tant qu'auteur, on doit avoir le courage, on a le devoir, de la dénoncer et en tant qu'homme politique, on doit avoir le courage, on a le devoir, de prendre des mesures afin d'y remédier. A cette fin, il suffit simplement d'appliquer les règles qui découlent des principes de l'économie établis rationnellement.

2° L'application de la règle des trois tiers n'engendre-t-elle pas des inégalités entre travailleurs d'une même catégorie, mais travaillant dans des entreprises différentes ? Les conventions collectives exigent que les travailleurs de la même catégorie reçoivent la même rémunération. Or, l'application de la règle des trois tiers engendre des inégalités entre travailleurs de la même catégorie. En fait, certaines entreprises ne réalisent pas de profit, d'autres en réalisent, en outre, les taux de profit réalisés par les entreprises ne sont pas les mêmes. Par conséquent, certains travailleurs ne peuvent pas bénéficier de l'application de cette règle et les travailleurs qui peuvent en bénéficier n'en bénéficient pas dans les mêmes proportions, leurs parts varient en fonction du taux de profit réalisé par l'entreprise dans laquelle ils travaillent. En outre, nous l'avons vu, le profit représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises. Dans le cas de l'application de la règle des trois tiers, on prend une partie du revenu de certains travailleurs pour la donner à d'autres travailleurs. Pour toutes ces raisons, l'application de cette règle non seulement n'écarte pas la cause de l'injustice sociale due à la distribution du profit, mais aussi aggrave les inégalités de revenu entre les travailleurs. Nous verrons dans le 6° pourquoi le profit n'est pas destiné à être distribué.

3° L'application de cette règle est-elle compatible avec la règle qui détermine la formation du revenu et qui découle des principes de l'économie établis rationnellement ? La production est la source du revenu et le travail est la cause de la production. Il découle de cette relation (constituant les deux principes fondamentaux de l'économie) la règle suivante : pour avoir un revenu légitime, il faut participer à la réalisation de la production. Par conséquent,

l'application de la règle des trois tiers n'est pas compatible avec la règle qui détermine la formation du revenu, car un tel revenu n'est pas obtenu du fait de la participation à la réalisation de la production.

4° A-t-on besoin de l'épargne des particuliers pour financer les investissements ? Certains, particulièrement les néoclassiques, justifient la rémunération des épargnants, des actionnaires, etc. par le fait que l'épargne finance les investissements. Or, nous l'avons vu, en dernière analyse, c'est le profit qui constitue la source du financement des investissements et le profit des entreprises est maximum lorsque l'épargne prêtée aux entreprises est nulle, ce qui signifie que les entreprises considérées dans leur ensemble n'ont pas besoin de l'épargne des particuliers.

5° Quelles sont les conséquences de l'application de la règle des trois tiers ? L'application de cette règle a plusieurs conséquences néfastes. (i) Elle pérennise le fait qu'être propriétaire des moyens de production donne droit à une partie du produit. (ii) Elle pérennise les prélèvements indus, les inégalités économiques, les inégalités sociales et donc elle pérennise la société divisée en classes sociales. (iii) Enfin elle pérennise la dépendance des entreprises vis-à-vis du marché financier.

6° Quelle est la véritable destination du profit ? Le profit représente le revenu des entreprises, il est donc destiné à financer les investissements. Nous verrons que lorsque le profit est maximum, lorsque l'épargne des particuliers est nulle, le montant de profit réalisé par les entreprises considérées dans leur ensemble est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des produits d'équipement réalisés dans chaque pays considéré (cf. chapitre II).

7° Par définition, capitalisme et justice sociale sont antinomiques. Le capitalisme applique la règle arbitraire selon laquelle être épargnant donne droit à une partie du produit.



## **CHAPITRE II**

### **LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE NATIONALE**

#### **I. Introduction**

La théorie actuellement dominante, la théorie néoclassique, se trouve dans l'impossibilité d'expliquer le profit à l'équilibre de son système d'analyse. Elle est donc amenée à fonder sur l'épargne la source du financement du capital productif. La réalisation de la croissance économique passe par l'augmentation du capital qui elle-même passe par l'augmentation de l'épargne. Pour favoriser l'épargne, il faut récompenser les épargnants en leur conférant une partie du produit. L'épargne comme source de financement de l'investissement et l'application de la règle qui exige que les épargnants et donc les propriétaires des moyens de production soient récompensés favorisent la financiarisation de l'économie. Mais l'impossibilité d'expliquer le profit engendre l'impossibilité d'expliquer le remboursement des emprunts des entreprises, et c'est là la limite de toutes les théories, théorie néoclassique comprise, qui font croire que l'épargne constitue la source du financement du capital. En effet, c'est le profit qui permet aux entreprises d'honorer leurs dettes. En outre, dans une économie qui accepte qu'être propriétaire du capital donne un droit sur une partie du produit, le capital, dès qu'il apparaît, devient la source d'un revenu perpétuel pour ses propriétaires. Pour que le capital donne un revenu perpétuel, il faut qu'il se perpétue. Et le capital se perpétue grâce à l'amortissement, dont le financement est assuré par une partie du revenu des travailleurs. Or, même si l'on admet que l'épargne est la source du financement du capital, on ne voit pas comment on peut justifier le revenu perpétuel des propriétaires du capital. En effet, lorsque le capital devient obsolète, c'est le revenu des travailleurs

qui perpétue le capital, ce qui signifie que le nouveau capital leur appartient, cela marque la limite absolue des théories qui considèrent qu'être épargnant donne un droit sur une partie du produit et, par conséquent, la limite absolue de la financiarisation de l'économie.

Dans ce chapitre, nous verrons comment certaines théories et certaines conditions ont favorisé la financiarisation de l'économie nationale. Nous verrons que les financiers, qui ne défendent que leurs propres intérêts, peuvent influencer les dirigeants politico-économiques dans le but de leur faire prendre des décisions en faveur du financement de la retraite et de la recherche par capitalisation. Nous évoquerons les problèmes posés par le fonctionnement du système bancaire actuel. Mais il ne suffit pas de dénoncer les problèmes, encore faut-il pouvoir y apporter des solutions. Nous proposerons donc une réforme du système monétaire et financier national, dont la nécessité apparaît désormais inévitable.

## **II. Du capitalisme industriel au capitalisme financier**

Nous avons vu (chapitre I, section VII) que les propriétaires fonciers, les commerçants et certains grands paysans qui disposaient d'une épargne importante sont à l'origine du financement du capitalisme industriel. Toutefois, nous devons distinguer trois sortes d'épargnants ayant participé à ce financement : les épargnants qui sont devenus des entrepreneurs industriels, les financiers industriels qui ne jouent pas de véritable rôle dans leurs entreprises et ceux qui ont financé l'industrialisation en plaçant leur épargne. Les premiers étaient à la fois entrepreneurs et propriétaires des moyens de production de leurs entreprises, en totalité ou en partie. Les deuxièmes choisissaient des entrepreneurs capables de créer et de diriger les entreprises dont les capitaux étaient avancés par un grand épargnant ou un groupe d'épargnants. Les troisièmes plaçaient leur épargne en achetant des actions et des obligations, à seule fin d'en tirer des dividendes et des intérêts, afin de faire fructifier leur épargne.

Dans le premier cas, les entrepreneurs étaient en même temps propriétaires des moyens de production de l'entreprise qu'ils dirigeaient. On peut les appeler entrepreneurs industriels. Ces entrepreneurs divisaient le profit de leur entreprise en deux parts. Une part constituait leur revenu, l'autre part, le plus souvent la part la plus importante du profit, leur permettait de financer de nouveaux investissements ; pour ce qui concerne cette deuxième part, la façon dont le profit était employé respectait sa véritable destination, tout en permettant aussi aux entrepreneurs propriétaires d'augmenter leur capital industriel en espérant ainsi réaliser plus de profit.

Dans le deuxième cas, les grands épargnants ou groupes d'épargnants qui finançaient les créations d'entreprises n'étaient pas des entrepreneurs. On peut les appeler financiers industriels. Les entrepreneurs de ces entreprises étaient des salariés. Le profit réalisé par ces entreprises était versé aux épargnants qui en faisaient deux parts, une part pour eux-mêmes, une part qui servait à financer de nouveaux investissements. On constate que ces nouveaux investissements étaient financés indirectement par le profit, après être passés entre les mains des financiers industriels.

Dans le troisième cas, les titulaires des actions et obligations recevaient une part du profit réalisé par les entreprises où ils avaient placé leur épargne. On peut les appeler épargnants financiers. Si le profit ainsi distribué était dépensé sur le marché des produits de consommation, cette façon d'utiliser le profit diminuait proportionnellement le pouvoir d'achat réel des travailleurs.

On constate que dans les trois cas la totalité du revenu que ces trois catégories tirent de leur épargne trouve sa source dans le profit réalisé par les entreprises où ils ont placé leur épargne. Dans le premier cas, le revenu que s'accordent les entrepreneurs industriels, en tant qu'entrepreneurs, est prélevé sur le profit. Dans les deux derniers cas, le "revenu" ainsi obtenu par les épargnants ne résulte pas de leur participation à la réalisation de la production. Il résulte du fait qu'ils sont propriétaires des moyens de production, du fait qu'ils sont épargnants.

Nous devons néanmoins savoir si l'épargne est une nécessité absolue pour financer l'achat des biens d'équipement nécessaires à

la création d'entreprises et pour financer de nouveaux investissements.

En fait, pour pouvoir acheter des biens d'équipement, il faut d'abord les produire. Leur production nécessite de la main-d'œuvre, des produits intermédiaires, des matières premières, etc. L'une des règles du fonctionnement normal de l'économie exige que seule la monnaie émise par le système bancaire monétise la production. En d'autres termes, le respect de cette règle exige que les entrepreneurs utilisent la monnaie émise par les banques uniquement pour rémunérer la main-d'œuvre employée pour produire les biens de consommation, les biens d'équipement, les produits intermédiaires, les matières premières, etc. Il apparaît ainsi qu'il n'est nul besoin d'épargne préalable pour monétiser la production, pour rémunérer les salariés. Toutefois, il est vrai que les entrepreneurs et le système bancaire ne respectaient pas cette règle au début de l'industrialisation et qu'ils ne la respectent toujours pas actuellement. En outre, la production de chaque période fait apparaître le revenu nécessaire et suffisant dont la dépense permet d'écouler la totalité de la production de chaque période considérée. En effet, lorsque l'épargne est nulle, le profit réalisé par les entreprises considérées dans leur ensemble permet de financer l'achat des biens d'équipement produits dans chaque pays considéré. Par conséquent, l'épargne des particuliers n'est pas non plus nécessaire pour financer les investissements. Toutefois, les auteurs de la théorie néoclassique, depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, prétendent que le profit est nul à l'équilibre de leur système. Ils font ainsi croire que l'épargne est indispensable pour financer les investissements nouveaux. En s'appuyant sur cette théorie, les banquiers et financiers ont favorisé le développement de la formation de l'épargne. Ils ont ainsi rendu les entreprises de plus en plus dépendantes du marché financier et cela d'autant plus que l'épargne qui leur est destinée diminue leur profit. Ils ont imposé, de ce fait, le capitalisme financier. Or, nous l'avons vu, c'est lorsque l'épargne destinée aux entreprises est nulle que le profit est maximum. C'est alors que les entreprises considérées dans leur ensemble deviennent indépendantes du marché financier.

Il résulte des développements de cette section que l'économie salariale, dès son avènement, a eu besoin des entrepreneurs, en

revanche l'existence d'épargnants, de financiers, n'a jamais été une nécessité.

### **III. Signification et principal objectif de la financiarisation**

La financiarisation signifie la généralisation du financement des investissements par l'épargne (sous forme d'actions et d'obligations), le financement de la croissance externe des entreprises par le profit et par des emprunts, le développement du financement de l'achat de biens de consommation par des emprunts, etc. Etudions ces différents cas de financiarisation, afin d'en marquer la portée et les limites.

1° La généralisation du financement des investissements par l'épargne peut créer un cercle où tout nouvel investissement paraît être financé par l'épargne. Nous l'avons vu, en dernière analyse, les investissements sont financés par le profit. Or, lorsque le capital de l'ensemble des entreprises est financé par les actions et obligations, leur profit est partagé entre les actionnaires et les titulaires d'obligations, qui peuvent les prêter à nouveau aux entreprises, une partie ou la totalité du profit ainsi partagé étant épargnée pour financer de nouveaux investissements, ce qui augmente encore le montant de leurs actions et de leurs obligations. Ce processus peut ainsi se renouveler indéfiniment. Il n'aura pas échappé aux lecteurs attentifs que, dans ce cas, le financement de ces nouveaux investissements ne trouve pas sa source dans le revenu (épargne) que ces financiers tirent de leur participation à la réalisation de la production, mais dans le profit que les entreprises leur ont distribué. En d'autres termes, ces investissements sont financés directement ou indirectement par le profit. Directement, lorsque les entreprises utilisent leur profit pour financer des investissements. Indirectement, lorsque les entreprises distribuent leur profit qu'elles réempruntent. Dans les deux cas le montant des actions augmente. Rappelons que le profit représente une partie du revenu des travailleurs qui ont participé à la réalisation de la production. Mais lorsque le profit est distribué et consommé, le pouvoir d'achat réel des travailleurs diminue proportionnellement. C'est là l'une des causes des inégalités économiques, donc des inégalités sociales et

de l'apparition de l'injustice sociale au détriment des travailleurs qui sont pourtant la cause de la production. Une économie financiarisée impose la règle arbitraire de la distribution du profit.

2° La financiarisation favorise la réalisation du financement de la croissance externe des entreprises par le profit et par des emprunts. Le financement des investissements par des actions et obligations favorise cette réalisation. En fait, les deux principaux objectifs des titulaires d'actions et d'obligations sont soit de maximiser la rentabilité de leurs placements, soit de réaliser des plus-values, lorsque l'occasion se présente, en vendant leurs actions ou leurs obligations. La réalisation de la croissance externe permet de réaliser ces deux objectifs pour les titulaires d'actions. En effet, les financiers qui souhaitent réaliser une croissance externe sont prêts à acheter à un prix supérieur au prix courant les actions dont ils ont besoin. Cette situation est favorable aux actionnaires à la recherche de plus-values, qui vendent leurs actions. Mais cette possibilité offerte pour réaliser la croissance externe favorise aussi l'apparition de monopoles ou de quasi-monopoles permettant aux entreprises concernées de fixer le prix de leurs produits afin de réaliser des taux de profit qui dépassent le taux de profit moyen dans chaque pays considéré. Cette situation permet d'atteindre l'objectif des actionnaires souhaitant maximiser le rendement de leurs placements. Or, si cette situation est favorable aux actionnaires de ces entreprises, en revanche, elle est défavorable aux consommateurs qui vivent du revenu de leur travail, cela du fait que le prix des produits de ces entreprises augmente. En outre, dans la majorité des cas, la croissance externe engendre des suppressions d'emplois, ce qui aggrave la situation de l'emploi et détériore la situation des travailleurs dans chaque pays concerné. La croissance externe est encouragée et favorisée par les banques d'affaires qui sont davantage préoccupées par leur profit et le revenu des financiers que par le pouvoir d'achat réel des travailleurs et par la situation de l'emploi dans leur pays.

Or, lorsque les entreprises utilisent le profit pour financer, en partie ou en totalité, la croissance externe, elles le détournent de sa véritable destination qui est de financer les investissements additionnels. En outre, les tentatives de réalisation de la croissance externe favorisent et alimentent la spéculation. Cela essentiellement pour trois raisons liées. Premièrement, du fait que

les financiers des entreprises qui souhaitent réaliser une croissance externe se présentent sur le marché pour acheter les actions des entreprises concurrentes. Deuxièmement, du fait que les spéculateurs qui sont à la recherche de plus-values immédiates spéculent sur ces mêmes actions recherchées par les financiers qui tentent de réaliser une croissance externe. Enfin, troisièmement, du fait que les vendeurs de ces actions tentent de placer les liquidités ainsi obtenues en devenant acheteurs d'autres actions ou obligations sur le marché financier.

Dans ce deuxième point, nous venons d'étudier les cas où la croissance externe est financée par le profit et l'épargne des particuliers. Mais nous ne passerons pas sous silence le financement monétaire de la croissance externe et ses conséquences néfastes. Dans le troisième point nous évoquerons donc les conséquences néfastes des cas où la monnaie finance des achats quels qu'ils soient.

3° Le développement du financement de l'achat de biens de consommation par des emprunts a été favorisé non seulement par la propagande des financiers, mais aussi par l'agissement des banquiers. En effet, étant donné que le fonctionnement actuel du système bancaire confond monnaie et revenu monétaire, les achats de biens de consommation par des emprunts, les achats nets, peuvent être financés aussi bien par l'épargne des particuliers que par la monnaie émise par le système bancaire. Rappelons que l'une des règles du fonctionnement normal de l'économie impose que le montant des achats nets des consommateurs soit limité par le montant de l'épargne des particuliers destinée aux ménages acheteurs nets. Mais lorsque cette règle n'est pas respectée, le financement des achats nets n'a pas de limite en soi. Et cette règle n'est pas respectée lorsque c'est la monnaie qui finance les achats nets. Le financement des achats nets par la monnaie est favorable à la fois aux banques et aux entreprises et donc aux actionnaires, mais il n'est pas favorable au fonctionnement normal de l'économie, ni aux consommateurs considérés dans leur ensemble. Il est favorable aux banques quand elles prêtent la monnaie. Dans ce cas, elles n'ont ni les frais de collecte d'épargne, ni les frais d'intérêt à payer aux épargnants. Il est favorable aux entreprises car le financement monétaire des achats nets constitue l'une des causes de l'apparition du profit inflationniste. Il est favorable aux

actionnaires du fait que le montant de profit à distribuer augmente, ce qui favorise encore la financiarisation. En revanche, il n'est pas favorable au fonctionnement normal de l'économie, car le financement monétaire des achats nets peut constituer une cause de crise financière ou une cause de dysfonctionnement de l'économie dont l'une des manifestations est l'aggravation de la situation de l'emploi. Il n'est pas favorable aux consommateurs considérés dans leur ensemble car leur pouvoir d'achat réel diminue du fait de la dépense du profit inflationniste sur le marché des biens de consommation. En effet, la dépense du profit inflationniste engendre des profits inflationnistes.

Ces conséquences néfastes du financement monétaire des achats nets sont dues, entre autres, au fait que les banques ne respectent pas actuellement la règle du financement des achats nets. En effet, cette règle exige que les achats nets soient financés par l'épargne, et non par la monnaie. Le fonctionnement du système bancaire actuel ne distingue pas la monnaie du revenu monétaire.

#### **IV. Les conditions et mesures qui ont favorisé la financiarisation**

Les principaux éléments qui se trouvent être à l'origine des mesures prises en faveur de l'épargne sont les suivants. Premièrement, les théories classique et keynésienne ne sont pas parvenues à expliquer la réalisation du profit dans le cadre de l'équilibre monétaire. Ces théories, en particulier celle de Keynes, établissent une relation d'égalité entre l'épargne et l'investissement additionnel. Deuxièmement, le système d'analyse de la théorie néoclassique, théorie dominante actuelle, n'est pas compatible avec l'existence du profit à l'équilibre de ce système. Par conséquent, les auteurs de ce courant de pensée sont obligés de croire et de faire croire que l'épargne constitue la source du financement de nouveaux investissements. Troisièmement, toutes les théories économiques sont d'accord pour dire qu'une économie d'évolution a besoin de réaliser des investissements additionnels. Ainsi, selon le premier et le deuxième, une telle économie a donc besoin de l'épargne. Quatrièmement, pour une technologie donnée,

l'amélioration de la situation de l'emploi passe par la réalisation de nouveaux investissements qui, toujours selon les auteurs de ces courants de pensée, nécessitent plus d'épargne.

Les classiques et Keynes admettent l'existence du profit mais ils ne parviennent pas à expliquer la réalisation du profit dans l'équilibre monétaire, ce qui représente une insuffisance de leur analyse et non une faute. En revanche, les néoclassiques n'admettent pas l'existence du profit, car il est incompatible avec l'équilibre de leur système. Les néoclassiques commettent une faute grave. Le profit est une réalité et une nécessité dans une économie d'évolution. En fait, l'épargne prêtée aux entreprises doit être considérée comme un profit avancé puisqu'elle est susceptible d'être remboursée. En outre, les pertes et profits sont des indicateurs pour les entrepreneurs, ils leur permettent de savoir quelles sont les entreprises ou quels sont les secteurs où ils doivent ou ne doivent pas réaliser des investissements additionnels.

En tout cas les quatre éléments que nous venons d'évoquer ont permis aux banquiers, aux organismes financiers, aux assurances, etc. d'agir sur plusieurs plans afin de favoriser l'épargne. Ils ont fait intervenir leurs lobbies auprès des responsables politico-économiques pour qu'ils prennent des mesures en faveur de l'épargne afin de favoriser et de faciliter l'augmentation des investissements additionnels. Ils ont favorisé le développement du financement, total ou partiel selon les pays, de la retraite par capitalisation, en faisant croire que, par exemple, du fait de l'évolution démographique entre les actifs et les retraités, le financement de la retraite par répartition poserait des problèmes, car cette sorte de financement pourrait se révéler insuffisant. Ils ont proposé toutes sortes de produits financiers afin d'attirer les épargnants.

Prenons deux exemples qui permettent de constater l'influence des financiers sur les dirigeants politico-économiques amenés ainsi à favoriser l'épargne et la financiarisation.

#### **IV.1. Les arguments avancés en faveur du financement de la retraite par capitalisation sont fallacieux**

La dignité des retraités dépend en grande partie de leur indépendance financière. Cette indépendance est subordonnée au montant de leur retraite, qui leur permet ou ne leur permet pas de faire face aux dépenses alimentaires, logement, maladie, dépendance, etc. Par conséquent, chacun doit savoir et les gouvernants surtout doivent savoir comment financer les retraites afin que chaque retraité perçoive une juste proportion du revenu de sa période active et afin que soient écartés les risques pour l'avenir sur le pouvoir d'achat réel des retraités.

Étudions la portée et les limites des avantages, vantés par les banquiers et financiers, et repris par certains gouvernants, de l'application de la proposition du financement de la retraite par capitalisation. Les principaux avantages vantés par les partisans de cette proposition sont les suivants : (i) L'épargne constituée pour financer la retraite par capitalisation favorise la croissance économique, du fait qu'elle constitue une source additionnelle de financement des investissements nouveaux. (ii) La croissance ainsi réalisée permet de mieux assurer le financement de la retraite. (iii) Cette façon de financer la retraite écarte le problème posé par le financement de la retraite par répartition, problème dû à l'évolution démographique entre les actifs et les retraités. Nous avons choisi l'exemple du financement de la retraite par capitalisation, car dans ce cas, l'épargne constituée par chaque individu n'est pas volontaire, elle est obligatoire s'il veut avoir un revenu au moment de sa retraite.

1° *Est-il vrai que l'épargne constituée pour financer la retraite par capitalisation, d'une façon générale l'épargne, favorise la croissance économique ?* Nous avons vu que les néoclassiques sont obligés de considérer l'épargne comme la source du financement des investissements nouveaux, car l'existence du profit n'est pas compatible avec l'équilibre de leur système d'analyse. Or, nous avons établi les résultats suivants, qui contredisent cette affirmation : (i) le profit est une nécessité absolue dans une économie de croissance ; (ii) c'est le taux de profit qui guide les entrepreneurs et leur indique dans quelles entreprises ou dans quels

secteurs il faut ou il ne faut pas effectuer des investissements ; (iii) le profit est maximum lorsque l'épargne est nulle ; (iv) le montant du profit maximum (lorsque l'épargne est nulle) est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des biens d'équipement produits dans chaque pays considéré ; (v) lorsque le profit est maximum, les entreprises considérées dans leur ensemble deviennent indépendantes du marché financier ; (vi) l'épargne diminue le profit des entreprises et les rend dépendantes du marché financier. Ces six points rendent caduques les arguments en faveur de l'épargne.

2° *La croissance réalisée grâce aux investissements financés par l'épargne des futurs retraités permet-elle de mieux assurer le financement de la retraite ?* On pourrait admettre qu'il est plus aisé de financer la retraite durant les périodes de croissance. Mais on ne peut pas admettre que plus d'épargne favorise la croissance, cela pour plusieurs raisons. (i) Toutes les remarques que nous avons évoquées dans le paragraphe précédent vont à l'encontre de cette affirmation. (ii) Il n'est pas vrai que l'augmentation de l'épargne permette d'investir plus. En fait, la quantité de biens d'équipement que les entreprises peuvent acheter dans un pays est limitée par la production de ces mêmes biens réalisés dans le pays considéré. En outre, dès que ces biens sont produits, apparaît en contrepartie un revenu dont la dépense permet de les écouler. Ces biens peuvent être financés par le profit si l'épargne est nulle, ce qui signifie, d'une part que l'épargne n'est pas une nécessité, d'autre part que l'augmentation de l'épargne ne permet pas d'investir plus, puisque, pour chaque période, la quantité de biens d'équipement est limitée par leur production dans la période considérée. Enfin, non seulement il est possible que l'augmentation de l'épargne annule le profit et par conséquent le revenu des retraités, mais aussi qu'elle mette en grande difficulté des entreprises qui seront dans l'incapacité d'honorer leurs dettes, en outre, il est possible que l'augmentation de l'épargne, favorisée pour financer la retraite par capitalisation, devienne une cause d'insuffisance de la demande globale. Dans ce cas, l'épargne alimentera la spéculation, dont nous étudierons les conséquences néfastes.

3° *Le fait de financer la retraite par capitalisation écarte-il le problème posé par le financement de la retraite par répartition ?* Nous l'avons vu, l'un des principaux arguments avancés pour

défendre le financement de la retraite par capitalisation est fondé sur le problème de l'évolution démographique entre les actifs et les retraités. Les partisans de la retraite par capitalisation disent que lorsque l'on a instauré le financement de la retraite par répartition il y avait quatre cotisants (actifs qui avaient un emploi) pour un retraité, alors que bientôt il n'y aura qu'un actif pour un retraité. Ce constat a engendré deux sortes de propositions dont l'objectif apparent est de sauver les retraites. La première proposition émane des défenseurs les plus farouches du financement de la retraite par capitalisation. Ils disent que le financement de la retraite par répartition doit disparaître pour être remplacé par le financement par capitalisation. Ils justifient leur proposition, d'une part, par le problème posé du fait de l'évolution démographique, d'autre part, par le fait que les cotisations de la retraite payées par les entreprises leur coûtent cher et les handicapent. La deuxième proposition émane de défenseurs moins farouches mais aussi déterminés, ils proposent de compléter le financement de la retraite par répartition avec un financement par capitalisation.

Nous devons savoir si les arguments avancés en faveur du financement de la retraite par capitalisation pour écarter le problème posé par la proportionnalité entre actifs et retraités reposent sur des fondements rationnels. Nous devons savoir si les auteurs de ces arguments n'ont pas plutôt un objectif partisan à atteindre. Si nous parvenons à démontrer que leurs arguments n'ont pas de fondements rationnels (cf.4°), nous pourrons en tirer la conclusion suivante : les partisans du financement de la retraite par capitalisation ne s'intéressent pas véritablement au problème du financement de la retraite, leur véritable objectif est de défendre les intérêts d'une catégorie au détriment de l'intérêt général.

4° *Est-il vrai que le financement de la retraite par capitalisation permet de mieux résoudre le problème posé par l'évolution démographique ?* Le financement de la retraite par capitalisation signifie que chaque individu, durant la période où il est actif, épargne, selon ses possibilités (selon son revenu), et place cette épargne sur le marché financier. A l'heure de sa retraite, le montant de sa pension représente une partie ou la totalité du rendement (intérêts, dividendes, etc.) de ses placements ainsi effectués. Nous devons savoir quelle est la véritable source dans laquelle est puisée le financement de la retraite par capitalisation.

Autrement dit, nous devons savoir quelle est la véritable source dans laquelle sont puisés les intérêts, les dividendes, etc. qui constituent le revenu de ces retraités. Pour simplifier, et comme le prétendent les partisans du financement de la retraite par capitalisation, nous supposons que l'épargne ainsi constituée est prêtée aux entreprises. Le problème est alors de savoir quelle est la source dans laquelle puisent les entreprises pour payer des intérêts, des dividendes, etc. En fait, c'est le profit des entreprises qui constitue cette source. Mais le profit représente une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises, ce qui signifie, en réalité, que le revenu, formé à la production dans l'acte du versement des salaires, constitue la véritable source du financement de la retraite par capitalisation. Par conséquent, le revenu formé à la production dans l'acte du versement des salaires (le revenu national) constitue la source du financement de toutes sortes de retraites. On ne voit donc pas comment le financement de la retraite par capitalisation serait à même de mieux résoudre le problème de l'évolution démographique, problème soulevé par les partisans de cette sorte de financement de la retraite. En fait, le financement des retraites par capitalisation ne résout rien, en revanche, l'application de cette sorte de financement constitue la principale cause d'inégalité entre les retraités et elle est l'une des causes des inégalités économiques et donc des inégalités sociales, cela essentiellement pour deux raisons. D'une part, certains pourront épargner beaucoup, d'autres pas suffisamment et d'autres pas du tout, ce qui signifie que les premiers pourront avoir une retraite confortable, les deuxièmes une retraite insuffisante et les troisièmes pas de retraite du tout. D'autre part, l'application de la proposition de cette sorte de financement de la retraite permet de légitimer une fois encore le fait qu'être épargnant donne droit à une partie du produit.

Néanmoins, nous devons savoir si la principale justification avancée en faveur du financement de la retraite par capitalisation a des fondements rationnels. Les partisans de ce type de financement disent que l'épargne constituée par les futurs retraités augmente l'épargne globale, ce qui permet aux entreprises d'augmenter leurs investissements et, par conséquent, d'augmenter la production. Or, cette justification n'a aucun fondement rationnel, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, même si l'on accepte le fait que,

au départ, l'augmentation de l'épargne permet d'augmenter les investissements et donc la production, par la suite, les entreprises doivent consacrer une partie ou la totalité de leur profit au paiement des dividendes et intérêts qui constituent le revenu des retraités. Mais le paiement des dividendes et intérêts diminue proportionnellement les possibilités de financement direct des entreprises en les rendant partiellement ou totalement dépendantes des marchés financiers. Toutefois, on ne voit pas pourquoi les entreprises seraient tentées de distribuer leur profit pour devenir emprunteuses sur les marchés financiers. Deuxièmement, il n'est pas certain que les entreprises aient besoin de la totalité de l'épargne constituée par les futurs retraités. En effet, pour chaque période, la quantité de biens d'équipement offerte sur le marché est limitée par leur production. En d'autres termes, le montant de l'épargne peut dépasser le besoin de financement des entreprises. Une telle situation marquerait une première limite au financement de la retraite par capitalisation. Troisièmement, il n'est pas certain que le profit des entreprises soit suffisant pour assurer à la plupart des retraités (les petits et moyens épargnants) un revenu susceptible de satisfaire leurs besoins économiques, de santé, etc. et qui leur permettrait de vivre dignement. Une telle situation marquerait une deuxième limite du financement de la retraite par capitalisation. Quatrièmement, pour simplifier, supposons que l'épargne des futurs retraités finance l'achat d'actions. Les actions deviennent une source de revenu perpétuel pour leurs propriétaires, dans un premier temps pour les retraités, ensuite pour leurs héritiers. Cette situation constitue une autre cause d'aggravation des inégalités économiques et sociales. Enfin, cinquièmement, le profit est maximum lorsque l'épargne est nulle. Le montant du profit maximum est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des biens d'équipement réalisés dans un pays donné et dans chaque période. Par conséquent, s'il est vrai que l'épargne des futurs retraités rend les entreprises dépendantes du marché financier, en revanche, il n'est pas vrai qu'elle permet d'augmenter les investissements. Il apparaît clairement que la principale justification avancée en faveur du financement de la retraite par capitalisation n'a aucun fondement rationnel. C'est une justification mensongère dont l'objectif est de défendre les intérêts des

financiers et de quelques catégories extrêmement minoritaires aux dépens de l'intérêt général.

Il est évident que ceux qui pensent qu'il est possible de résoudre par capitalisation, totale ou partielle, le problème de l'évolution démographique entre les actifs et les retraités sont soit ignorants, soit partisans, soit les deux à la fois.

5° *Est-il vrai que les cotisations de retraite payées par les entreprises leur coûtent cher et les handicapent ?* Les cotisations, dont celle de la retraite, payées par les entreprises entrent dans leur coût salarial. Autrement dit, ces cotisations en général représentent une partie des salaires des travailleurs. Les entreprises, au lieu de verser directement le montant de ces cotisations sur le compte de leurs salariés, le versent sur le compte des caisses de protection sociale, dont celle des retraites. En outre, dans un pays où la protection sociale existe, toutes les entreprises sont obligées de verser les cotisations sur le compte des caisses concernées. Enfin, les rémunérations des travailleurs, directes et indirectes (toutes sortes de cotisations), représentent la valeur monétaire des produits qu'ils réalisent, ce qui signifie que les rémunérations des travailleurs, quel qu'en soit le montant, payées par les entreprises, sont récupérées par les entreprises considérées dans leur ensemble au moment de la vente de leurs produits. Il apparaît donc clairement que l'affirmation selon laquelle les cotisations de retraite payées par les entreprises leur coûtent cher et les handicapent n'a aucun fondement rationnel.

Il faut connaître aussi les risques inhérents au financement de la retraite par capitalisation et leurs conséquences néfastes sur le niveau de revenu des retraités qui optent pour cette façon de financer leur retraite. Les placements de ces retraités peuvent subir l'un ou plusieurs des risques que nous allons évoquer.

Les placements à taux d'intérêt fixe (par exemple, placements en obligations) font perdre aux retraités une partie de leur pouvoir d'achat réel tous les ans proportionnellement au taux de l'inflation. Un exemple : supposons qu'un individu, durant toute la période où il était actif, ait constitué un placement d'un montant de 1000 000 UM (unités de monnaie). Supposons que le taux d'intérêt de ce placement soit de 9%. Son placement lui rapporte donc 90 000 UM par an. Supposons que la première année où il prend sa

retraite, en dépensant son revenu, il puisse acheter 9000 UP pour 90 000 UM (UP = unités de produit). Supposons que le taux moyen d'inflation sur 10 ans soit de 7,5%. Après 10 ans, bien qu'il perçoive toujours le même montant de retraite, son pouvoir d'achat réel sera divisé par deux, soit : 90 000 UM = 4500 UP. De ce fait, il pourrait se trouver dans une situation précaire, et n'être plus à même d'assumer ses besoins alimentaires, loyer, soins médicaux, etc.

Les placements en actions font prendre de multiples risques aux retraités. L'un de ces risques est celui de la diminution du pouvoir d'achat réel due à l'inflation, comme nous venons de voir. Un deuxième risque, positif ou négatif, concerne les variations de rendement des actions du fait des variations des taux de profit des entreprises où ces placements sont réalisés, et du fait de la part variable du profit que les entreprises accordent chaque année aux actionnaires. La baisse des taux de profit et la diminution de la part du profit accordée chaque année aux actionnaires diminuent le revenu monétaire de ces retraités. Le risque le plus important est celui de la disparition possible des entreprises où les retraités ont placé leur épargne, disparition qui les laisserait sans ressources.

Un autre risque important est celui des placements spéculatifs. En effet, pour les retraités dont les placements sont utilisés dans la spéculation, une bonne partie du rendement des placements dépend des résultats de la spéculation. Supposons que les placements des retraités, actuels ou à venir, soient utilisés pour acheter des actions dans la phase ascendante, finale ou presque finale, de la Bourse. Ces actions sont alors achetées au prix fort. Supposons que ces actions soient revendues dans la phase descendante de la Bourse, ou pire encore, dans une phase de crise financière. Cela ferait perdre aux actionnaires une partie, plus ou moins importante, du montant de leur placement initial.

Cette rapide étude du financement de la retraite par capitalisation permet de dire que les financiers partisans de cette sorte de financement ne s'intéressent pas véritablement au sort de l'immense majorité des retraités. Ils s'intéressent, en réalité, à leur propre revenu. En effet, ils prélèvent un pourcentage sur le montant

de chaque placement effectué : plus le montant des placements augmente, plus ils gagnent et donc plus leur revenu augmente.

Le financement de la retraite par capitalisation est inégalitaire, injuste, individualiste et risqué. Il est inégalitaire, nous l'avons vu, du fait que certains pourront épargner beaucoup, d'autres pas suffisamment et d'autres pas du tout. Sont ainsi exclus d'emblée tous ceux qui n'ont pas la possibilité de réaliser une épargne. Il est injuste, car il fait croire qu'être épargnant donne droit à une partie du produit. Outre les retraités qui vivent du revenu de leur capitalisation, tous ceux qui placent leur argent font de l'argent avec de l'argent. Or, ce n'est pas l'argent, mais la production qui est la source du revenu. Il est individualiste, car chaque retraité touche une retraite plus ou moins importante ou n'en touche pas du tout, selon qu'il peut épargner beaucoup, pas suffisamment ou pas du tout. Il est risqué, car les retraités peuvent perdre une partie de leur pouvoir d'achat réel et une partie ou la totalité de leurs placements financiers.

A l'inverse, le financement de la retraite par répartition est un financement solidaire, équitable et sans risque. Il est solidaire car, à chaque période, les cotisations des actifs financent directement la pension des retraités de la période considérée. C'est cela la solidarité entre les générations, entre les actifs et les retraités. Il est équitable, car chaque retraité reçoit une pension proportionnelle à son revenu et à la durée de cotisation de sa période active. Il est sans risque, car les cotisations de retraite versées par les actifs d'aujourd'hui sont utilisées pour verser les pensions des retraites d'aujourd'hui. Il n'y a donc pas le risque inhérent au système de financement de la retraite par répartition. Les risques sont politiques, idéologiques donc partisans et affairistes, ces trois causes de risques pouvant être liées.

Le principal risque vient des gouvernants qui sont, consciemment ou inconsciemment, sous l'influence des idéologues et des affairistes financiers. Les idéologues défendent une catégorie, celle des propriétaires des moyens de production. Pour légitimer le revenu de cette catégorie ils font croire, d'une part que le capital représente l'un des facteurs de production, qu'il doit donc à ce titre être rémunéré, d'autre part que l'épargne est une nécessité

pour financer les investissements additionnels. Les affairistes financiers défendent leur propre intérêt, car leur revenu évolue proportionnellement aux placements effectués, comme nous l'avons vu. Un autre risque vient des gouvernants qui n'ont pas le courage de prendre les bonnes décisions, ouvrant ainsi la voie à l'application des propositions des idéologues, propositions partisans, ce qui permet aussi aux affairistes financiers d'atteindre leur principal objectif.

En fait, dès lors que l'on admet le principe de la retraite et que l'on admet que les retraités doivent vivre dignement et de façon indépendante, on doit prendre les mesures nécessaires aptes à faire face aux problèmes qui risquent de mettre en cause la dignité et l'indépendance des retraités. Non seulement l'application de la proposition du financement, total ou partiel, de la retraite par capitalisation ne permet pas de faire face à ces problèmes, mais elle est à l'origine de plusieurs autres problèmes. Nous l'avons vu, le financement de la retraite par capitalisation est inégalitaire, injuste, individualiste et risqué, alors que le financement de la retraite par répartition est un financement solidaire, équitable et sans risque.

Prenons l'exemple du problème posé par l'évolution démographique entre les actifs et les retraités. Dès lors que l'on accepte le principe de la solidarité entre les générations, on doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement de la retraite par répartition, afin de préserver la dignité et l'indépendance des retraités. En fait, tout le monde sait que les actifs d'aujourd'hui seront les retraités de demain, par conséquent, les mesures prises en faveur des retraités d'aujourd'hui serviront les retraités de demain. La principale mesure à prendre, et qui s'impose, est celle de l'augmentation des cotisations de retraite versées par les entreprises et les actifs. Les actifs doivent savoir que le pouvoir d'achat réel en France s'est multiplié par plus de six depuis que l'on a instauré, après la seconde guerre mondiale, la retraite par répartition. Il est vrai que l'application de cette mesure augmente le coût nominal salarial des entreprises. Certains pourront donc dire que l'augmentation des coûts salariaux pénalise les entreprises qui exportent et favorise les importations. Or, ces conséquences sont dues au fait qu'actuellement les taux de change ne sont pas établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Ce problème sera étudié dans le chapitre suivant. Une autre mesure

urgente à prendre serait d'établir un plafond de retraite afin d'écartier, par exemple, les retraites indécentes de certains dirigeants de grandes entreprises.

Pour faire face au problème de l'évolution démographique entre les actifs et les retraités, certains responsables socialistes, voire un gouvernement socialiste, en France, ont proposé la mesure suivante : constituer une cagnotte (épargne) qui sera placée sur le marché financier. Les intérêts du montant ainsi placé seraient utilisés pour faire face au déficit du financement de la retraite par répartition. Or, cette mesure n'est pas une véritable solution au problème de l'évolution démographique, elle a pour objectif de l'esquiver pour un temps. En outre, l'application de cette mesure va à l'encontre du principe du financement de la retraite par répartition. En effet, elle fait appel au marché financier pour faire face au déficit du financement de la retraite par répartition, ce qui est cocasse de la part de prétendus défenseurs de la retraite par répartition. En outre, en agissant de la sorte, ils légitiment le fait que l'on puisse gagner de l'argent avec de l'argent. Enfin, ils font croire, consciemment ou inconsciemment si ce n'est sous l'influence des financiers, que le financement par capitalisation pourrait résoudre ce problème.

En fait, les socialistes qui se veulent pragmatiques déclarent accepter l'économie de marché qu'ils assimilent à l'économie capitaliste. Mais en réalité ils se rallient à l'économie capitaliste. Ils les confondent, consciemment, inconsciemment ou par ignorance. L'économie de marché est une économie où les prix sont fixés sur le marché, en ce sens, l'économie française était et est une économie de marché. Une économie à planification centralisée où les prix sont fixés par le plan n'est pas une économie de marché. L'économie de marché n'est pas synonyme d'économie capitaliste. L'économie capitaliste est une économie où l'on peut gagner de l'argent avec de l'argent. Les capitalistes considèrent le capital comme un facteur de production ou comme l'une des causes de la production, alors que les socialistes qui s'inspirent des théories des classiques et de Keynes considèrent que le travail seul est la cause de la production. Ils devraient donc savoir qu'on ne peut pas assimiler l'économie de marché à l'économie capitaliste.

## IV.2. La financiarisation de la recherche universitaire

Le gouvernement français a présenté, en 2009, un projet de financement de la recherche universitaire par capitalisation. Il a alloué un certain montant aux universités afin qu'elles le placent sur le marché financier. Chaque année, elles utiliseront le résultat de ce placement pour financer la recherche, ce qui n'est rien d'autre qu'une sorte de financiarisation de la recherche universitaire. Les universités, pour augmenter le financement de leurs recherches, doivent vendre les résultats de leurs recherches (brevets) et elles sont censées encaisser des royalties. Ce projet du gouvernement français pose deux ensembles de problèmes : la financiarisation du financement de la recherche et la marchandisation des résultats de la recherche.

*Les conséquences de la financiarisation du financement de la recherche :* 1° Du point de vue du gouvernement français cette décision constitue un signe d'encouragement. Or, en réalité elle pérennise la financiarisation de l'économie et donc de la recherche. 2° Ces fonds sont susceptibles d'alimenter la spéculation et ses conséquences néfastes car, dans ce cas, les intérêts de ces placements sont payés par les gains spéculatifs. 3° Si les intérêts des placements sont payés par le profit des entreprises, cela diminue les possibilités propres des entreprises de financer leurs investissements et les rend donc dépendantes des marchés financiers, au moins pour le montant des intérêts ainsi payés.

*Les conséquences de la marchandisation des résultats de la recherche :* 1° La vente de brevets ne doit pas être acceptée. La marchandisation des résultats de la recherche, surtout par les universités, va à l'encontre de l'idée de l'universalité du savoir et de ses résultats qui doivent être mis à la disposition de tous et au-delà des frontières. 2° La marchandisation des résultats de la recherche crée une discrimination entre les différents pays, entreprises et individus, entre ceux qui peuvent financer cet achat et ceux qui ne le peuvent pas, entre ceux qui obtiennent le droit d'en bénéficier et ceux qui ne peuvent pas l'obtenir. Il en est ainsi, par exemple, des médicaments, des techniques de production permettant de diminuer la consommation d'énergie, des matières premières, de la pollution, etc. 3° L'achat exclusif de brevets est susceptible de créer des

situations de monopole. 4° Ceux qui ont proposé le financement de la recherche par la vente des brevets passent sous silence ou méconnaissent l'importance de la recherche fondamentale, sans laquelle il n'y aurait pas de brevets d'utilisation.

Ce projet de financiarisation de la recherche universitaire présenté par le gouvernement permet de constater, d'une part l'influence des financiers, d'autre part le peu d'estime qu'ont les dirigeants envers l'idée d'universalité du savoir et de ses résultats. La marchandisation du savoir et de ses résultats est le corollaire de la financiarisation dans un système politique dominé par les idées mercantiles. Ce sont de tels systèmes qui abandonnent et bafouent l'idée d'universalité du savoir et de ses résultats.

## **V. Les conséquences sociales de la financiarisation**

Nous avons vu, d'une part, que l'épargne n'est pas une nécessité absolue pour financer les investissements additionnels, d'autre part, que l'épargne prêtée aux entreprises diminue proportionnellement le profit des entreprises et, de ce fait, les rend dépendantes des marchés financiers, enfin, que l'épargne constitue la principale cause de la financiarisation. L'objectif de cette section est donc d'établir une synthèse des conséquences sociales de la financiarisation.

La financiarisation constitue la forme de ruse la plus avancée actuellement, ruse qui permet à certaines catégories de gagner de l'argent sans participer à la réalisation de la production, c'est-à-dire d'empocher des gains illégitimes, mais légitimés par les systèmes politico-économiques.

Elle favorise la spéculation qui constitue une sorte de loterie où apparaissent des gagnants et des perdants. Les gagnants sont des individus malins ou chanceux, ce sont aussi ceux qui ont confié leurs placements à des professionnels qui les font gagner, soit du fait qu'ils sont avertis, soit par la chance. Les perdants sont des individus non malins ou malchanceux, ce sont aussi ceux qui ont confié leurs placements à des professionnels qui les font perdre, soit du fait qu'ils sont non avertis, soit du fait qu'ils jouent sans scrupule avec l'argent des autres, soit par malchance. Au jeu de la

spéculation financière, comme à la loterie, pour qu'il y ait des gagnants, il faut qu'il y ait des perdants.

La financiarisation et son corollaire, l'appât du gain, amènent certains entrepreneurs, qui sont à la recherche de plus-values immédiates, à détourner le profit de sa véritable destination, qui est de financer les investissements, et à l'utiliser dans le but de spéculer sur les marchés financiers avec les risques encourus concernant l'avenir de l'entreprise et de ses travailleurs.

La financiarisation fait augmenter le risque d'apparition de monopoles ou de quasi-monopoles avec leurs conséquences néfastes sur l'emploi, sur les prix et donc sur le pouvoir d'achat réel des travailleurs.

La spéculation est inhérente à toute économie financiarisée. En fait, la financiarisation favorise le jeu de la loterie spéculative et la possibilité de constituer des monopoles ou quasi-monopoles. Aussi les sommes consacrées à la spéculation sont-elles détournées du marché des produits de consommation et du marché des produits d'investissement durant toute la période où elles sont consacrées à cet effet. Cette situation constitue une cause d'insuffisance de la demande globale, une cause de faillite pour certaines entreprises et donc une cause d'aggravation de la situation de l'emploi.

Les crises financières sont inhérentes à toute économie financiarisée. En effet, elles sont une conséquence de la spéculation. Les crises financières créent une situation d'incertitude qui entrave le fonctionnement de l'économie. Mais ce genre de situation permet à certains de profiter de l'occasion pour réaliser leurs objectifs. Il en est ainsi, par exemple, de ceux qui veulent constituer des monopoles ou quasi-monopoles, licencier des travailleurs sans être obligés de justifier les motifs des licenciements, délocaliser leurs entreprises ou leur production, etc.

La financiarisation est une conséquence de l'application des règles arbitraires qui régissent actuellement le fonctionnement de l'économie. Nous l'avons vu, de telles règles sont soit imposées, soit déduites de théories économiques qui n'ont pas de fondement rationnel. La théorie actuellement dominante suppose qu'il existe plusieurs facteurs de production, dont le capital. Cette hypothèse (le capital vu comme un facteur de production) impose la règle arbitraire selon laquelle il faut rémunérer le capital. Elle établit une fausse analogie entre économie artisanale et économie salariale.

Cette analogie écarte toute possibilité pour la théorie néoclassique d'expliquer le profit. Voilà donc comment cette théorie est amenée à fonder sur l'épargne la source du financement des investissements et comment l'on est amené ainsi à croire et à faire croire que le capital ne peut appartenir qu'aux épargnants qu'il faut donc récompenser par le "revenu" du capital, qui est considéré comme un facteur. C'est ainsi que la théorie dominante fait croire que l'épargne est indispensable dans une économie de croissance. Toutes ces tentatives ont pour objectif d'établir la primauté du capital sur le travail, alors que seul le travail est la cause de la production. Dans une économie où l'on considère le capital comme un facteur de production et l'épargne comme la source du financement du capital, on ouvre la voie à la financiarisation. Or, la financiarisation est l'une des principales causes de l'apparition et de l'aggravation des inégalités économiques et sociales.

## **VI. L'épargne destinée aux entreprises et l'épargne destinée aux ménages**

Dans une économie libre, les ménages ont besoin d'épargner pour faire face, d'une part aux dépenses imprévues ou programmées de la vie courante (achat de maison, de voiture, etc.), d'autre part aux dépenses liées à l'incertitude de l'avenir (chômage, retraite, etc.). Toutefois, nous devons distinguer deux sortes d'emplois de l'épargne : l'épargne des ménages destinée aux ménages et l'épargne des ménages destinée aux entreprises. Si la première sorte d'épargne est nécessaire, la seconde ne l'est pas.

La première sorte d'épargne est nécessaire, cela essentiellement pour deux raisons. D'une part, dans une période donnée, elle permet à certains ménages de faire face aux dépenses imprévues qui dépassent leur revenu de la période et à d'autres ménages de réaliser immédiatement leurs projets d'achat de maison, de voiture, de biens d'équipement ménager, etc. Dans ce cas, les dépenses excédentaires de certains ménages sont financées par l'épargne d'autres ménages. Le respect de l'une des règles du fonctionnement normal de l'économie exige que le montant des dépenses excédentaires de certains ménages, dans une période donnée, soit

limité par le montant de l'épargne d'autres ménages, dans la même période. D'autre part, cette épargne permet à certains ménages, sur une ou plusieurs périodes, de financer en partie ou en totalité leurs projets d'avenir. Ces projets seront financés totalement dans le cas où le montant de remboursement de leurs prêts est égal au montant nécessaire pour réaliser leurs projets. Ces projets seront financés partiellement dans le cas où le montant de remboursement n'est pas suffisant. Si les ménages souhaitent réaliser leurs projets totalement, ils doivent emprunter le complément à de nouveaux épargnants. Précisons que, dans ce cas, il n'est nul besoin du marché financier. Le système bancaire peut parfaitement jouer le rôle d'intermédiaire entre épargnants et emprunteurs. L'épargne des ménages prêtée aux autres ménages n'a d'effet ni sur la demande globale, ni sur le niveau de profit des entreprises. En effet, le montant d'épargne qui n'est pas dépensé par les uns sera dépensé par les autres.

La deuxième sorte d'épargne n'est pas nécessaire économiquement car, comme nous l'avons vu, le profit est maximum lorsque l'épargne destinée aux entreprises est nulle. Dans ce cas, le montant du profit est un montant nécessaire et suffisant pour financer l'achat des produits d'équipement réalisés dans un pays donné pour chaque période donnée. En fait, lorsque l'épargne est nulle, les entreprises considérées dans leur ensemble sont indépendantes du marché financier. Par conséquent, toute incitation en faveur de l'épargne destinée aux entreprises aura pour effet de les rendre dépendantes du marché financier.

Ce n'est pas véritablement le niveau du taux d'intérêt qui motive les ménages, ni le montant de l'épargne destinée à faire face aux dépenses imprévues et au financement des projets d'avenir. En revanche, il peut favoriser ou non la formation et l'augmentation de l'épargne destinée aux entreprises. En outre, le niveau du taux d'intérêt est susceptible de faire apparaître des gagnants et des perdants. Si le taux d'intérêt est inférieur au taux de l'inflation, les épargnants perdent une partie du pouvoir d'achat réel de leur épargne. Dans ce cas, les épargnants sont perdants et les emprunteurs gagnants. Si le taux d'intérêt est supérieur au taux de l'inflation, les épargnants gagnent en pouvoir d'achat réel. Dans ce cas, les épargnants sont gagnants et les emprunteurs perdants. Dans

ces deux cas, le pouvoir d'achat réel gagné par les uns est équivalent au pouvoir d'achat réel perdu par les autres. Ainsi, on le voit, un taux d'intérêt supérieur au taux d'inflation devient une source de revenu indu, car ce revenu n'est pas obtenu du fait de la participation à la réalisation de la production, il est obtenu au détriment d'autres titulaires de revenu. En fait, pour que le taux d'intérêt ne fasse apparaître ni perdants, ni gagnants, pour écarter ce revenu indu, le taux d'intérêt destiné aux épargnants doit être égal au taux d'inflation et le taux d'intérêt destiné aux emprunteurs doit être égal au taux d'inflation augmenté des frais de fonctionnement et de risque du département financier du système bancaire.

Le taux d'intérêt destiné aux épargnants doit être égal au taux d'inflation pour la bonne raison qu'être épargnant ne doit pas donner un droit sur une partie du produit. En outre, épargnants et emprunteurs se rendent service mutuellement. Les épargnants rendent service aux emprunteurs car, sans l'épargne, les emprunteurs ne pourraient pas réaliser leurs projets. Les emprunteurs rendent service aux épargnants du fait qu'ils leur permettent de préserver le pouvoir d'achat réel de leur épargne. Le pouvoir d'achat réel de l'épargne est préservé quand le taux d'intérêt destiné aux épargnants est égal au taux d'inflation. Enfin, le taux d'intérêt égal au taux d'inflation ne favorise pas l'épargne destinée aux entreprises (ce qui ne servirait qu'à augmenter le profit) tout en rendant les entreprises considérées dans leur ensemble moins ou pas du tout dépendantes des marchés financiers.

## **VII. Le fonctionnement du système bancaire actuel et la financiarisation**

La monnaie joue un rôle important dans l'économie. Elle est nécessaire dans une économie d'échange artisanale car son intervention facilite les échanges. Mais elle est indispensable dans une économie salariale. En fait, par définition, l'économie salariale est une économie monétaire. En effet, à la différence de ce qui se passe dans une économie artisanale où l'artisan obtient son produit

et l'échange sur le marché, directement ou indirectement par l'intermédiaire de la monnaie, dans une économie salariale les travailleurs n'obtiennent pas leur produit à la production, ils obtiennent un revenu monétaire. Le système bancaire joue un rôle important dans la monétisation de l'économie. La monnaie est neutre lorsque les banques respectent les règles du fonctionnement normal de l'économie. La monnaie est à l'origine des prélèvements illégitimes et du dysfonctionnement de l'économie lorsque les banques ne respectent pas ces règles. En fait, le système bancaire joue essentiellement deux rôles : un rôle de création de monnaie et un rôle d'intermédiation financière.

Or, le système bancaire actuel ne respecte ni la règle de la monétisation de l'économie salariale, ni la règle du financement des achats nets. Il confond monnaie et revenu monétaire, taux d'intérêt monétaire et taux d'intérêt financier. En fait, ce n'est pas la monnaie mais le revenu monétaire qui a un droit légitime sur les produits. Le fonctionnement actuel du système monétaire et financier est responsable des prélèvements illégitimes et du dysfonctionnement de l'économie, cela essentiellement du fait qu'il confond monnaie et revenu monétaire. Actuellement lorsque les banques prêtent de la monnaie, elles ne se soucient pas de savoir si cette monnaie est destinée à monétiser la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs ou si elle est destinée à être dépensée sur le marché des produits. Or, seule la première destination transforme la monnaie en revenu monétaire, tandis que la deuxième destination permet à la monnaie d'exercer un pouvoir d'achat illégitime.

Les soi-disant réformes du système bancaire, imposées par les libéraux néoclassiques, appliquées dans la plupart des pays et en particulier en France dans les années 1980, ont favorisé la financiarisation. Par exemple, sous prétexte de diminuer le coût de financement des entreprises, la réforme des années 1980 a voulu privilégier le rôle de la Bourse par rapport au rôle des banques en tant qu'intermédiaires financiers. Ces réformes ne permettent en aucune façon d'établir une distinction nette entre le rôle monétaire et le rôle financier du système bancaire.

En fait, la principale préoccupation des autorités monétaires ayant la charge de contrôler le système bancaire actuel est la

maîtrise de l'inflation-hausse des prix. A cette fin, elles proposent de maîtriser l'évolution de la quantité de monnaie. Elles font croire que le système bancaire fonctionne bien lorsque l'inflation est maîtrisée. Toutefois, même si l'application de ces politiques permet de maîtriser l'évolution de la quantité de monnaie, elle ne permet pas d'écarter les causes des prélèvements illégitimes, ni les causes du dysfonctionnement de l'économie. Seul le respect des règles du fonctionnement normal de l'économie permet d'écarter ces maux, d'où l'urgente nécessité de réformer le système bancaire actuel.

### **VIII. La réforme du système monétaire et financier national**

Etant donné que les économies des pays dits industrialisés sont dominées par le salariat, nous nous intéresserons ici essentiellement au système monétaire et financier dans une économie salariale. Les autorités politico-économiques de chaque pays ont accordé aux banques un rôle de monopole dans le domaine de l'émission monétaire. En outre, toutes les opérations financières passent, directement ou indirectement, par le système bancaire. Par conséquent, le système bancaire a des responsabilités à assumer mais aussi des règles à respecter, ce qu'il ne fait pas actuellement. La réforme du système bancaire que nous proposons est fondée sur les règles qui découlent des principes de l'économie salariale, principes établis rationnellement. Le respect des règles qui régissent le fonctionnement normal du système bancaire exige que soient clairement distingués le rôle monétaire et le rôle financier des banques.

### **IX. Le département monétaire et les départements financiers du système bancaire de l'économie salariale**

Dans une économie salariale, les travailleurs n'obtiennent pas leur produit à la production, ils obtiennent un revenu monétaire qui représente la valeur monétaire des produits qu'ils ont réalisés. En effet, la production étant la source du revenu et le travail étant la

cause de la production, il en résulte que la rémunération des travailleurs représente la valeur monétaire de la production ou le revenu des travailleurs. Dans cette économie, la somme des rémunérations des travailleurs représente le revenu social formé dans un pays, et cela pour chaque période de production. Précisons que le capital industriel constitue un élément technique qui résulte de la production réalisée par les travailleurs, de ce fait, il ne doit pas être considéré comme une cause de la production.

Pour que le fonctionnement du système bancaire respecte les règles de l'économie salariale, les banques doivent distinguer la monnaie du revenu monétaire et le revenu du capital financier. A cette fin, le système bancaire doit gérer quatre départements distincts. Le nouveau système écarte les risques de financiarisation de l'économie. Dans les développements qui suivent, nous rappelons brièvement les rôles des deux premiers départements bancaires et nous fondons la nécessité de l'existence d'un troisième et d'un quatrième département bancaire.

#### *1° Le département monétaire du système bancaire*

Le rôle du département monétaire du système bancaire est d'émettre de la monnaie. Le problème est de savoir quelle est la règle que les banques doivent respecter lorsqu'elles émettent de la monnaie, autrement dit, de savoir à l'occasion de quelle opération les banques ont le droit d'émettre de la monnaie.

La règle que le département monétaire du système bancaire doit respecter, dans une économie salariale, est d'émettre le montant de monnaie nécessaire à la monétisation de la production. Et la monétisation de cette économie s'effectue dans l'acte du versement des salaires. Dans cet acte la monnaie devient revenu monétaire, pouvoir d'achat légitime. Le montant de monnaie émis à cette fin est un montant nécessaire et suffisant, car il représente la valeur monétaire de la production et donc le montant du revenu national. Ainsi, dans cette économie, la dépense dans les achats finals du revenu formé à la production, dans l'acte du versement des salaires, signifie l'écoulement de la production. Le respect de cette règle écarte le risque que la monnaie exerce un pouvoir d'achat illégitime sur les produits.

*2° Le département financier qui gère le revenu déposé sur les comptes courants des banques*

Le premier département financier du nouveau système bancaire entre en action dès que le revenu est formé, c'est-à-dire dès que la monnaie se transforme en revenu dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Dans cette économie, le revenu des travailleurs apparaît au passif du système bancaire. Il représente non seulement la valeur des produits et donc le pouvoir d'achat des travailleurs sur les produits déposés dans les entreprises, mais aussi leur créance sur le système bancaire. A l'actif du système bancaire apparaît la créance des banques sur les entreprises. Ainsi, dès la formation du revenu, le compte du premier département financier des banques fait apparaître, au passif, la créance des travailleurs sur les banques et, à l'actif, la créance des banques sur les entreprises. Ces créances et dettes font apparaître, dès la formation du revenu, des prêts et des emprunts. Autrement dit, bien que les banques créent la monnaie nécessaire à la monétisation de la production, en dernière analyse, c'est leur département financier qui prête aux entreprises le dépôt des travailleurs. Au fur et à mesure que les titulaires de revenu dépensent leur revenu dans les achats finals, les entreprises récupèrent le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser leur production et, de ce fait, se désendettent vis-à-vis du système bancaire. La dépense du revenu dans les achats finals fait disparaître économiquement à la fois le revenu monétaire et sa contrepartie, les produits de la période considérée.

Toutefois, il n'est pas certain que tous les travailleurs dépensent la totalité de leur revenu dans chaque période donnée. Ils sont susceptibles d'épargner une partie de leur revenu. Cette épargne est destinée aux ménages et demandée par eux, cela afin d'écartier le risque de financiarisation du secteur de production. C'est le rôle du troisième département bancaire (deuxième département financier) de prendre en charge les relations financières entre les ménages.

*3° Le département financier qui gère l'épargne*

Le troisième département bancaire prend en charge les relations financières entre les ménages. Nous savons qu'à chaque période un certain nombre de titulaires de revenu ne dépensent pas la totalité de leur revenu, de même qu'un certain nombre d'agents économiques, dans la période considérée, dépensent plus qu'ils ne

gagnent (certains ménages dépensent plus que leur revenu). C'est le rôle du département financier qui gère l'épargne de prendre en charge la gestion des créances des épargnants sur les emprunteurs. Ainsi, dès que les titulaires de revenu constituent leur épargne, ce département financier la prend en charge pour satisfaire les besoins financiers des acheteurs nets. Il est important de remarquer que les créances et dettes qui apparaissent dans ce département financier n'ont aucune signification économique, car le revenu et sa contrepartie réelle, le produit, disparaissent dans les achats finals. Ce département financier garde en mémoire le montant des créances des épargnants sur les emprunteurs. En fait, cette sorte d'épargne n'a pas d'effet sur le niveau de profit des entreprises, car elle est destinée au marché des produits de consommation.

L'une des principales conditions de la réalisation de l'équilibre monétaire exige que le montant des emprunts soit égal au montant de l'épargne. En effet, l'équilibre monétaire est réalisé lorsque seule la dépense du revenu formé à la production, dans l'acte du versement des salaires, écoule sa contrepartie, le produit. Cette exigence découle de l'un des principes de l'économie salariale, principe selon lequel, dans chaque nation, seul le revenu formé à la production, dans l'acte de la rémunération des travailleurs, a un droit légitime sur le produit. En outre, le respect des règles de cette économie impose que le pouvoir d'achat légitime, le revenu, soit dépensé sur le marché des produits. Il ne doit donc pas être utilisé à monétiser la production dans l'acte du versement des salaires. En fait, le dysfonctionnement de l'économie résulte du non-respect de cette règle et l'augmentation du chômage n'est que l'un des éléments révélateurs du dysfonctionnement de l'économie salariale.

Nous avons vu dans la section VI que le taux d'intérêt financier doit être établi à un niveau qui préserve le pouvoir d'achat réel des épargnants et assure les frais de gestion du département financier. Pour écarter l'une des causes de l'aggravation des écarts de revenus, il faut annuler les déductions d'impôts sur le paiement des intérêts. Ces déductions favorisent non seulement les emprunteurs mais aussi les financiers et, en dernière analyse, c'est la collectivité qui paie une partie ou la totalité des intérêts, selon le niveau de la déduction accordée.

Il n'est pas certain que les travailleurs, en dépensant la totalité de leur revenu, s'approprient la totalité du produit. Dans ce cas, les entreprises auront réalisé un profit monétaire représentant la valeur des produits non appropriés par les travailleurs. En fait, la dépense du revenu dans les achats finals signifie que les travailleurs auront dépensé leur revenu et que les entreprises auront dépensé leur profit sur le marché des produits. C'est le rôle du quatrième département bancaire (troisième département financier) de prendre en charge les relations financières entre les entreprises.

*4° Le département financier qui gère la mutualisation du profit et les montants correspondant à l'amortissement du capital*

Le quatrième département bancaire (le troisième département financier du système bancaire) prend en charge les relations financières entre les entreprises. Il gère donc le profit et le montant correspondant à l'amortissement du capital des entreprises considérées dans leur ensemble. Lorsque l'épargne est nulle, le profit est maximum. Dans ce cas, le montant du profit et le montant représentant l'amortissement du capital sont égaux au montant des rémunérations des travailleurs du secteur des produits d'investissement ou d'équipement. Ce montant est nécessaire et suffisant pour permettre aux entreprises de financer l'achat de l'ensemble des produits d'investissement additionnel et d'investissement de remplacement réalisés dans chaque pays considéré.

Mais, à chaque période, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'utiliser tout leur profit et tout le montant qui représente l'amortissement de leur capital. Ainsi à chaque période apparaissent deux ensembles d'entreprises. Un premier ensemble d'entreprises n'utilise pas tout son profit, ni tout le montant correspondant à l'amortissement de son capital, pour financer ses investissements additionnels et ses investissements de remplacement. Un deuxième ensemble d'entreprises décide de réaliser les investissements additionnels et les investissements de remplacement dont le montant de financement dépasse son profit et le montant correspondant à l'amortissement de son capital de la période. Le troisième département financier du système bancaire réformé prend en charge l'excédent de financement du premier ensemble pour

permettre au deuxième ensemble de combler son déficit de financement. Les excédents et les déficits sont toujours égaux. En effet, le montant du profit et le montant correspondant à l'amortissement du capital représentent la valeur monétaire des produits d'investissement ou d'équipement réalisés dans chaque pays considéré. Il apparaît clairement que le fonctionnement normal de ce département bancaire permet d'écarter tout risque de financiarisation de l'économie et ses conséquences néfastes. Les critères de l'attribution de crédit aux entreprises peuvent être définis par l'organisme qui a en charge ces montants. Par exemple, dans une période donnée, les entreprises qui ont réalisé un profit peuvent l'utiliser pour financer leurs investissements nets ; le taux de profit réalisé par les entreprises permet d'établir une hiérarchie d'utilisation du profit ; les entrepreneurs ou nouveaux entrepreneurs qui veulent lancer de nouveaux produits peuvent avoir une certaine priorité, etc. Toutes les entreprises dont les capitaux sont arrivés à échéance de leur amortissement ont la priorité pour financer leur remplacement. Nous savons que la quantité de capital net et de capital de remplacement ne peut pas dépasser la quantité de capital réalisée dans chaque pays et dans chaque période donnée. Un exemple : si un pays produit 100 unités de biens d'équipement, ce pays ne peut pas réaliser plus de 100 unités de capital net et de capital de remplacement.

Cette mutualisation du montant du profit et du montant représentant l'amortissement du capital de l'ensemble des entreprises permet d'écarter les conséquences néfastes dues, d'une part aux différentes sortes d'utilisations de ces montants par les entreprises, d'autre part au fonctionnement du système bancaire actuel.

Nous allons évoquer quelques possibilités offertes actuellement aux entreprises qui n'emploient pas la totalité de leur profit à financer l'achat d'investissements additionnels, ni la totalité du montant qui représente l'amortissement de leur capital à financer l'achat de capitaux de remplacement.

1° Le revenu est destiné au marché des produits. En effet, c'est la dépense du revenu sur le marché des produits, de consommation et d'investissement, qui permet aux entreprises de récupérer le montant de monnaie ayant servi à monétiser la production dans

l'acte de la rémunération des travailleurs. Le profit et le montant correspondant à l'amortissement du capital représentent une partie du revenu des travailleurs captée par les entreprises, ils sont donc destinés à être dépensés sur le marché des produits. Or, lorsqu'ils sont utilisés dans le but de spéculer, durant toute la période où ils sont ainsi utilisés, ils n'exercent pas leur pouvoir d'achat sur les produits qui représentent leur contrepartie. Par conséquent, durant toute cette période apparaît une insuffisance de la demande globale, insuffisance équivalente au montant du profit et au montant représentant l'amortissement du capital qui alimentent la spéculation. En outre, si les entreprises qui ont utilisé leur profit et le montant correspondant à l'amortissement de leur capital les perdent dans la spéculation, elles n'auront ni la possibilité de réaliser de façon indépendante des investissements additionnels ni la possibilité de remplacer leurs capitaux usés pour le montant qu'elles ont perdu dans la spéculation. Pour le montant ainsi perdu, elles seront dépendantes du marché financier.

2° Lorsque les entreprises utilisent, en partie ou en totalité, le profit et parfois même le montant qui représente l'amortissement du capital, pour payer les intérêts des obligations et les dividendes des actions, cette sorte d'utilisation a plusieurs conséquences. D'une part elle diminue le pouvoir d'achat réel des travailleurs, puisque sur le marché des produits de consommation apparaissent non seulement la demande des travailleurs mais aussi la demande de ceux à qui a profité la distribution des intérêts et des dividendes. Autrement dit, le pouvoir d'achat réel des travailleurs diminue proportionnellement à la dépense sur le marché des produits de consommation de la partie des intérêts et des dividendes distribués. D'autre part, les entreprises concernées sont susceptibles de voir diminuer leur possibilité propre d'effectuer des investissements pour le montant des intérêts et des dividendes qu'elles distribuent.

3° Lorsque les entreprises utilisent le profit et le montant qui représente l'amortissement du capital, en partie ou en totalité, pour rémunérer leurs travailleurs, cette sorte d'utilisation devient l'une des causes de l'insuffisance de la demande globale, l'une des causes de la faillite de certaines entreprises et l'une des causes de l'augmentation du chômage. Cette situation est due au fait que le système bancaire actuel confond monnaie et revenu monétaire. Par conséquent, il confond le taux d'intérêt monétaire et le taux

d'intérêt financier. Cette confusion incite les entreprises à rémunérer leurs salariés par une partie ou par la totalité du profit et du montant de l'amortissement de leur capital.

4° Les entreprises placent sur le marché financier la partie de leur profit non destinée à financer l'achat de biens capitaux et la partie du montant qui aurait dû être destinée à financer l'amortissement de leur capital. Elles peuvent agir de la sorte car la plupart des systèmes politiques actuels considèrent le capital financier comme une source de revenu.

Toutes ces utilisations du profit et du montant qui représente l'amortissement du capital ne respectent pas les règles du fonctionnement normal de l'économie, de ce fait, elles engendrent des conséquences économiques et sociales néfastes. Or, le fonctionnement normal du troisième département bancaire, qui passe par la mutualisation du profit et du montant qui représente l'amortissement du capital, permet d'éviter tous les problèmes que nous venons d'évoquer.

## **X. Nécessité et véritables rôles de la Banque Centrale**

L'existence de la Banque Centrale ne découle pas d'une exigence des principes économiques. C'est une exigence qui s'est imposée par la pratique et la nécessité de contrôler l'application des règles du fonctionnement normal des banques. Actuellement, le rôle de la Banque Centrale consiste à contrôler l'évolution de la quantité de monnaie. Mais l'évolution de la théorie monétaire permet d'établir que son véritable rôle est de veiller au fonctionnement normal des banques : respectent-elles les règles de l'économie, règles qui les concernent ? Une autre fonction de la Banque Centrale est de centraliser et de gérer les relations financières de son pays avec les autres pays.

Faisons un rapide historique de l'évolution des systèmes monétaires pour établir la nécessité de l'existence d'une Banque Centrale.

David Ricardo défendait le système d'étalon-or pour une raison simple : il pensait que l'émission de monnaie de papier ou de

crédit, détachée de toute référence matérielle (or ou argent), pouvait engendrer une inflation et des prélèvements illégitimes. Il percevait bien que l'émission de monnaie dématérialisée ne connaissait aucune limite en soi. Il pensait donc que l'émission de monnaie pouvait trouver sa limite lorsqu'elle était en rapport avec la quantité d'or ou d'argent déposée dans les banques. Toutefois, son exigence présentait deux failles. L'une, d'ailleurs, dont il était conscient. Ricardo est, en effet, l'un des premiers auteurs à avoir compris et établi que la monnaie matérielle, du fait qu'elle a une valeur intrinsèque, ne peut être à la fois mesurant et mesurée. Mais Ricardo et certains autres classiques ne mettent alors en cause que la nature de la monnaie. Or, même si cette prise de conscience est un apport important, leur raisonnement présente une faille, car il ne permet pas de savoir comment s'établit la relation entre la monnaie et le produit. La deuxième limite est plus importante sur le plan de l'analyse. L'analyse économique doit déterminer la quantité de monnaie nécessaire et suffisante pour la monétisation de l'économie. Or, ni David Ricardo ni l'Ecole de pensée à laquelle il appartient n'y parviennent. En effet, les auteurs de cette Ecole de pensée fondent bien la cause de la valeur sur le travail, mais ils pensent que la rémunération du travail ne représente pas la valeur du produit du travail, pour eux, elle représente la valeur de la quantité de produit appropriée par les travailleurs, c'est pourquoi ils ne parviennent pas à expliquer la réalisation du profit dans le cadre de l'équilibre monétaire. Il apparaît ainsi que, dans l'analyse classique, la quantité de monnaie qui doit monétiser l'économie est indéterminée.

La théorie monétaire dominante actuelle (théorie quantitative) s'intéresse à la quantité de monnaie qui monétise les échanges et non aux règles qui gouvernent la monétisation de l'économie. C'est cette théorie dominante qui guide le fonctionnement du système bancaire actuel. Le rôle essentiel qu'elle attribue à la Banque Centrale est celui du contrôle de l'évolution de la masse monétaire. Pour atteindre cet objectif, la Banque Centrale a à sa disposition des instruments de politique monétaire. Les instruments dont elle dispose sont essentiellement la politique des taux d'intérêt, la politique du réescompte, la politique de l'open-market et la politique des réserves obligatoires. La Banque Centrale, selon les périodes et la situation du moment, met en œuvre l'une ou

plusieurs de ces politiques. Mais l'application de ces politiques n'est pas fondée sur les règles de la monétisation de l'économie. De ce fait, même si cette application permettait de limiter l'évolution de la quantité de monnaie, elle ne permettrait pas d'écarter la principale cause des prélèvements illégitimes (qu'elle légitime), ni la principale cause du dysfonctionnement de l'économie, d'où la nécessité d'une réforme du système bancaire actuel.

Le système bancaire réformé attribue aussi à la Banque Centrale un autre rôle : celui du contrôle de l'émission de monnaie par les banques de second rang. Mais, à la différence du système actuel, le nouveau système organise ce contrôle en tenant compte des règles de la monétisation de l'économie. Dans chaque nation, le principal rôle de la Banque Centrale sera de surveiller le fonctionnement des banques de second rang. Autrement dit, la Banque Centrale aura à s'assurer que les banques de second rang respectent les règles qui gouvernent la monétisation de l'économie et le financement des achats nets.

Dans le nouveau système, la Banque Centrale n'aura ni un rôle monétaire ni un rôle financier, elle aura essentiellement un rôle de contrôle. Pour monétiser sa production, une nation n'a nul besoin d'avoir de l'or ou de l'argent dans les caisses de sa Banque Centrale, elle n'a nul besoin non plus de l'apport d'autres nations sous forme de devises. En revanche, la Banque Centrale de chaque nation doit avoir les moyens de contrôler l'émission de monnaie des banques de second rang. Nous avons vu que la règle qui gouverne la monétisation de l'économie salariale impose que la monnaie émise soit destinée uniquement à monétiser la production dans l'acte du versement des salaires. Le respect de cette règle écarte la principale cause de l'apparition des prélèvements illégitimes. En effet, seul le revenu formé à la production, dans l'acte du versement des salaires, a un droit légitime sur les produits, car le revenu ainsi formé représente la valeur monétaire de la production. La Banque Centrale doit avoir le pouvoir de sanctionner lourdement toute banque de second rang qui ne respecterait pas la règle qui fonde l'émission de la monnaie. Pour écarter la principale cause du dysfonctionnement de l'économie, elle doit veiller à ce que l'épargne ou le profit ne monétisent pas

l'économie, qu'ils ne soient pas utilisés pour rémunérer les travailleurs.

Il est important de remarquer que le nouveau système monétaire national n'aura plus besoin de politique monétaire pour ajuster la quantité de monnaie aux besoins de l'économie. En effet, lorsque la monétisation de l'économie est effectuée dans le respect des règles du fonctionnement normal de l'économie, le montant de la monnaie émise par le système bancaire est un montant nécessaire et suffisant pour assurer le fonctionnement normal de l'économie.



## **CHAPITRE III**

### **LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE INTERNATIONALE**

#### **I. Introduction**

Les financiers et la financiarisation sont à l'origine des délocalisations et de la production dite mondialisée. La mondialisation de la production permet aux actionnaires des entreprises qui délocalisent de réaliser des surprofits au détriment du pouvoir d'achat réel dans les pays où sont implantées les entreprises dites multinationales, au détriment de l'emploi dans les pays qui se trouvent être à l'origine du financement des délocalisations, au détriment des ressources naturelles et au détriment de l'écologie. Ces conséquences néfastes sont dues au fait que les règles qui découlent des principes de l'économie nationale et de l'économie internationale ne sont pas respectées.

Pour que la financiarisation se développe, se généralise et s'impose, il faut que soient appliquées partout des théories sans fondement rationnel, des théories partisans. De telles théories tentent de légitimer l'action des financiers et donc la financiarisation, de telles théories servent d'appui aux dirigeants politiques et économiques au niveau national ainsi qu'au niveau international afin qu'ils facilitent et favorisent la financiarisation. Ces dirigeants politiques et économiques, par ignorance, pour se maintenir au pouvoir ou pour accéder au pouvoir pour le pouvoir, cèdent aux exigences des financiers (les maîtres du monde actuellement) au détriment de l'intérêt de l'immense majorité de la population mondiale.

Le fonctionnement du système monétaire et financier international actuel, qui est à l'origine de la financiarisation

mondialisée, favorise la spéculation et ses conséquences néfastes. Il fait apparaître non seulement des pays gagnants et des pays perdants, mais aussi des pays dominants et des pays dominés. Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, le fonctionnement du système actuel ne favorise pas les conditions de l'entente pacifique entre les pays. C'est pourquoi il doit être réformé.

Ce chapitre a essentiellement quatre objectifs : premièrement, démontrer que la financiarisation de l'économie internationale est une anomalie, car elle n'est compatible ni avec les règles du fonctionnement normal de l'économie nationale, ni avec les règles du fonctionnement normal de l'économie internationale ; deuxièmement, démontrer que le système monétaire et financier international actuel est à l'origine des maux qui frappent les échanges et les finances au niveau international ; troisièmement, proposer une réforme du système monétaire et financier international ; quatrièmement, établir une articulation entre le système monétaire et financier international et les systèmes monétaires et financiers nationaux.

## **II. La financiarisation de l'économie internationale est une anomalie**

La financiarisation de l'économie internationale signifie que les achats et ventes des placements financiers sont généralisés au niveau mondial. En d'autres termes, l'épargne et le profit formés dans un pays peuvent financer l'achat de placements financiers dans n'importe quel autre pays qui accepte la libre circulation des capitaux financiers. Elle signifie donc la mainmise des financiers sur les relations d'échange et de finance entre les pays. Or, les mouvements de capitaux financiers au niveau international sont des anomalies, car ils ne sont compatibles ni avec le fonctionnement normal de l'économie nationale, ni avec le fonctionnement normal de l'économie internationale, ils ont donc plusieurs conséquences néfastes.

Premièrement, ces mouvements de capitaux financiers ne sont pas compatibles avec le fonctionnement normal de l'économie

nationale, cela essentiellement pour la raison suivante : l'une des règles du fonctionnement normal de l'économie nationale exige que le revenu, donc l'épargne et le profit, formé dans un pays soit destiné à être dépensé sur le marché des produits du pays où il est formé. En effet, dans chaque pays, le respect de cette règle permet aux entreprises considérées dans leur ensemble de récupérer le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Le non-respect de cette règle engendre les conséquences néfastes que nous évoquerons dans le troisièmement.

Deuxièmement, ces mouvements de capitaux financiers ne sont pas compatibles avec le fonctionnement normal de l'économie internationale. L'économie internationale est une économie d'échange. Les deux règles fondamentales du fonctionnement normal de l'économie d'échange sont les suivantes : la première règle exige que les achats de chaque pays soient financés par ses ventes ; la deuxième règle exige que les achats nets des pays déficitaires soient financés par les ventes nettes des pays excédentaires. Lorsque ces deux règles sont respectées, n'apparaît aucune liquidité internationale. En fait, la mondialisation, les mouvements de ces capitaux financiers et leurs effets néfastes sont l'une des conséquences de l'existence de la liquidité internationale, ils sont donc l'une des conséquences du non-respect, au moins, de l'une de ces deux règles.

Troisièmement, les conséquences néfastes des mouvements de capitaux financiers sont les suivantes. (i) Ces mouvements de capitaux alimentent et intensifient les spéculations au niveau mondial, ils font donc apparaître des gagnants et des perdants. (ii) Ils sont susceptibles, dans le cadre du système monétaire et financier international actuel, de faire varier les taux de change et, de ce fait, de faire apparaître des pays gagnants et des pays perdants. (iii) Ils sont susceptibles de faire apparaître au niveau mondial des monopoles et quasi-monopoles. (iv) Ils sont à l'origine de l'une des causes de l'insuffisance de la demande globale, de la faillite de certaines entreprises et donc de l'augmentation du chômage dans certains pays. (v) Ils peuvent devenir une cause d'inflation-déséquilibre et donc de prélèvements illégitimes dans certains pays. (vi) Les placements sur le marché financier international de l'épargne et du profit d'un pays sont autant

d'occasions manquées pour ce pays et pour les montants ainsi placés, occasions manquées de financer des investissements additionnels et donc d'améliorer la situation de l'emploi dans le pays concerné. Ces diverses conséquences seront justifiées tout au long de ce chapitre.

### **III. La financiarisation mondialisée favorise la réalisation d'une croissance externe au niveau international**

La financiarisation mondialisée est l'une des conséquences de la libre circulation des capitaux financiers. Cette libre circulation ouvre la voie aux financiers qui sont à la recherche de la réalisation d'une "croissance externe" au niveau mondial. A cette fin, ils utilisent le profit et l'épargne réalisés dans un ou plusieurs pays pour acheter des actions dans d'autres pays. Ces agissements ont des conséquences néfastes à la fois pour les pays qui sont à l'origine du profit et de l'épargne qui financent la croissance externe et pour les pays vendeurs des actions de leurs entreprises.

Premièrement, la financiarisation mondialisée facilite et favorise la réalisation de la croissance dite externe et donc la constitution de monopoles ou quasi-monopoles. La possibilité d'achat d'actions sur les marchés financiers à travers le monde permet à certains individus, certaines entreprises, certains fonds de pension, etc. d'acquérir les actions des entreprises dans tous les pays qui ont accepté le principe de la libre circulation des capitaux financiers. Cette situation alimente la spéculation et permet surtout à ces acheteurs de devenir majoritaires dans ces entreprises, voire d'en devenir propriétaires. Ils peuvent donc constituer des monopoles ou quasi-monopoles au niveau mondial et ainsi imposer le prix de leurs produits dans tous les pays. Or, si cette situation est favorable aux financiers de ces entreprises, en revanche, elle ne l'est pas pour les consommateurs.

Deuxièmement, ces agissements sur les marchés financiers dans le monde, favorisés par la financiarisation mondialisée, permettent aux fonds de pension de certains pays, qui ont des moyens financiers considérables, d'acheter les actions des entreprises d'autres pays. Ces achats par les fonds de pension créent une

situation étonnante et paradoxale que seule la financiarisation mondialisée permet. La situation est la suivante : les travailleurs d'un ensemble de pays financent, en partie ou en totalité, la pension des retraités d'un autre ensemble de pays. Un exemple : les fonds de pension sont constitués dans un ensemble de pays A. Ces fonds financent l'achat des actions des entreprises dans un ensemble de pays B. Le profit réalisé par les entreprises dans un ensemble de pays B représente une partie du revenu des travailleurs de ces pays captée par les entreprises de l'ensemble de pays B. Le profit ainsi réalisé est distribué aux actionnaires, dont une partie ou la totalité est représentée par les retraités de l'ensemble de pays A. Les retraités de l'ensemble de pays A consomment donc une partie du revenu des travailleurs de l'ensemble de pays B. C'est là un autre des méfaits de la financiarisation mondialisée. En outre, l'ensemble de pays B aura manqué l'occasion de réaliser des investissements additionnels pour le montant de profit distribué aux retraités des fonds de pension de l'ensemble de pays A. Enfin, la sortie des capitaux financiers, du fait de la distribution du profit à ces retraités, non seulement pèsera sur la balance commerciale de l'ensemble de pays B, mais elle pourra aussi devenir une cause d'insuffisance de la demande globale. En effet, dans le système bancaire actuel, la sortie des capitaux financiers engendre une destruction de monnaie nationale dans le pays concerné.

Cette situation peut être assimilée à une sorte de pillage par la ruse de certains pays par les financiers d'autres pays. En fait, les actions achetées par ces financiers représentent une partie ou la totalité des actions des entreprises qui existent. L'achat de ces actions n'apporte rien de positif pour le pays vendeur (nous en verrons dans le troisièmement les conséquences néfastes), mais il permet aux financiers de recevoir des dividendes qui représentent une partie du revenu des travailleurs du pays vendeur d'actions.

Troisièmement, les achats et les ventes des actions sur les marchés financiers internationaux ont plusieurs conséquences néfastes pour les pays qui sont à l'origine de leur financement et pour les pays vendeurs des actions. (i) L'utilisation du profit et de l'épargne réalisés dans un pays pour acheter des actions dans d'autres pays constitue une occasion manquée de réaliser des investissements nouveaux dans le pays qui se trouve être à l'origine de ces financements. C'est aussi une occasion manquée d'y

améliorer la situation de l'emploi. (ii) La sortie des capitaux financiers (épargne et profit) ne permet pas aux entreprises du pays concerné, considérées dans leur ensemble, de récupérer le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Cette situation constitue donc l'une des causes de l'apparition de l'insuffisance de la demande globale, de la faillite de certaines entreprises et donc de l'aggravation de la situation de l'emploi dans le pays qui se trouve être à l'origine de ces financements. (iii) Dans les pays vendeurs de ces actions, l'entrée de devises converties en monnaie nationale génère un profit inflationniste ou inflation-déséquilibre qui engendre des prélèvements illégitimes, une baisse du pouvoir d'achat réel des titulaires de revenu légitime, elle est donc responsable de la pauvreté relative ou absolue des travailleurs. (iv) Dans les pays vendeurs de ces actions, la dépense du profit inflationniste sur le marché des produits permet de renouveler indéfiniment les prélèvements illégitimes. En effet, la dépense du profit inflationniste fait apparaître des profits inflationnistes.

#### **IV. La spéculation et les crises financières, son corollaire, sont inhérentes à une économie internationale financiarisée**

La cupidité, le fait qu'il soit possible de faire de l'argent avec de l'argent et l'incertitude engendrée et entretenue par les financiers et certains responsables politiques et économiques sur l'avenir de la retraite par répartition ont permis aux financiers d'offrir sur le marché quantité de produits financiers et de placements. En outre, des avantages fiscaux de toutes sortes ont été accordés par les politiques, favorisant ainsi non seulement l'épargne mais aussi et surtout la financiarisation.

Dans la phase ascendante de la Bourse, les banques et les organismes financiers trouvent une bonne occasion d'encourager les ménages à épargner et à réaliser des placements financiers. Ils offrent des produits financiers tels que l'assurance-vie, ils proposent aux ménages de placer régulièrement des sommes fixes ou variables destinées à financer l'achat d'actions et d'obligations, etc. Cette situation est favorable aux banquiers et financiers car ils

prélèvent un pourcentage sur le montant de chaque placement et de chaque déplacement effectués.

La financiarisation, notamment la financiarisation mondialisée, aiguise l'appétit de ceux (individus, entrepreneurs, banquiers et financiers) qui veulent faire de l'argent avec de l'argent. Ceux-ci pensent en effet que la spéculation sur les marchés financiers à travers le monde leur offre des possibilités encore plus grandes de réaliser des plus-values intéressantes. Divers éléments alimentent, favorisent et facilitent la spéculation au niveau mondial. (i) Les incitations à épargner telles que, par exemple, le financement de la retraite par capitalisation, les assurances-vie, etc., le profit et le montant représentant l'amortissement du capital des entreprises qui sont détournés de leur véritable destination, les sommes considérables amassées en particulier par les pays pétroliers, etc. constituent le montant disponible pour entrer en action sur les marchés financiers internationaux. (ii) Toutes sortes de produits financiers plus ou moins opaques offrent aux épargnants et spéculateurs l'occasion de tenter leur chance. (iii) La libre circulation des capitaux financiers constitue l'élément qui est à l'origine des spéculations au niveau mondial. En effet, sans la libre circulation des capitaux financiers, il n'y aurait ni marché financier international ni, par conséquent, spéculations financières au niveau international.

Quelles sont les conditions qui incitent les financiers et spéculateurs à entrer dans le "jeu" de la spéculation ? La rentabilité des entreprises n'est pas la même sur toutes les périodes. Il n'est pas certain non plus qu'une même entreprise ait la même rentabilité sur plusieurs périodes. Les variations de rentabilité ou la simple annonce, vraie ou fausse, de variations et d'incertitudes sur la rentabilité des entreprises amplifient les achats et les ventes et alimentent donc les spéculations sur les marchés financiers. En outre, les montants considérables des fonds financiers (en grande partie vagabonds car ils sont susceptibles à chaque instant de passer d'un marché à un autre, d'un pays à un autre) par rapport à la quantité limitée d'actions, car déjà émises, offertes sur les marchés financiers influencent aussi le prix des actions. Dans la phase ascendante du prix des actions, les spéculateurs s'intéressent davantage aux plus-values réelles, éventuelles ou virtuelles, qu'ils vont réaliser par la vente des actions, qu'à la rentabilité des

entreprises émettrices de ces actions. Cette phase attire de plus en plus les fonds financiers et cette situation tire encore plus le prix des actions vers le haut. A un certain niveau de prix, les financiers avertis constatent que les profits réalisés par les entreprises ne permettent pas d'assurer à leurs placements la rentabilité promise au départ. Un exemple : supposons que le montant des placements, actions et obligations, qui finance à l'origine l'achat des biens capitaux soit égal à 100 UM (unités de monnaie). Supposons que le profit moyen réalisé par les entreprises soit de 6%. Supposons que tout le profit soit consacré à payer les intérêts et dividendes. Dans ce cas, le taux de rentabilité des placements est donc de 6%. Si le montant des placements passe à 200 UM, sans qu'il y ait de nouvel investissement, si le profit moyen reste constant, le taux de rentabilité des placements passe à 3%. Si le montant des placements passe à 300 UM, le taux de rentabilité des placements passe à 2%. Or, le profit des entreprises ne permet plus aux organismes financiers d'honorer leur promesse de rentabilité de départ de 6%.

La rentabilité des placements promise par les financiers et la baisse tendancielle du taux de profit amènent, obligent, les financiers à amplifier la spéculation, afin de pouvoir assurer la rentabilité des placements promise par les gains spéculatifs. Or, même si l'on admet que la réalisation de cet objectif peut être assurée dans la phase ascendante de la Bourse, qui est elle-même une conséquence de l'augmentation des placements, on comprend aisément qu'elle ne peut plus être assurée dès que la Bourse entre dans une phase descendante, situation qui ne peut que s'aggraver lorsque la crise financière apparaît.

Ce constat amène les financiers avertis à vendre leurs actions, en réalisant des plus-values considérables, avant le retournement de la situation des marchés financiers. Le mimétisme et la peur des spéculateurs engendre une vente massive et déclenche un retournement de situation. La Bourse entre alors dans une phase descendante qui peut déboucher sur une crise boursière. La financiarisation étant mondialisée, la crise financière sera mondiale. Cette situation fait apparaître des gagnants et des perdants. En effet, dans le jeu de la spéculation financière, pour qu'il y ait des spéculateurs et épargnants gagnants, il faut qu'il y ait des spéculateurs et épargnants perdants.

Ces agissements spéculatifs sur les marchés financiers, même en l'absence de crise financière, ne sont d'aucune utilité pour l'économie, au contraire, ils ont des effets néfastes. En effet, non seulement le montant de l'épargne qui alimente la spéculation n'alimente pas d'investissements nouveaux, donc n'améliore pas la situation de l'emploi, mais il constitue l'une des causes de l'apparition de l'insuffisance de la demande globale qui, elle-même, peut constituer l'une des causes de la faillite de certaines entreprises, faillite qui aggrave la situation de l'emploi dans chaque pays concerné.

Parfois, certains spéculateurs financiers pensent que la spéculation sur les marchés financiers n'est pas assez rentable, ou alors qu'il est temps de sortir du marché financier afin de pouvoir réaliser des plus-values importantes avant le retournement de la situation en Bourse. Ils ne gardent toutefois pas leur argent oisif et, pour le faire fructifier, ils s'attaquent à d'autres marchés.

En fait, la cupidité des spéculateurs n'est limitée que par leur appât du gain, qu'ils veulent satisfaire en faisant de l'argent avec de l'argent. Ils sont prêts à tout pour atteindre leur objectif, même au détriment d'une partie de la population la plus fragilisée du monde. La financiarisation mondialisée met à la disposition des spéculateurs des sommes importantes à faire fructifier. Ainsi lorsqu'ils pensent que la rentabilité des marchés financiers n'est pas suffisante, ils les quittent pour s'attaquer aux marchés des produits alimentaires, pétroliers, immobiliers, etc. La crise alimentaire des années 2006-2007 est une conséquence de leurs agissements. Il est vrai que périodiquement et dans la majorité des cas ce sont les pays pétroliers qui sont à l'origine de la première augmentation du prix du pétrole (le plus souvent les pays pétroliers profitent de tensions régionales ou mondiales réelles, provoquées ou imaginaires pour augmenter leurs prix). Mais il est vrai aussi que, après cette première augmentation, les augmentations qui suivent sont les conséquences des agissements des spéculateurs sur le marché pétrolier. C'est ainsi que commence une course à l'augmentation du prix du pétrole. En effet, dès que la spéculation fait augmenter le prix, les pays pétroliers ajustent leur prix au niveau fixé par la spéculation, car ils constatent que le marché l'accepte. Ce processus peut durer un certain temps, jusqu'à ce que ces financiers

spéculateurs s'attaquent à d'autres marchés, où ils pensent réaliser des plus-values plus satisfaisantes. Ces crises touchent à travers le monde essentiellement et durement les populations les plus pauvres. Mais cela ne gêne en aucune façon ces financiers dont la cupidité l'emporte sur les sentiments humains.

Précisons que les crises financières n'ont pas d'effet sur la liquidité internationale, puisque les spéculations font apparaître des gagnants et des perdants. Précisons aussi que toute intervention de la part des Etats pour venir en aide aux organismes financiers qui ont perdu au jeu de la spéculation est une faute car, d'une part elle encourage la spéculation, d'autre part elle contribue à préparer de nouvelles crises financières. En fait, les organismes qui ont spéculé ont pris des risques, ils doivent les assumer. Toute intervention des Etats pour leur venir en aide encourage leurs agissements et les légitime ainsi que leurs conséquences néfastes. Précisons enfin qu'il n'est nul besoin de liquidité internationale et que l'existence de la liquidité internationale est le signe d'une anomalie due au fonctionnement du système monétaire et financier international actuel.

Certains auteurs et responsables politico-économiques affirment que les crises financières ont des effets néfastes sur l'évolution économique. Or, nous avons vu que la spéculation et les crises financières sont inhérentes aux économies financiarisées. Il apparaît ainsi clairement que ces effets néfastes perdureront tant que perdureront les économies financiarisées. Toutefois, l'affirmation de ces auteurs et responsables politico-économiques n'est qu'en partie vraie. En effet, nous avons vu que les crises financières n'ont pas d'effet sur la liquidité internationale. Autrement dit, le montant qui alimente la spéculation n'est pas affecté par la crise financière. La crise fait apparaître des gagnants et des perdants ; la somme que les uns ont gagnée est égale à la somme que les autres ont perdue. Néanmoins, il est vrai que le montant qui alimente la spéculation n'est pas affecté à financer les investissements durant toute la période où il alimente la spéculation. Par conséquent, dans ce cas, c'est la spéculation qu'il faut mettre en cause et donc la financiarisation.

## **V. Les capitalistes profitent des situations de crise pour imposer leur volonté et leurs décisions**

Pour atteindre ou mieux atteindre leur principal objectif, les capitalistes et les financiers ont toujours profité de toutes sortes de problèmes et de crises, crises financières entre autres, vrais ou faux problèmes, qu'ils ont engendrés ou créés ou qui ne sont que les conséquences de l'application de règles arbitraires. Pour les capitalistes, ces situations de crise sont l'occasion de prendre des décisions, de proposer des réformes en leur faveur, de s'opposer aux réformes qui limitent leurs agissements. En effet, les capitalistes peuvent agir de la sorte, d'une part du fait que leurs lobbies ont le pouvoir d'influencer les dirigeants au niveau national comme au niveau international, d'autre part du fait qu'actuellement le fonctionnement des économies nationales et le fonctionnement de l'économie internationale sont régis par des règles arbitraires. Ces règles sont arbitraires car elles ne découlent pas d'une théorie rationnelle. Cette situation est favorable à tous ceux qui ont un objectif purement mercantile. En outre, actuellement, la théorie de référence des dirigeants tant au niveau national qu'au niveau international est la théorie néoclassique, qui n'a pas de fondement rationnel. Par conséquent, ces dirigeants ne peuvent pas s'opposer à l'établissement de nouvelles règles arbitraires, puisque leur théorie de référence est compatible avec toutes sortes de règles arbitraires.

Quelques exemples permettent de fonder ces affirmations. 1° La crise financière de 2008 a offert aux financiers de certaines entreprises l'occasion de délocaliser ou d'accélérer les délocalisations. Ce sont ces délocalisations qui ont aggravé la situation de l'emploi dans les pays concernés. Précisons que les délocalisations sont les conséquences, d'une part, des taux de change arbitraires, d'autre part, de la libre circulation des capitaux financiers. 2° Ce sont les taux de change arbitraires qui font croire que la main-d'œuvre est moins chère dans certains pays que dans d'autres. Cette situation a amené certains lobbies à mettre en cause le financement de la protection sociale, l'un de leurs principaux objectifs étant de favoriser l'assurance privée. 3° Ce sont les libéraux néoclassiques qui, au nom de la mondialisation, ont exigé et obtenu la libre circulation des capitaux financiers. Or, cette

situation n'est favorable qu'aux financiers et aux spéculateurs et nous avons vu quelles en sont les conséquences néfastes. 4° Certains lobbies financiers ont profité de l'aggravation de la situation de l'emploi, due essentiellement aux délocalisations, pour imposer toutes sortes de flexibilités. Or, si la flexibilité de l'emploi n'a pas permis de diminuer le chômage, elle a, en revanche, aggravé la précarité. 5° L'évolution du nombre des retraités par rapport au nombre des actifs a donné aux financiers l'occasion de mener une propagande contre le financement de la retraite par répartition et de proposer, parfois d'imposer, le financement de la retraite par capitalisation. Nous avons vu qu'ils ont créé là un faux problème, puisque le revenu des retraités est toujours prélevé sur celui des travailleurs qui participent à la réalisation de la production. Mais nous avons vu aussi et surtout que le financement de la retraite par capitalisation a des conséquences néfastes. Rappelons que l'idée de financement de la retraite par capitalisation a pu s'imposer du fait que la théorie néoclassique fait croire qu'être épargnant donne droit à une partie du produit. 6° Sous l'influence des libéraux néoclassiques, certains gouvernements ont baissé les impôts tout en augmentant le déficit budgétaire. Cette situation est favorable aux financiers qui prêtent à l'Etat. De plus, elle offre à certains gouvernements l'occasion d'affaiblir les services publics, par exemple, en supprimant des postes dans l'enseignement ou les services hospitaliers. 7° Les lobbies financiers sont opposés à la réforme du système monétaire et financier international, car elle rendrait inutiles les délocalisations et enlèverait toute possibilité de spéculer sur les monnaies.

## **VI. Les traders dont les agissements sont légitimés par le fonctionnement des économies financiarisées "capitalistes et assimilées" sont au service des bandits des temps modernes**

Les banques, les organismes financiers et les assurances ont amassé une quantité considérable d'épargne, cela avec l'aide et la bénédiction des gouvernants qui ont favorisé l'épargne par toutes sortes d'incitations fiscales. En effet, les gouvernements, sous l'influence des financiers qui fondent leurs arguments en faveur de

l'épargne sur la théorie actuellement dominante, ont créé un climat de peur et d'incertitude. Par exemple, ils ont mis en doute l'avenir de la retraite par répartition et le niveau de revenu des retraites. Ils ont créé ainsi des conditions propices pour que les individus optent pour la retraite par capitalisation (totale ou partielle), pour qu'ils souscrivent à des contrats d'assurance-vie, etc. Ils ont favorisé l'individualisme au détriment de la solidarité entre les générations.

Les banques et les organismes financiers ont promis aux épargnants des taux d'intérêt ou des taux de rentabilité satisfaisants pour leurs placements. En fait, c'est le profit des entreprises qui constitue la principale source dans laquelle sont puisés les intérêts versés aux épargnants et, d'une façon générale, c'est le profit des entreprises qui détermine le niveau de rentabilité des placements financiers. Or, étant donné le montant colossal des placements, le profit des entreprises ne permet plus aux banques ou aux organismes financiers d'honorer leurs promesses.

Les banques, les organismes financiers et les assurances sont donc obligés de chercher d'autres possibilités pour tenter d'honorer leurs promesses de rentabilité des placements. L'une des possibilités qui leur sont offertes est la spéculation, qui fait apparaître des gagnants et des perdants. C'est pourquoi ils sont amenés à embaucher des traders, espérant ainsi optimiser leurs chances de gains afin de pouvoir payer les taux d'intérêt promis aux épargnants. En effet, la principale mission des traders est d'anticiper les fluctuations permanentes des valeurs du marché pour en tirer des plus-values financières. En d'autres termes, la principale mission des traders est de prendre des risques qui font gagner ou qui font perdre les banques, les organismes financiers et les assurances pour lesquels ils travaillent. Il est vrai qu'ils peuvent faire gagner ou perdre des montants considérables. La crise financière de 2008 a permis aux non-initiés d'avoir un aperçu de l'ampleur de ces montants.

Or, les traders n'ont aucune utilité économique ni aucune utilité sociale. La spéculation signifie perdre ou gagner de l'argent avec de l'argent et en ce sens elle n'a aucune utilité économique. Si les traders sont utiles aux organismes qui les embauchent, ils n'ont aucune utilité sociale. Leur mission de risque alimente essentiellement la spéculation sur divers marchés tels que, par exemple, le marché de crédit (risque qui concerne la probabilité

qu'une entreprise ou un Etat fasse défaut sur sa dette), le marché des taux (risque qui concerne les mouvements des taux d'intérêt), le marché des actions (risque lié aux activités des entreprises), le marché des matières premières (risque lié au prix de ces matières), le marché des changes (risque lié aux variations des taux de change).

En fait, les missions des traders ne résolvent pas le fond des problèmes posés, qui plus est elles sont nuisibles. Les problèmes de crédit et des taux d'intérêt doivent, peuvent, être résolus par des négociations entre les créanciers et les débiteurs. Les spéculations sur les marchés des actions, des matières premières et des changes perturbent le fonctionnement normal des marchés. Elles sont donc nuisibles à l'ensemble des pays concernés et, par conséquent, à leurs habitants, d'une façon générale elles sont nuisibles à la communauté internationale. En effet, les montants gagnés par les spéculations des traders le sont au détriment de la population des pays concernés. Les montants ainsi gagnés par l'agissement des traders représentent une sorte de vol, légitimé par le fonctionnement des économies capitalistes et assimilées. Les traders profitent de la faiblesse de certains organismes, de certaines entreprises et de certains Etats pour les attaquer. Ils profitent de toutes les occasions pour spéculer sur les marchés des matières premières et des produits agricoles.

C'est pourquoi on peut dire que les traders doivent être considérés comme les bandits des temps modernes dont les agissements sont favorisés par le fonctionnement des économies financiarisées et légitimés par l'ensemble des gouvernements des pays où ils mènent leurs actions.

## **VII. Les conséquences de l'application de la taxe Tobin**

La proposition de Tobin (suggérée en 1972) consiste en une taxation sur les transactions monétaires internationales, taxation susceptible de limiter la spéculation. C'est une taxe dont le taux serait faible, de 0,05% à 1%. Les sommes ainsi récoltées seraient distribuées aux pays les plus pauvres. L'idée de Tobin a connu un certain engouement depuis la crise mexicaine de 1992-1994. Le

projet de taxation a même été évoqué au sein de l'ONU et du G7 en 1995. En fait, la proposition de Tobin avait pour objectif principal de mettre un grain de sable (une taxation) dans le mécanisme de la spéculation. Trois remarques permettent de marquer les limites de cette proposition et d'envisager quelles auraient été les conséquences de son application.

Premièrement, si Tobin pense que les spéculations sont néfastes, dans ce cas, il doit les dénoncer. Or, il propose de les taxer à un faible taux, ce qui signifie qu'il accepte les spéculations bien qu'il les considère comme néfastes. Il propose aussi de distribuer aux pays les plus pauvres les sommes ainsi récoltées. Ces deux propositions de Tobin ne sont pas véritablement compatibles. D'une part, il veut diminuer les spéculations en les taxant, d'autre part, il veut aider les pays les plus pauvres par la recette des taxes. En fait, si la taxation fait diminuer les spéculations, elle fait aussi diminuer la recette destinée aux pays les plus pauvres. En outre et en dernière analyse, l'acceptation de la proposition de Tobin revient à accepter que les spéculateurs et financiers puissent s'enrichir indûment, pourvu qu'ils reversent 0,05% à 0,1% de leurs gains aux pays les plus pauvres pour racheter leurs fautes ou pour être pardonnés. En réalité, Tobin ne veut pas voir ou ne veut pas avouer que les spéculations sont inhérentes au système monétaire et financier international actuel et à l'économie financiarisée.

Deuxièmement, si l'on accepte cette proposition et même si l'on critique toutes sortes de spéculations, cela signifie que l'on accepte la nécessité de l'épargne pour financer les investissements. Une telle acceptation revient à légitimer la financiarisation au niveau national et au niveau international. On passe donc ainsi sous silence ses conséquences néfastes, on les légitime. Par exemple, on légitime qu'être épargnant donne droit à une partie du produit (les prélèvements indus); on légitime les spéculations qui font apparaître des gagnants et des perdants, car elles sont inhérentes à la financiarisation; on légitime les mouvements des capitaux financiers, car ils sont nécessaires à la financiarisation mondialisée.

Troisièmement, la plupart des pays en développement n'ont pas véritablement besoin d'une aide financière résultant d'agissements qui ne respectent pas les règles du fonctionnement normal des économies nationales et internationale. Ils ont besoin de

gouvernants intègres, compétents, désintéressés et indépendants de toute pression des autres pays et des lobbies. Ils ont besoin de coopérations désintéressées et dénuées d'arrière-pensées politiques et financières, dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, de la recherche et de l'aide technique. Ils ont besoin que le taux de change de leur monnaie soit établi dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat, ce qui leur permettrait de multiplier leur pouvoir d'achat sur le marché international (en fait les monnaies de certains de ces pays sont plusieurs dizaines de fois sous-évaluées). Ils ont besoin d'organisations internationales qui respectent leurs chartes et qui puissent s'appuyer sur des experts compétents.

Pour écarter la spéculation, il faut écarter l'élément qui la provoque et les éléments qui la favorisent. L'élément qui est à l'origine de la spéculation est le fait qu'on puisse gagner de l'argent avec de l'argent. Les éléments qui la favorisent sont la financiarisation, le fonctionnement des systèmes monétaires et financiers au niveau national et au niveau international, la libre circulation des capitaux financiers. Ce sont ces éléments qu'il faut dénoncer afin de préparer les esprits à accepter les réformes dont l'application permettrait de les écarter.

### **VIII. Le fonctionnement actuel du système monétaire et financier international favorise la financiarisation mondialisée**

Depuis les accords de Bretton-Woods, c'est la monnaie d'un pays qui est considérée comme monnaie internationale. De ce fait, certaines des règles fondamentales du fonctionnement normal de l'économie internationale peuvent ne pas être respectées. L'économie internationale est une économie d'échange. Les deux principales règles de l'économie d'échange sont, d'une part que les achats doivent être financés par les ventes, d'autre part que les achats nets doivent être financés par les ventes nettes. En d'autres termes, dans l'économie internationale, les importations doivent être financées par les exportations et les importations nettes doivent être financées par les exportations nettes. Or, actuellement ces deux règles de l'économie internationale ne sont pas toujours

respectées. En effet, d'une part, le pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale a la possibilité de financer ses importations nettes avec sa propre monnaie, d'autre part certains pays, pour financer leurs importations nettes, peuvent emprunter auprès du pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale. Ces deux sortes de financements constituent les causes de l'apparition de la liquidité internationale. Dans ces deux cas, il y a pas de véritable paiement, car ce ne sont pas les excédents des balances commerciales des pays exportateurs nets qui financent les achats nets des pays importateurs nets, en fait ces achats sont financés par une monnaie, celle du pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale. Ce système fait apparaître une confusion entre son rôle monétaire et son rôle financier. En fait, l'apparition et l'existence de la liquidité internationale et la libre circulation des capitaux financiers constituent des anomalies aux conséquences néfastes.

Première conséquence : étant donné la façon dont sont déterminés actuellement les taux de change, les déplacements d'un pays à l'autre de la liquidité internationale font varier ces taux de change. En effet, les détenteurs de la liquidité internationale sont à la recherche de placements sûrs et rémunérateurs, c'est pourquoi ils déplacent leurs fonds financiers. Cette situation est favorable aux spéculateurs, mais elle est défavorable aux importateurs et exportateurs qui se trouvent constamment dans l'incertitude sur les taux de change. En outre, il n'est pas certain que, dans ce cas, les échanges se réalisent dans l'équivalence.

Deuxième conséquence : la liquidité internationale constitue la source dans laquelle sont puisés les placements de capitaux financiers sur le marché international. En effet, pour sortir les capitaux financiers d'un pays, il faut les convertir en monnaie internationale. Cette conversion est possible, facilitée et favorisée du fait de l'existence de la liquidité internationale. Or, nous avons vu les conséquences néfastes de l'entrée de capitaux dans un pays et de la sortie de capitaux d'un pays (cf. chapitre III section II).

Troisième conséquence : la liquidité internationale constitue la source dans laquelle sont puisés les capitaux financiers qui financent les délocalisations aux conséquences néfastes.

Quatrième conséquence : la liquidité internationale constitue la source dans laquelle sont puisés les capitaux financiers qui

financent les fusions des entreprises au niveau international, ce qui favorise la constitution de monopoles ou quasi-monopoles au niveau mondial.

Cinquième conséquence : le taux d'intérêt appliqué par le pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale devient le taux d'intérêt de référence sur le marché financier international. Les pays qui ont accepté la libre circulation des capitaux financiers pour restreindre la sortie des capitaux financiers de leur pays ou pour attirer les capitaux financiers vers leur pays sont contraints d'aligner le taux d'intérêt de leur pays sur le taux d'intérêt du pays dont la monnaie est considérée comme monnaie internationale. Cette situation constitue une domination de ce pays sur le reste du monde.

Dans le système monétaire et financier international actuel, les taux de change ne sont pas établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. De ce fait, une grande partie des échanges ne sont pas réalisés dans l'équivalence, ce qui fait apparaître des pays gagnants et des pays perdants. En fait, actuellement, les taux de change sont déterminés de trois façons :

1° La théorie dominante propose de déterminer les taux de change sur le marché par l'offre et la demande de chaque monnaie car, dans cette théorie, la monnaie est considérée comme une marchandise. Or, la monnaie n'est pas une marchandise. L'application de cette théorie est à l'origine de l'établissement de taux de change arbitraires, ce qui favorise les délocalisations et les spéculations.

2° Certains proposent que les taux de change soient établis en fonction du résultat de la balance commerciale de chaque pays. Les pays qui réalisent une balance commerciale excédentaire devraient réévaluer leur monnaie. Les pays qui réalisent une balance commerciale déficitaire devraient dévaluer leur monnaie. Or, l'application de ces propositions ne résout rien, au contraire, cela ne fait qu'"enfoncer" certains pays et en particulier les pays en développement qui ont, de façon chronique, une balance commerciale déficitaire. En effet, si ces pays dévaluent leur monnaie, ils doivent exporter plus pour importer la même quantité de produit, ce que la situation de leur économie ne leur permet pas.

Précisons aussi qu'actuellement les monnaies de ces pays sont déjà largement sous-évaluées.

3° Les dirigeants des organisations internationales telles que la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), imposent des taux de change à certains pays en développement (PED). C'est ainsi que la BM et le FMI ont exigé, dans les années 1990, que certains pays africains dévaluent leur monnaie de 50%. Un exemple permet de comprendre que cette dévaluation n'a pas été favorable à ces pays.

Avant la dévaluation de leur monnaie, les PED devaient exporter, par exemple, 10 tonnes de café pour acheter des médicaments. Après la dévaluation de leur monnaie de 50%, ces pays, pour acheter la même quantité de médicaments, devaient exporter deux fois plus, c'est-à-dire 20 tonnes de café. Cette situation nous amène à poser trois questions : (i) Peut-on justifier rationnellement que ces pays doivent exporter deux fois plus pour importer la même quantité de produit ? (ii) Ces pays ont-ils la possibilité de produire plus pour exporter deux fois plus ? (iii) Le marché international peut-il absorber 10 tonnes de café en plus ? Les réponses à ces trois questions sont négatives, bien sûr.

Ces trois types de déterminations des taux de change ne respectent pas le principe de la parité des pouvoirs d'achat. C'est pourquoi ces déterminations font apparaître des pays gagnants et des pays perdants. Ce sont les taux de change ainsi établis qui favorisent les délocalisations et les spéculations. Par conséquent, les auteurs qui ont proposé et les dirigeants qui ont appliqué ces déterminations sont les premiers responsables de leurs conséquences néfastes. Ainsi est-il important de préciser que ce sont les dirigeants politiques et économiques de l'ensemble des pays ainsi que les dirigeants des organisations internationales qui sont responsables des taux de change arbitraires, car ce sont ces dirigeants qui ont en charge les problèmes monétaires et financiers au niveau national et au niveau international.

## **IX. La réforme du système monétaire et financier international<sup>6</sup>**

Nous avons évoqué, dans la section précédente, les problèmes posés par le fonctionnement du système monétaire et financier international actuel. Ces problèmes sont dus essentiellement au non-respect des règles qui sont déduites des principes de l'économie et, pour une grande part, à la confusion qui s'est instaurée entre la monnaie d'une nation et la monnaie internationale. Le non-respect des règles déduites des principes de l'économie engendre l'arbitraire qui, actuellement, favorise les puissances économiques et les financiers<sup>7</sup> avides de réaliser des plus-values substantielles, et il fait apparaître des gagnants et des perdants. Or, un système monétaire et financier international dont le fonctionnement serait régi par les règles du fonctionnement normal de l'économie internationale permettrait de mettre en place un système neutre. Ainsi, dans le nouveau système, tous les pays auront les mêmes droits et devoirs, indépendamment de leur faiblesse ou de leur puissance économique et politique. Le fonctionnement du nouveau système étant fondé sur les règles qui découlent des principes de l'économie, il ne fera apparaître ni perdants, ni gagnants. Par conséquent, l'application de ces règles et la détermination des taux de change dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat permettront la réalisation de l'enrichissement

---

<sup>6</sup> Cette proposition de réforme, complétée ici, est reprise de mon ouvrage : *Etude économique et géopolitique de développement*, Ed. L'Harmattan, 2003.

<sup>7</sup> « 1,6 c'est la proportion d'actionnaires individuels dans la population mondiale. 100 millions de personnes seulement, sur 6 milliards peuplant la planète détiennent en effet des actions. Et la moitié d'entre elles sont résidents américains.

Cette statistique peu connue permet de vérifier à quel point le poids numérique des actionnaires est sans commune mesure avec l'influence qu'ils exercent sur les décisions économiques, et donc sur la vie quotidienne des habitants de la planète. » (Le Nouvel Observateur 20 - 26 décembre 2001, P. 86).

mutuel de l'ensemble des pays qui participent aux échanges internationaux.

## **X. Les règles dont le respect assure le fonctionnement normal du nouveau système monétaire et financier international**

L'économie internationale est une économie d'échange. La nouvelle organisation (la Banque Mondiale réformée), qui prendra en charge les fonctions monétaire et financière internationales, devra respecter les règles qui gouvernent cette économie. L'une des règles fondamentales de l'économie d'échange consiste en ceci : ce sont les ventes qui doivent financer les achats. Cette première règle constitue le fondement premier du nouveau système monétaire et financier international. Cette règle découle du premier principe de l'économie d'échange : dans cette économie ce sont les ventes qui financent les achats.

Les échanges internationaux font apparaître deux ensembles de pays qui participent aux échanges.

Un premier ensemble de pays finance ses achats par ses ventes. Ce sont des pays qui réalisent une balance commerciale équilibrée. Dans ce cas, le rôle du nouveau système monétaire international consiste à monétiser les achats-ventes de cet ensemble de pays. Cette opération de monétisation est prise en charge par le département monétaire du nouveau système. Etant donné que les balances commerciales des pays de cet ensemble sont équilibrées, à la fin de chaque période élémentaire (la journée, par exemple) ces pays ne dégagent ni excédent, ni déficit. Ce résultat découle du fait que chaque pays de cet ensemble finance ses achats par ses ventes. Par conséquent, dans ce cas, aucune liquidité n'apparaît.

Dans le deuxième ensemble apparaissent deux sous-ensembles de pays : le premier sous-ensemble réalise une balance commerciale déficitaire et le deuxième sous-ensemble réalise une balance commerciale excédentaire. De cette relation découle le deuxième principe de l'économie d'échange qui découle, lui-même, du premier principe : les excédents du deuxième sous-ensemble sont égaux aux déficits du premier sous-ensemble. Ce principe découle d'une tautologie : dans une économie d'échange,

l'ensemble des achats est égal à l'ensemble des ventes, par conséquent, le montant des excédents des vendeurs nets est égal au montant des déficits des acheteurs nets. De ce deuxième principe découle la deuxième règle de l'économie d'échange : les achats nets doivent être financés par les ventes nettes.

La prise en charge de ces excédents et déficits constitue une opération financière, d'où la nécessité de faire apparaître un département financier dans le nouveau système. La deuxième règle régit le fonctionnement du département financier qui, à la fin de chaque période élémentaire, prend en charge les excédents et les déficits. Les excédents des pays vendeurs nets sont destinés à financer les déficits des pays acheteurs nets. Les excédents et déficits étant égaux, là non plus, aucune liquidité n'apparaît.

Ainsi, dans le nouveau système monétaire et financier international n'apparaîtra plus aucune liquidité internationale. Ce résultat n'est pas surprenant, il découle essentiellement du respect de deux règles, dont l'une régit le fonctionnement du département monétaire qui monétisera les échanges et l'autre le fonctionnement du département financier qui prendra en charge les excédents et les déficits de l'ensemble des pays. Aussi la nouvelle Banque Mondiale aura-t-elle toutes les attributions d'une banque. Etant donné que le nouveau système respectera les règles qui découlent des principes de l'économie, il n'engendrera pas les maux qui sont dus au fonctionnement du système monétaire international actuel, comme le démontrent les quelques exemples qui suivent.

1° Le nouveau système rendra sans objet tout raisonnement en termes de liquidité internationale car celle-ci n'apparaîtra plus.

2° En toute logique, le nouveau système sera amené à distinguer les taux d'intérêt monétaire et financier. Ce résultat découle du fait que la source de la monétisation des échanges est distincte de la source du financement des achats nets.

Le taux d'intérêt monétaire (la monnaie qui monétise les échanges) doit être fixé à un niveau qui couvrira le coût de fonctionnement du département monétaire. Nous savons que la monnaie, en tant que telle, n'a pas de pouvoir d'achat légitime, elle résulte de l'émission du département monétaire du nouveau système, elle est destinée à monétiser les échanges, elle est un simple intermédiaire des échanges. La monnaie n'étant pas un

pouvoir d'achat légitime, il n'est nul besoin de lui attribuer un taux d'intérêt pour préserver son pouvoir d'achat réel.

Actuellement l'exigence des pays qui réalisent une balance commerciale excédentaire et donc accordent des crédits aux pays déficitaires est de préserver le pouvoir d'achat réel des crédits accordés. Or, dans le nouveau système monétaire et financier international, ce problème ne se posera plus car les taux de change seront établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat. Par conséquent, le taux d'intérêt financier sera fixé à un niveau qui couvrira le coût de fonctionnement de ce département. Il est important de remarquer que, dans le nouveau système, le taux d'intérêt financier ne dépend plus du niveau de l'offre et de la demande des prêts et des emprunts puisque, par définition, les excédents (qui déterminent le montant des crédits financiers dont dispose le nouveau système) et les déficits (qui déterminent le montant des crédits financiers que le nouveau système peut accorder) sont toujours égaux. Ainsi, dans le nouveau système, la détermination du taux d'intérêt financier ne dépend plus des marchés financiers ni des politiques monétaires et économiques des pays.

3° Le nouveau système fait disparaître la cause de l'apparition des faux paiements, qui n'existeront plus, conséquence de l'application de la règle selon laquelle ce sont les ventes qui doivent financer les achats. Aucun pays n'aura plus le droit de financer le déficit de sa balance commerciale avec sa propre monnaie. Cette exigence découle, d'une part, de l'un des principes fondamentaux de l'économie d'échange, principe selon lequel les achats sont financés par les ventes, d'autre part, de la logique pure : nul ne paie avec sa propre dette. Ainsi le respect des règles qui gouvernent le fonctionnement du nouveau système écartera les faux paiements et la source du « financement » des prélèvements illégitimes au niveau international. La disparition des faux paiements entraînera aussi la disparition de la liquidité internationale.

4° Le nouveau système fera disparaître la hiérarchie existant entre les pays qui ont besoin de financer le déficit de leur balance commerciale par des emprunts. Le système actuel fait apparaître cette hiérarchie, premièrement, du fait qu'il existe, dans ce système, une liquidité internationale, deuxièmement, du fait que les

détenteurs de cette liquidité ou leurs ayants droit (les organismes financiers) recherchent les placements les plus sûrs et les plus rémunérateurs. Or, ces deux exigences n'apparaîtront plus dans le nouveau système, cela pour plusieurs raisons liées. (i) Nous l'avons vu, le nouveau système ne fera pas apparaître de liquidité internationale. Si cette liquidité n'existe plus, il n'y aura plus rien pour faire face à une quelconque demande, ce qui signifie qu'il n'y aura pas de taux d'intérêt à déterminer sur le marché financier. (ii) C'est le département financier du nouveau système qui prendra en charge les excédents des pays exportateurs nets, tout en préservant le pouvoir d'achat réel du résultat de leur balance commerciale. (iii) Le nouveau système sera le meilleur garant des prêts accordés.

Nous devons toutefois démontrer que le nouveau système financier international sera aussi le meilleur garant pour les pays excédentaires. Pour fonder cette démonstration, nous devons résoudre deux problèmes.

Premièrement, celui des pays industrialisés qui réalisent une balance commerciale déficitaire et qui se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs dettes dans les délais qui leur sont accordés. Pour faire face à cette situation, le nouveau système financier international doit constituer un fonds de réserve qui pourra être utilisé chaque fois que la situation l'exigera. On peut imaginer que ce fonds de réserve sera constitué par un prélèvement, par exemple, de 0,5% sur l'ensemble des exportations de chaque période considérée. Il est important de remarquer que le nouveau système pourra arrêter et reprendre ce prélèvement en fonction des besoins. Il est non moins important de préciser que le montant prélevé sur l'ensemble des échanges (0,5%) sera restitué dès que les pays industrialisés qui se trouvaient dans l'impossibilité d'honorer leurs dettes dans les délais réaliseront une balance commerciale excédentaire.

Deuxièmement, l'autre problème est celui des pays en développement qui se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs dettes vis-à-vis du nouveau système. Dans ce cas, c'est la solidarité internationale qui doit jouer. Pour faire face à cette situation, le nouveau système financier international doit constituer un fonds de solidarité qui permettra aux pays les plus pauvres de financer leurs achats nets. (J'ai présenté de façon détaillée les modalités pouvant

permettre de constituer ce fonds de solidarité dans mon ouvrage intitulé : *Etude économique et géopolitique du développement*, Ed. L'Harmattan, 2002).

Force est donc de constater que le nouveau système financier international permettra d'organiser les conditions capables d'écarter les risques de non-paiement dans les délais et de résoudre le problème de l'insolvabilité des pays les moins avancés économiquement. C'est pourquoi nous pouvons affirmer que le nouveau système financier international sera le meilleur garant pour satisfaire l'exigence des pays qui réaliseront un excédent de leur balance commerciale.

5° La suppression de la liquidité internationale fera disparaître la source qui alimente les spéculations au niveau international. En effet, la liquidité internationale n'apparaîtra plus du simple fait que ce système respectera les règles de l'économie d'échange. Les excédents et les déficits seront toujours égaux et ils seront pris en charge par le nouveau système.

6° Les taux de change ne se détermineront plus par rapport à l'offre et à la demande de chaque monnaie sur les marchés financiers. Dans le nouveau système monétaire international, les pays n'auront pas besoin de se présenter sur le marché financier pour obtenir les fonds destinés à financer leurs achats nets, puisque ce système mettra à leur disposition les fonds équivalant à leurs besoins et résultant des ventes des pays vendeurs nets.

7° La suppression de la liquidité internationale fera disparaître la source qui alimente les mouvements de capitaux financiers, les placements et déplacements d'un pays à l'autre. En effet, nous savons qu'actuellement ce sont les mouvements des capitaux qui constituent l'une des principales causes des variations des taux de change, ce qui signifie que ces variations des taux de change ne se déterminent pas forcément dans le respect du principe de la parité des pouvoirs d'achat. Or, dans le nouveau système, les taux de change seront déterminés dans le respect du principe de la parité des pouvoirs d'achat. Une fois ces taux de change établis dans le respect de ce principe, ils pourront être constamment réajustés en fonction de l'évolution des prix dans les différents pays. Les taux de change étant établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat, les échanges seront réalisés dans l'équivalence.

8° Le nouveau système monétaire et financier international ne fera pas apparaître de liquidité internationale. Il fera ainsi disparaître non seulement la source qui alimente actuellement les mouvements de capitaux, mais aussi, et de ce fait même, la source qui alimente les placements dans un pays des capitaux financiers d'autres pays. Autrement dit, le nouveau système créera les conditions qui faciliteront l'application des règles de l'économie. L'application de ces règles fera disparaître également la possibilité de l'apparition des entreprises dites multinationales, avec leurs conséquences néfastes pour les pays receveurs et pour les pays qui sont à l'origine du financement de l'implantation de ces entreprises dans d'autres pays. En outre, du fait que dans le nouveau système les taux de change seront établis dans le respect de la parité des pouvoirs d'achat, les financiers n'auront plus intérêt à délocaliser leurs entreprises ou leur production. Enfin, la disparition de la liquidité internationale écartera le risque de la financiarisation mondialisée, donc le risque d'apparition d'entreprises de monopole au niveau international.

## **XI. Articulation du système monétaire et financier international avec les systèmes monétaires et financiers nationaux**

Les réformes des systèmes bancaires nationaux et du système monétaire et financier international seront pleinement réalisées dès lors que nous aurons établi l'articulation entre ces différents systèmes. Cette articulation s'impose dès qu'un pays a des relations d'échange avec d'autres pays et, en particulier, lorsqu'il réalise des importations ou exportations nettes.

Nous avons vu que la réforme du système monétaire international exige l'existence d'une véritable Banque Mondiale. Cette nouvelle Banque doit jouer, au niveau international, le rôle de la Banque Centrale des Banques Centrales dans l'ensemble des nations membres de la nouvelle Banque Mondiale. En effet, l'une des fonctions importantes de la Banque Centrale d'un pays est de gérer les relations financières de son pays avec les autres pays. Ces relations entre les Banques Centrales passeront donc par

l'intermédiaire de la nouvelle Banque Mondiale, car c'est elle qui devra gérer les créances et les dettes entre les pays.

Pour faire apparaître l'importance et, donc, la nécessité de cette articulation, évoquons les conséquences du fonctionnement sans articulation des deux systèmes. Rappelons qu'actuellement, dans un pays, les importations nettes font apparaître une offre sans demande et les exportations nettes font apparaître une demande sans offre. Cette offre sans demande et cette demande sans offre apparaissent essentiellement pour deux raisons liées. Premièrement, actuellement, les systèmes bancaires nationaux ne respectent pas les règles qui gouvernent la monétisation économique (la création de monnaie). Deuxièmement, il n'existe pas de véritable monnaie internationale et il n'est pas possible d'établir une articulation entre les Banques Centrales et le système monétaire et financier international actuel, car la Banque Mondiale qui doit émettre la monnaie internationale n'existe pas encore.

Nous allons, dans une première sous-section, démontrer que le fonctionnement du système bancaire national actuel, d'une part, n'établit pas d'articulation avec le système monétaire et financier international, d'autre part, ne respecte pas les règles qui gouvernent la monétisation de l'économie nationale du fait qu'il fonde l'un des cas de la création et de la destruction de monnaie sur les résultats des exportations et des importations nettes. Dans le système bancaire actuel, les résultats de la balance commerciale engendrent des entrées et des sorties de devises et, par conséquent, des opérations de création et de destruction de monnaie. La première opération, la création de monnaie en contrepartie de l'achat de devises, engendre une inflation-déséquilibre, c'est ainsi qu'apparaît une demande sans offre. La seconde opération, la destruction de monnaie en contrepartie de la vente de devises, devient l'une des causes du dysfonctionnement de l'économie salariale.

## **XII. Les systèmes bancaires nationaux actuels ne s'articulent pas avec le système monétaire et financier international dans le respect des règles de l'économie**

Actuellement, l'entrée de devises dans une nation constitue l'un des cas de création de monnaie par les systèmes bancaires nationaux. Or, la création de monnaie en contrepartie de devises constitue l'une des causes de prélèvements illégitimes. Ce résultat découle du fait que cette façon de créer de la monnaie ne respecte pas la règle qui gouverne la création de monnaie et donc la monétisation de l'économie. Pour fonder cette affirmation, prenons le cas d'un pays qui réalise une balance commerciale excédentaire, en plaçant notre étude dans le cadre d'une économie salariale.

Les entreprises du pays considéré réalisent une production de 100 UP (unités de produits) et elles rémunèrent leurs travailleurs par 100 UM (unités de monnaie). La monnaie nécessaire à cette monétisation est émise par le système bancaire. Si ce pays réalise une balance commerciale équilibrée, la dépense dans les achats finals du revenu (100 UM) formé dès la production sur les travailleurs vaut l'écoulement de la totalité du produit (100 UP). Autrement dit, seul le revenu formé sur les travailleurs a exercé son droit sur la totalité des produits qui ont été réalisés dans le pays considéré ou sur son équivalent, c'est-à-dire sur les produits importés en contrepartie des produits exportés.

Supposons que le pays considéré réalise une exportation nette égale à 10 UP et qu'il obtienne ainsi 10 UM<sub>i</sub> (unités de monnaie internationale). Il n'existe donc plus que 90 UP, ce qui signifie que l'exportation nette engendre une perte de pouvoir d'achat réel pour les titulaires de revenu. Dans le système actuel, cela représente une première perte de pouvoir d'achat réel pour les titulaires de revenu légitime de ce pays.

Mais les conséquences des exportations nettes ne s'arrêtent pas là. En effet, actuellement, le système bancaire national crée de la monnaie en contrepartie de l'achat de devises. Dans notre exemple, le pays considéré réalise une balance commerciale excédentaire qui lui permet d'obtenir 10 UM<sub>i</sub>. Supposons que 1 UM du pays considéré est égale à 1 UM<sub>i</sub>. : le système bancaire du pays qui a réalisé des exportations nettes crée 10 UM en contrepartie de

l'achat de 10  $UM_i$ . Les bénéficiaires de ces 10  $UM$  auront à leur disposition cette somme, sans que son obtention ait fait apparaître leur endettement vis-à-vis du système bancaire. Les bénéficiaires de cette somme exercent donc un pouvoir d'achat illégitime dès qu'ils la dépensent sur le marché des produits. Ce prélèvement illégitime diminue pour le même montant le pouvoir d'achat réel des titulaires de revenu légitime. Ce prélèvement est illégitime, car la monnaie obtenue en contrepartie de la vente de devises n'entre pas dans l'économie dans l'acte du versement des salaires. Autrement dit, cette somme de monnaie entre dans l'économie en ne respectant pas la règle de la monétisation de l'économie.

La dépense sur le marché des produits du montant de la monnaie obtenue en contrepartie de la vente de devises engendre un profit net ou profit inflationniste pour le même montant, c'est-à-dire pour le montant de monnaie qui entre dans l'économie dans le non-respect de la règle de la monétisation de l'économie. La dépense sur le marché des produits du profit net exerce un nouveau prélèvement illégitime et devient la cause de l'apparition d'un nouveau profit inflationniste. Dans le système bancaire actuel, ce processus se renouvelle jusqu'à ce que la balance commerciale du pays considéré devienne déficitaire pour le même montant. En effet, la vente de devises par le système bancaire national actuel constitue l'un des cas de destruction de la monnaie.

Le fonctionnement du système bancaire national actuel se trouve être à l'origine des conséquences néfastes des importations nettes pour le pays qui les réalise.

Pour fonder cette affirmation, prenons le cas d'un pays qui réalise une balance commerciale déficitaire et plaçons notre raisonnement dans le cadre d'une économie salariale.

Les entreprises du pays considéré réalisent une production de 100  $UP$  et elles rémunèrent leurs travailleurs par 100  $UM$ . Supposons que le pays considéré réalise une importation nette égale à 10  $UP$ , il doit au reste du monde 10  $UM_i$ . Supposons que 1  $UM$  du pays considéré soit égale à 1  $UM_i$ . Actuellement, pour financer les importations, il faut convertir la monnaie nationale en devises dont le montant net représente le prix des produits qui constituent les importations nettes. L'application de cette règle arbitraire, dans notre exemple, représente la destruction de 10  $UM$

de la monnaie de ce pays. Nous constatons que les travailleurs du pays considéré n'ont plus à leur disposition que 90 UM, alors que sur le marché des produits de ce pays apparaissent 110 UP. De ce fait, les importations nettes, dans le système bancaire actuel, deviennent une cause d'insuffisance de la demande globale. En effet, les entrepreneurs de la nation considérée s'attendent, par la vente de leurs produits, à récupérer 100 UM, montant qui leur a permis de monétiser leur production, et les importateurs, par la vente des produits qui représentent les importations nettes, s'attendent à récupérer au moins 10 UM. Or, il n'existe plus dans ce pays que 90 UM, qui seront partagées entre les entrepreneurs et les importateurs. Ainsi, une partie des entreprises du pays considéré ne parviennent pas à récupérer le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser leur production, situation qui engendre une insuffisance de la demande globale. Cette insuffisance de la demande globale est responsable de la faillite de certaines entreprises et, par conséquent, de l'augmentation du chômage dans ce pays.

Le fonctionnement des systèmes bancaires nationaux actuels fait apparaître, dans le cas où un pays réalise des exportations nettes, soit une augmentation des réserves en devises dans le pays considéré, soit une augmentation de sa créance financière en devises sur le reste du monde. L'entrée de devises dans un pays engendre une création de monnaie qui provoque une demande sans offre et, par conséquent, une inflation-déséquilibre. Les importations nettes font apparaître soit une diminution des réserves en devises du pays considéré, soit une augmentation de sa dette financière en devises vis-à-vis du reste du monde. La sortie de devises d'un pays engendre une destruction de monnaie nationale provoquant ainsi une offre sans demande et, par conséquent, une insuffisance de la demande globale, qui est à l'origine du dysfonctionnement de l'économie concrétisé par une augmentation du chômage dans le pays considéré.

Toutes ces conséquences néfastes, provoquées par des exportations ou importations nettes, résultent, d'une part, du mauvais fonctionnement du système bancaire national actuel, du fait qu'il ne respecte pas les règles qui gouvernent la création et la destruction de monnaie nationale, d'autre part, du fait qu'il n'existe

pas actuellement de véritable articulation entre le système bancaire national et le système monétaire et financier international.

### **XIII. Les règles qui fondent l'articulation entre les systèmes monétaires et financiers nationaux et le système monétaire et financier international**

Nous devons établir, comme les règles de l'économie l'exigent, que l'achat des importations nettes d'un pays est financé par le revenu formé dans les pays exportateurs nets. L'établissement de cette relation passe par l'établissement de l'articulation entre les Banques Centrales des nations et la nouvelle Banque Mondiale.

La Banque Centrale de chaque nation aura un département financier spécifique qui lui permettra de centraliser et de dégager, à chaque période élémentaire, le montant du résultat net de la balance commerciale de la nation considérée, et elle sera en relation avec le département financier de la Banque Mondiale réformée. Justifions la nécessité de ce département financier spécifique et de sa relation avec le département financier de la nouvelle Banque Mondiale.

Nous avons vu que la règle qui fonde l'établissement de la hiérarchie bancaire s'oppose à ce que la banque de premier rang (la Banque Centrale) gère les prêts financiers à l'intérieur de son pays. Ce rôle incombe au département financier des banques de second rang et des organismes financiers. Nous avons vu aussi qu'il ne doit pas y avoir de relation monétaire entre une nation et le reste du monde, car une fois les opérations d'échange entre les nations terminées, il ne doit rester entre elles que des relations financières. La monétisation des échanges internationaux doit être assumée par la nouvelle Banque Mondiale. La Banque Centrale de chaque nation devra centraliser toutes les opérations financières entre son pays et le reste du monde, et c'est son département financier spécifique qui devra gérer toutes ces opérations.

Nous avons vu, enfin, que le nouveau système monétaire et financier international a la responsabilité de monétiser les échanges de marchandises entre les nations et de gérer les excédents et les

déficits de l'ensemble des nations. Dès que la monétisation des échanges sera terminée, la nouvelle Banque Mondiale fera apparaître, sur le compte de son département financier, les créances-dettes de l'ensemble des nations. Cette Banque transmettra à la Banque Centrale de chaque nation le résultat de ces échanges représentant leurs créances ou leurs dettes. Il ne sera pas nécessaire que les Banques Centrales sachent quels pays seront devenus leurs créanciers ou leurs débiteurs, puisque la responsabilité de ces opérations incombera à la seule Banque Mondiale réformée et que ce sera elle la garante de ces opérations.

Nous devons démontrer qu'en dernière analyse ce sont les titulaires de revenu des pays exportateurs nets qui sont à l'origine du financement des importations nettes des pays déficitaires.

Deux problèmes liés sont à résoudre : d'une part, comment les titulaires de revenu des pays excédentaires financent les achats nets des pays déficitaires, d'autre part, comment écarter les causes de l'apparition du dysfonctionnement des pays importateurs nets et de l'inflation-déséquilibre des pays exportateurs nets. Il s'agit de démontrer que les solutions à ces problèmes passent par l'articulation entre les systèmes monétaires et financiers nationaux réformés et le nouveau système monétaire et financier international. Etant donné que toutes les opérations financières entre les nations passeront par leur Banque Centrale, et étant donné que la nouvelle Banque Mondiale gèrera toutes les opérations financières entre nations, l'articulation passera par l'établissement d'une relation entre la Banque Centrale de chaque nation et la nouvelle Banque Mondiale.

Nous avons vu que dans le nouveau système monétaire et financier international, du fait qu'il respectera les règles de l'économie d'échange, les achats nets d'une nation seront financés par les ventes nettes d'autres nations. Les pays déficitaires deviendront débiteurs et les pays excédentaires deviendront créanciers du nouveau système. En effet, c'est le nouveau système qui aura le rôle de monétiser les échanges et qui prendra en charge les excédents et les déficits de chaque pays. Le respect de cette règle écartera la cause de l'apparition des faux paiements qui sont actuellement à l'origine de la liquidité internationale, avec les

conséquences néfastes qu'elle engendre. Ce seront les Banques Centrales qui géreront les créances ou les dettes de leur pays vis-à-vis du nouveau système financier international. C'est ainsi que s'établira une première relation entre la Banque Centrale de chaque pays et le nouveau système monétaire et financier international.

Toutefois, il ne suffit pas d'affirmer que le système financier international doit s'interposer pour permettre aux pays vendeurs nets de financer les achats nets d'autres pays, encore faut-il savoir quels sont les titulaires de revenu qui sont à l'origine du financement des importations nettes. Il est vrai que la règle de l'économie d'échange exige que les pays exportateurs nets financent les achats nets des pays déficitaires et que l'intervention de la Banque Mondiale réformée facilite le respect de cette règle. Mais il est vrai aussi que cette opération, pour être complète, doit se prolonger dans les pays acheteurs nets et vendeurs nets car, en dernière analyse, les acheteurs des pays importateurs nets consomment une partie du revenu réel des travailleurs des pays exportateurs nets. Par conséquent, il faut démontrer comment les titulaires de revenu des pays qui réalisent une balance commerciale excédentaire prêtent leur épargne forcée (car elle est réalisée du fait que le pays considéré réalise une balance commerciale excédentaire) aux acheteurs des pays importateurs nets.

Dans le pays exportateur net, les exportateurs financent l'achat des produits destinés à l'exportation essentiellement par des emprunts. De ce fait, le montant des emprunts, équivalents aux exportations nettes, est retiré du marché du pays considéré, car les achats finals dans un pays valent la destruction de la monnaie qui a permis la monétisation de la production et dans ce cas, ce sont les exportateurs qui exercent des achats finals sur les produits destinés à l'exportation. Cette opération permet aux entreprises de récupérer le montant de monnaie qui a servi à monétiser leur production. Par conséquent, elle permet d'éviter, dans le pays exportateur net, l'apparition d'une demande sans offre, elle est réalisée dans le respect de la règle économique selon laquelle, dans une nation, la dépense du revenu dans les achats finals écoule le produit, quelle que soit la destination du produit écoulé. Toutefois, le système bancaire national réformé garde en mémoire, dans son département financier, le montant des prêts (des titulaires de revenu) et le montant des emprunts (des exportateurs), ce qui lui permet de

connaître le montant qui a financé les exportations nettes. Il est évident que la Banque Centrale de chaque pays doit connaître le résultat net des exportations.

Dans le pays importateur net, il faut établir la relation entre le montant qui représente les importations nettes et le même montant qui représente les exportations nettes dans le ou les pays qui les ont réalisées.

Dans le pays importateur net, le système bancaire réformé émet de la monnaie pour un montant équivalant aux importations nettes. Ce montant est connu, car la Banque Centrale de chaque nation constitue le lieu de passage de toutes les opérations financières concernant les importations et les exportations de sa nation. Cette émission de monnaie écarte la cause de l'apparition de l'insuffisance de la demande globale, insuffisance qui est due, nous l'avons vu, d'une part (en l'absence d'articulation entre les systèmes bancaires nationaux et le système monétaire et financier international) à l'apparition d'une offre sans demande, d'autre part au fonctionnement du système bancaire actuel, dans lequel l'achat de devises, pour financer les importations nettes, engendre une destruction de monnaie.

Nous devons démontrer qu'en dernière analyse c'est l'épargne (forcée) des titulaires de revenu des pays exportateurs nets qui permet aux acheteurs des pays importateurs nets de financer l'achat des produits importés. Cette relation découle de l'un des principes fondamentaux de l'économie d'échange, selon lequel les achats sont financés par les ventes et, par conséquent, les achats nets sont financés par les ventes nettes.

Nous avons vu que, dans le nouveau système, les exportations nettes d'un pays seront financées par l'épargne des titulaires de revenu de ce pays. Les exportations nettes du pays considéré feront apparaître la créance de ce pays à l'actif du compte du département financier du nouveau système monétaire et financier international. Cette créance apparaîtra aussi à l'actif du compte de la Banque Centrale du pays qui réalise des exportations nettes. Les importations nettes d'un pays feront apparaître au passif du compte du département financier du nouveau système monétaire et financier international le montant de la dette de ce pays. Cette dette apparaîtra aussi au passif du compte de la Banque Centrale du pays qui réalise des importations nettes. Les montants qui apparaîtront à

l'actif et au passif de la nouvelle Banque Mondiale seront égaux, car, par définition, les montants des importations nettes et des exportations nettes des pays considérés dans leur ensemble sont toujours égaux.

Ainsi apparaissent plusieurs opérations qui permettent d'établir l'articulation entre les épargnants qui financent les exportations nettes d'un pays, la Banque Centrale de leur pays, le nouveau système monétaire et financier international, la Banque Centrale du pays importateur net et les acheteurs des produits représentant les importations nettes de ce pays.

Nous pouvons faire apparaître cette articulation de la façon suivante. Premièrement, le système bancaire du pays exportateur net devient débiteur des épargnants qui ont financé les exportations nettes. Deuxièmement, la Banque Centrale établit le résultat de la balance commerciale de ce pays, dans ce cas, les exportations nettes. Troisièmement, la Banque Centrale du pays exportateur net devient créancière du nouveau système financier international. Quatrièmement, ce nouveau système devient créancier de la Banque Centrale du pays importateur net. Enfin, cinquièmement, la Banque Centrale du pays considéré autorise le système bancaire du pays importateur net à émettre le montant de monnaie équivalant aux importations nettes et le système bancaire de ce pays devient créancier des acheteurs des produits représentant les importations nettes. Il apparaît clairement, à travers cette articulation, qu'en dernière analyse, ce sont les titulaires de revenu du pays exportateur net qui prêtent aux acheteurs du pays importateur net.

Cette articulation est établie dans le respect du principe selon lequel, dans l'économie internationale, les ventes financent les achats et, par conséquent, les achats nets sont financés par les ventes nettes.

D'après ce principe, les épargnants ou leurs ayants droit des pays vendeurs excédentaires d'une période  $P_1$  pourront exercer leur pouvoir d'achat lorsque leur pays réalisera, dans les périodes à venir, une balance commerciale déficitaire égale au montant des excédents de la période  $P_1$ . En effet, les systèmes bancaires des pays qui avaient réalisé une balance commerciale excédentaire en  $P_1$  et qui réalisent dans la période courante une balance commerciale déficitaire émettront le montant de monnaie équivalant à leurs importations nettes. Ce montant de monnaie

permettra d'écarter la cause de l'apparition de l'insuffisance de la demande globale due aux importations nettes, il permettra également aux épargnants ou à leurs ayants droit des pays vendeurs excédentaires de la période  $P_1$  d'exercer leur pouvoir d'achat sur les produits qui sont offerts dans leur économie sur le marché de la période courante. Autrement dit, les titulaires de revenu de la période  $P_1$ , qui n'avaient pas exercé leur pouvoir d'achat en  $P_1$ , du fait que leur pays avait réalisé des exportations nettes en  $P_1$ , pourront l'exercer dans la période où leur pays réalisera une balance commerciale déficitaire pour le montant des excédents de la période  $P_1$ .

Le montant de la monnaie émise pour écouler les importations nettes sera récupéré par les importateurs grâce à la vente des produits importés et il leur permettra de rembourser le système bancaire. Ainsi donc, dans le nouveau système, la Banque Centrale de chaque pays considéré peut constater la destruction du montant de la monnaie émise à cette fin. Le nouveau système monétaire et financier international annule les créances des pays exportateurs nets de la période  $P_1$ , par conséquent, il annule aussi la dette des pays qui avaient une balance commerciale déficitaire dans cette même période. Les Banques Centrales de ces derniers pays constatent le remboursement de la dette de leur pays vis-à-vis du nouveau système financier international. Les systèmes bancaires nationaux de ces pays se font rembourser le montant de la monnaie émise pour écouler les importations nettes de la période  $P_1$ .

La réforme du système monétaire et financier international, la réforme des systèmes monétaires et financiers nationaux et l'articulation entre le système international et les systèmes nationaux permettront d'écarter les causes des maux qui frappent actuellement l'économie internationale et les économies nationales. Ces réformes et cette articulation créeront les conditions qui permettront de réaliser le financement des échanges internationaux dans le respect des règles de l'économie internationale et de l'économie nationale. Elles feront disparaître les causes des faux paiements, des variations des taux de change (variations qui ne respectent pas la parité des pouvoirs d'achat). Elles écarteront l'une des causes de l'apparition de l'inflation-déséquilibre dans les pays qui réalisent une balance commerciale excédentaire et l'une des

causes du dysfonctionnement des économies des pays importateurs nets. L'application de cette règle est particulièrement importante pour les pays en développement, car la plupart de ces pays ont des balances commerciales qui sont en déficit chronique.

En l'absence de ces réformes et de cette articulation, la plupart des entreprises de ces nations, qui se trouvent constamment en difficulté, risquent même de disparaître, car le déficit de la balance commerciale de leur pays, du fait du fonctionnement du système bancaire actuel, fait apparaître une insuffisance de la demande globale, qui est l'une des causes de la faillite des entreprises avec tout ce que cela implique.

L'application de ces réformes rendra la détermination des taux d'intérêt monétaires et financiers nationaux et internationaux indépendante des spéculations. Elle permettra à chaque pays de fixer son taux d'intérêt financier en rapport avec son taux d'inflation. Elle permettra, enfin, de fixer à un bas niveau le taux d'intérêt financier international. Ce bas niveau du taux d'intérêt financier international écartera les prélèvements indus au niveau international et rendra plus facile et moins onéreux le financement de l'évolution économique de certains pays en développement. Elle rendra sans objet les politiques monétaires. Elle écartera les risques de la financiarisation et donc les risques de spéculation au niveau international.

Toutefois, il est à prévoir que, compte tenu des intérêts en jeu, la réalisation de ces réformes rencontrera une résistance égoïste, essentiellement de la part des dirigeants de certains pays, de la part des financiers avides de réaliser des plus-values toujours plus fructueuses et de la part des spéculateurs qui profitent de la situation actuelle. Seule une réelle prise de conscience et une vraie solidarité entre tous les pays permettront de vaincre cette résistance.



**Table des matières**

Avant-propos ..... 7  
Introduction générale..... 9

CHAPITRE I ..... 17  
LE CAPITALISME

I. Introduction ..... 17  
II. Systèmes politiques et systèmes économiques ..... 18  
II.1. Les systèmes économiques ..... 18  
II.2. Les systèmes politico-économiques ..... 19  
III. Les systèmes politico-économiques se différencient par les règles arbitraires qui régissent le fonctionnement de leur économie ..... 21  
IV. Promotion d'un système par comparaison ..... 26  
V. La capacité d'adaptation du capitalisme aux différentes formes politiques ..... 28  
VI. Max Weber et le capitalisme ..... 30  
VII. Origine des capitaux qui ont financé l'industrialisation..... 37  
VIII. L'épargne est-elle nécessaire pour financer les investissements ? ..... 38  
IX. Confusion entre libéralisme et capitalisme..... 39  
X. Le libéralisme selon les idées néoclassiques ..... 42  
XI. Le capitalisme financier favorise l'apparition de monopoles ..... 49  
XII. Quel est le principal objectif de la règle des trois tiers du partage du profit ? ..... 50

CHAPITRE II ..... 55  
LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE NATIONALE

I. Introduction ..... 55  
II. Du capitalisme industriel au capitalisme financier ..... 56  
III. Signification et principal objectif de la financiarisation ..... 59  
IV. Les conditions et mesures qui ont favorisé la financiarisation..... 62

IV.1. Les arguments avancés en faveur du financement de la retraite par capitalisation sont fallacieux .....	64
IV.2. La financiarisation de la recherche universitaire .....	74
V. Les conséquences sociales de la financiarisation.....	75
VI. L'épargne destinée aux entreprises et l'épargne destinée aux ménages .....	77
VII. Le fonctionnement du système bancaire actuel et la financiarisation .....	79
VIII. La réforme du système monétaire et financier national.....	81
IX. Le département monétaire et les départements financiers du système bancaire de l'économie salariale .....	81
X. Nécessité et véritables rôles de la Banque Centrale.....	88
CHAPITRE III.....	93
LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE INTERNATIONALE	
I. Introduction .....	93
II. La financiarisation de l'économie internationale est une anomalie	94
III. La financiarisation mondialisée favorise la réalisation d'une croissance externe au niveau international .....	96
IV. La spéculation et les crises financières, son corollaire, sont inhérentes à une économie internationale financiarisée.....	98
V. Les capitalistes profitent des situations de crise pour imposer leur volonté et leurs décisions.....	103
VI. Les traders dont les agissements sont légitimés par le fonctionnement des économies financiarisées "capitalistes et assimilées" sont au service des bandits des temps modernes .....	104
VII. Les conséquences de l'application de la taxe Tobin.....	106
VIII. Le fonctionnement actuel du système monétaire et financier international favorise la financiarisation mondialisée .....	108
IX. La réforme du système monétaire et financier international .....	112
X. Les règles dont le respect assure le fonctionnement normal du nouveau système monétaire et financier international.....	113
XI. Articulation du système monétaire et financier international avec les systèmes monétaires et financiers nationaux.....	118
XII. Les systèmes bancaires nationaux actuels ne s'articulent pas avec le système monétaire et financier international dans le respect des règles de l'économie .....	120

XIII. Les règles qui fondent l'articulation entre les systèmes  
monétaires et financiers nationaux et le système monétaire et financier  
international..... 123  
Table des matières ..... 131

**L'HARMATTAN, ITALIA**  
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

**L'HARMATTAN HONGRIE**  
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16  
1053 Budapest

**L'HARMATTAN BURKINA FASO**  
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie  
12 BP 226 Ouagadougou 12  
(00226) 76 59 79 86

**ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA**  
Faculté des Sciences Sociales,  
Politiques et Administratives  
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

**L'HARMATTAN GUINEE**  
Almamy Rue KA 028 en face du restaurant le cèdre  
OKB agency BP 3470 Conakry  
(00224) 60 20 85 08  
harmattanguinee@yahoo.fr

**L'HARMATTAN COTE D'IVOIRE**  
M. Etien N'dah Ahmon  
Résidence Karl / cité des arts  
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03  
(00225) 05 77 87 31

**L'HARMATTAN MAURITANIE**  
Espace El Kettab du livre francophone  
N° 472 avenue Palais des Congrès  
BP 316 Nouakchott  
(00222) 63 25 980

**L'HARMATTAN CAMEROUN**  
Immeuble Olympia face à la Camair  
BP 11486 Yaoundé  
(00237) 99 76 61 66  
harmattancam@yahoo.fr

**L'HARMATTAN SENEGAL**  
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E  
BP 45034 Dakar FANN  
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08  
senharmattan@gmail.com